RÈGLEMENT DE ZONAGE

#2006-282

MUNICIPALITE DE SAINTE-ANNE-DE-LA-ROCHELLE

RÈGLEMENT DE ZONAGE

2006-282

Entrée en vigueur : 15 juin 2006

Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle

Amendements intégrés

Règlements	*Entrée en vigueur*	*Date*
2008-305	*11 novembre 2008*	*4 janvier 2011*
2011-329	*16 juin 2011*	*15 juillet 2011*
2011-331	*22 juin 2011*	*15 juillet 2011*
2014-410	*15 décembre 2014*	*9 janvier 2015*
2018-426	*14 mai 2018*	*8 août 2018*
2018-429	*21 février 2019*	*8 avril 2019*
2020-437	*14 octobre 2020*	*17 décembre 2020*
2021-441	*21 juin 2021*	*15 juin 2022*
2021-451	*11 avril 2023*	*15 septembre 2023*
2023-463	*12 août 2024*	*6 janvier 2025*

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES 1

SECTION 1- DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES 1
1.1 Titre 1
1.2 Territoire assujetti 1
1.3 Autres lois applicables 1
1.4 Abrogation des règlements antérieurs 1
1.5 Plan de zonage 1

SECTION 2 - DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES 2
1.6 Système de mesure 2
1.7 Divergence entre les règlements de zonage, de lotissement et de construction 2
1.8 Répartition du territoire municipal en zones 2
1.9 Interprétation des tableaux 2
1.10 Définitions 2
Schéma des cours 25
Schéma des constructions 26

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 27
2.1 Application du règlement 27
2.2 Pouvoir de la personne en charge de l'application 27
2.3 Interventions assujetties 27
2.4 Infraction et pénalité 27
2.5 Recours civils 27

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ACQUIS 28
3.1 Droits acquis généraux 28
3.2 Cessation d'un usage dérogatoire 28
3.3 Remplacement d'un usage dérogatoire 28
3.4 Extension de l'usage dérogatoire d'un terrain 28
3.5 Extension de l'usage dérogatoire d'une construction 29
3.6 Agrandissement ou modification d'une construction dérogatoire 29
3.7 Remplacement d'une construction dérogatoire 29
3.8 Bâtiments d'élevage dérogatoire 29
3.9 Installation d'élevage à forte charge d'odeur dérogatoire sinistrée ou abandonnée 30
3.10 Installation d'élevage à forte charge d'odeur dérogatoire visée par un projet d'agrandissement 30
3.11 Remplacement d'une installation d'élevage à forte charge d'odeur dérogatoire 30

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES 31

SECTION 1 - DISPOSITIONS SUR LES COURS 31
4.1Cour avant minimale 31
4.2 Cour avant résiduelle 32
4.3 Cour latérale 32
4.4 Cour arrière 33

SECTION 2 - DISPOSITIONS SUR LES BÂTIMENTS PRINCIPAUX 35
4.5 Généralité 35
4.6 Dimensions du bâtiment principal 35
4.7 Hauteur du bâtiment principal 35

SECTION 3 - DISPOSITIONS SUR LES BÂTIMENTS ACCESSOIRES 36
4.8 Généralités 36

4.9 Nombre maximal de bâtiments accessoires 36
4.10 Normes d'implantation 36
4.11 Dimensions 36
4.12 Hauteur 36
4.13 Exceptions 36

SECTION 4 - DISPOSITIONS SUR LES ABRIS D'HIVER POUR AUTOMOBILES 37
4.14 Abris d'hiver pour automobile 37

SECTION 5 - DISPOSITIONS SUR L'ARCHITECTURE ET LES MATÉRIAUX DE REVÊTEMENT DES BÂTIMENTS PRINCIPAUX ET ACCESSOIRES 38
4.15 Forme des bâtiments 38
4.16 forme des toits 38
4.17 Véhicules utilisés comme bâtiment 38
4.18 Matériaux de revêtement extérieur 38
4.19 harmonisation des matériaux 39
4.20 Délai d'exécution des travaux 39

SECTION 6 - DISPOSITIONS SUR LES CLÔTURES, HAIES, MURS DE SOUTÈNEMENT 40
4.21 Clôtures 40
4.22 Clôture pour entreposage de carcasses de véhicules et de rebuts 40
4.23 Fil barbelé 40
4.24 Haies 41
4.25 Murs de soutènement 41

SECTION 7 - DISPOSITIONS SUR LES AIRES DE STATIONNEMENT, LES ACCÈS ET LES AIRES DE MANUTENTION 42
4.26 Généralités 42
4.27 Droits acquis 42
4.28 Nombre minimal de cases de stationnement 42
4.29 Aménagement des aires de stationnement 43
4.30 Accès au terrain et aux aires de stationnement 44
4.31 Aires de manutention 44
4.32 Localisation des aires de manutention 44
4.33 Nombre d'unités de manutention 44
4.34 Dimensions des unités de manutention 45
4.35 Aménagement des aires de manutention 45

SECTION 8 - DISPOSITIONS SUR LES PISCINES ET SPAS 46
4.36 Généralités 46
4.37 Normes d'implantation 46
4.38 Obligation de clôturer 46
4.39 Trottoir 46

SECTION 9 - DISPOSITIONS SUR LES KIOSQUES 47
4.40 Généralités 47
4.41 Normes d'implantation 47

SECTION 10 - DISPOSITIONS SUR L'ENTREPOSAGE ET L'ÉTALAGE EXTÉRIEUR 48
4.42 Entreposage extérieur pour certains usages 48
4.43 Entreposage extérieur de bois de chauffage 48
4.44 Étalage extérieur pour certains usages 48

SECTION 11 - DISPOSITIONS SUR L'AFFICHAGE ET LES ENSEIGNES 50
4.45 Généralités 50
4.46 Enseignes autorisées sans certificat d'autorisation 50
4.47 Localisation des enseignes 51
4.48 Structure et conception d'une enseigne 51

4.49 Format de l'enseigne *51*
4.50 Interdictions applicables à l'ensemble du territoire *51*
4.51 Éclairage des enseignes *52*
4.52 Entretien et permanence d'une enseigne *52*
4.53 Norme d'implantation *52*
4.54 Norme relative à l'affichage *52*
Tableau norme d'affichage *53*

SECTION 12 - DISPOSITIONS SUR LES ANTENNES ET LES TOURS DE TÉLÉCOMMUNICATION 54
4.55 Antennes traditionnelles *54*
4.56.1 Antennes paraboliques *54*
4.56.2 Tours de télécommunication *54*

SECTION 13 - DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR ET L'AMÉNAGEMENT D'UN PLAN D'EAU 55
4.57 Aménagement des espaces libres *55*
4.58 Plantation d'arbres prohibée *55*
4.59 Triangle de visibilité *55*
4.60 Aménagement d'un plan d'eau *55*

SECTION 14 - DISPOSITIONS SUR LES MAISONS MOBILES, LES VÉHICULES RÉCRÉATIFS MOTORISÉS OU NON ET LES ROULOTTES DE CHANTIER 56
4.61 Implantation d'une maison mobile *56*
4.62 Implantation d'un véhicule récréatif motorisé ou non et d'une roulotte de chantier *56*

SECTION 15 - DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT DES PARCS DE MAISONS MOBILES 57
4.63 Généralités *57*
4.64 Fondation *57*
4.65 Bâtiment accessoire *57*
4.66 Aménagement paysager *57*
4.67 Installation septique *57*

SECTION 16 - DISPOSITIONS CONCERNANT LES PROJETS D'ENSEMBLE RÉSIDENTIELS INTÉGRÉS 58
4.68 Généralités *58*
4.69 Normes d'implantation *58*
4.70 Norme de densité *58*

SECTION 17 - DISPOSITIONS SUR LES PAVILLONS SECONDAIRES ET LES HABITATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES 59
4.71 Généralités *59*
4.72 Superficie de terrain *59*
4.73 Dimension du pavillon secondaire *59*
4.74 Normes d'implantation du pavillon secondaire *59*
4.75 Dimension de l'habitation intergénérationnelle *59*
4.76 Normes d'implantation pour les habitations intergénérationnelles *59*
4.77 Hauteur *59*
4.78 Installation septique *59*

SECTION 18 - DISPOSITIONS SUR LES MAISONS D'ACCUEIL 60
4.79 Généralités *60*
4.80 Nombre de résidents et d'occupants *60*
4.81 Aménagement de l'établissement *60*
4.82 Superficie des chambres *60*
4.83 Nombre d'issues *60*
4.84 Normes d'affichage *60*

SECTION 19 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PATRIMOINE 61
4.85 Généralité *61*

4.86 Insertion d'un nouveau bâtiment *61*
4.87 Architecture des nouveaux bâtiments *61*
4.88 Bâtiments à caractère patrimonial existants *61*
4.89 Ouvertures *61*
4.90 Toit et lucarnes *62*
4.91 Agrandissement *62*
4.92 Déplacement *62*
7.93 Coupe des arbres *62*
4.94 Certificat d'autorisation *62*

SECTION 20 - DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION À PROXIMITÉ DE CERTAINES ACTIVITÉS CONTRAIGNANTES **63**
4.95 Dépôts de neiges usées *63*
4.96 Normes d'implantation en bordure d'une route publique numérotée *63*
4.97 Cour de ferraille *63*
4.98 Piste de course ou d'essai de véhicules motorisés *63*
4.99 Zones industrielles *64*
4.100 Ancien lieu d'enfouissement sanitaire *64*
4.101 Cimetières *64*

SECTION 21 - NORMES RELATIVES AUX ZONES INONDABLES **65**
4.102 Les zones à risque d'inondation de récurrence 0-20 ans *65*
4.103 Les zones à risque d'inondation de récurrence 20-100 ans *67*
4.104 Certificat d'autorisation *67*

SECTION 22 - NORMES RELATIVES AUX RIVES ET AU LITTORAL **68**
4.105 Ouvrages autorisés sur la rive *68*
4.105.1 Remise à l'état naturel des rives *70*
4.105.2 Exceptions près des bâtiments (remise à l'état naturel des rives) *70*
4.105.3 Revégétalisation des rives *70*
4.105.4 Exceptions près des bâtiments (revégétalisation des rives) *71*
4.106 Ouvrages autorisés sur le littoral *71*
4.107 Dispositions particulières sur la construction d'un quai *72*
4.108 Certificat d'autorisation *72*

SECTION 23 - NORMES RELATIVES AUX MARÉCAGES **73**
4.109 Ouvrages permis dans les marécages *73*

SECTION 24 - NORMES RELATIVES À L'ABATTAGE D'ARBRES **74**
4.110 Normes générales d'abattage d'arbres *74*
4.111 Abattage le long d'un chemin public *75*
4.112 Abattage d'arbres sur les pentes fortes *75*
4.113 Normes applicables aux zones agricoles, agro-forestière. agro-forestière dynamique et îlots déstructurés *76*
4.114 Certificat d'autorisation *76*

SECTION 25 - DISPOSITIONS SUR LES TERRAINS DE CAMPING **77**
4.115 Zones autorisées pour les terrains de camping non aménagés *77*
4.116 Zones autorisées pour les terrains de camping aménagés *77*
4.117 Superficie minimale et densité brute *77*
4.118 Nombre maximal d'emplacements *77*
4.119 Marges de recul *77*
4.120 Aménagement et dimension des emplacements *78*
4.121 Bâtiments *79*
4.122 Bâtiments accessoires destinés aux services communautaires sur les terrains de camping aménagés *79*
4.123 Limitation de l'utilisation d'un emplacement *79*
4.124 Contenants à ordures *80*
4.125 Voie de circulation pour véhicule *80*

SECTION 26 - DISPOSITIONS SUR LES STATIONS-SERVICE ET LES LAVE-AUTOS 81
4.126 Stations-service, poste d'essence et lave-autos 81
4.127 Incorporation de lave-autos automatiques et semi-automatiques 81

SECTION 27 - DISPOSITIONS SUR LA DÉMOLITION DE BÂTIMENTS OU AUTRES OUVRAGES DÉSAFFECTÉS 82
4.128 Démolition de bâtiment et construction désaffectée 82

SECTION 28 - DISPOSITIONS SUR LES SYSTÈMES EXTÉRIEURS DE CHAUFFAGE À COMBUSTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU ACCESSOIRE 83
4.129 Généralités 83
4.130 Implantation des systèmes extérieurs de chauffage 83
4.131 Certificat d'autorisation 83

SECTION 29 - DISPOSITIONS SUR LES ÉOLIENNES DOMESTIQUES ET COMMERCIALES 84
4.132 Généralités 84
4.133 Implantation des éoliennes domestiques 84
4.134 Apparence des éoliennes domestiques 84
4.135 Aménagement aérien des éoliennes domestiques 85
4.136 Hors fonctionnement des éoliennes domestiques 85
4.137 Certificat d'autorisation 85
4.138 Implantation des éoliennes commerciales 85
4.139 Zone de protection par rapport à une éolienne commerciale 85
4.140 Distance d'éloignement d'une résidence par rapport à une éolienne commerciale 86
4.141 Distance d'éloignement pour d'autres éléments par rapport à une éolienne commerciale 86
4.142 Marges d'implantation d'une éolienne commerciale 87
4.143 Formes et couleur d'une éolienne commerciale 87
4.144 Chemins d'accès d'une éolienne commerciale 87
4.145 Enfouissement des fils d'une éolienne commerciale 88
4.146 Aménagement des postes de raccordement des éoliennes commerciales 88
4.147 Démantèlement des éoliennes commerciales 88
4.148 Certificat d'autorisation pour une éolienne commerciale 89

SECTION 30 - DISPOSITIONS SUR LA CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE EN ZONE AGRICOLE 90
4.149 Généralités 90
4.150 Dispositions relatives aux îlots déstructurés 90
4.151 Construction résidentielle dans les îlots déstructurés de type 1 (avec morcellement) 91
4.152 Construction résidentielle dans les îlots déstructurés de type 3 (sans morcellement) 91
4.153 Construction résidentielle sur les unités foncières vacantes de 10 hectares et plus 91
4.154 Marge de recul 92
4.155 Distance séparatrice 92

SECTION 31 - DISPOSITIONS CONCERNANT LA GARDE DE POULES DANS LE PÉRIMÈTRE D'URBANISATION 94
4.156 Généralités 94
4.157 Bâtiment d'élevage 94
4.158 Propreté du poulailler 94

SECTION 32 - DISPOSITIONS SUR LA CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE DANS LA ZONE R-8 95
4.159 Généralités 95
4.160 superficie d'implantation au sol du bâtiment principal 95
4.161 Largeur minimale du bâtiment principal 95
4.162 Éclairage résidentiel 95
4.163 Toiture 95
4.164 Fondations 95
4.165 Bâtiments accessoires 95

SECTION 33 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA COHABITATION HARMONIEUSE ENTRE UN SITE MINIER ET LES USAGES SENSIBLES DU TERRITOIRE 96
4.166 Généralités 96
4.167 Nouvelle carrière/sablière de tenure privée 96
4.168 Nouvelle rue à proximité d'un site minier 96
4.169 Nouvelle habitation et/ou site institutionnel à proximité d'un site minier 96

CHAPTIRE 5 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX ACTIVITÉS AGRICOLES 98

SECTION 1 - NORMES D'IMPLANTATION PARTICULIÈRES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS 98
5.1 Distances séparatrices relatives aux installations d'élevage 98
Grille des distances séparatrices en fonction du nb d'unités animales 100
5.2 Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage 120
5.3 Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme 121

SECTION 2 - DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉPANDAGE ET À L'ENTREPOSAGE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES FERTILISANTES 122
5.4 Épandage et stockage temporaire à l'intérieur de la zone agricole protégée 122
5.5 Épandage et stockage temporaire à l'extérieur de la zone agricole protégée 122
5.6 Normes sur le stockage temporaire des M.R.F au sol 123
5.7 Distance séparatrice d'épandage 123

SECTION 3 - ZONES DE PROTECTION POUR LES INSTALLATIONS À FORTE CHARGE D'ODEUR AUTOUR DES PÉRIMÈTRES D'URBANISATION 124
5.8 Généralités 124
5.9 Zone de protection en fonction des vents dominants 124
5.10 Installations prohibées - périmètre d'urbanisation 124
5.12 Agrandissement et augmentation du nombre d'unités animales 124
5.13 Prohibition des nouvelles installations d'élevage à forte charge d'odeur 125

CHAPITRE 6 - CLASSIFICATION DES USAGES 126

SECTION 1 - USAGES PRINCIPAUX 126
6.1 Généralités 126
6.2 Groupe résidentiel 126
6.3 Groupe commercial 127
6.4 Groupe communautaire 130
6.5Groupe industriel 131
6.6 Groupe agricole et forestier 133

SECTION 2 - USAGES SECONDAIRES 134
6.7 Généralités 134
6.8 Établissement de services personnels 134
6.9 Établissement de services professionnels 134
6.10 Établissement de services d'affaires 134
6.1 Établissement de services artisanaux 135
6.12 Atelier de fabrication et de réparation 135
6.13 Commerce dans une partie du logement 135

CHAPITRE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES PERMIS ET AUX NORMES D'IMPLANTATION PAR ZONE 137

SECTION 1 - USAGES PERMIS 137
7.1 Généralités 137
7.2 Usages spécifiquement prohibés sur tout le territoire 137

7.3 Règles d'interprétation de la grille des usages et des constructions autorisés par zone 137
7.4 Grille des usages et des constructions autorisés par zone..... 138
Note de renvois 159

SECTION 2 - NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION DES BÂTIMENTS PAR ZONE 160
7.5 Généralités 160
7.6 Règle d'interprétation de la grille des normes relatives à L'implantation des bâtiments par zone 160
7.7 Dérogation à la marge de recul avant minimale 160
7.8 Dérogation à la marge latérale 160
7.9 Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones 160

ANNEXE 1- LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT COMPRIS DANS LES ZONES PATRIMONIALES

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1
DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

TITRE ***1.1***

Le présent règlement est intitulé « Règlement de zonage »

TERRITOIRE ASSUJETTI ***1.2***

Le présent règlement s'applique à l'ensemble de territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle

AUTRES LOIS APPLICABLES ***1.3***

Aucun article du présent règlement ne soustrait toute personne à l'application d'un règlement ou d'une Loi

ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS ***1.4***

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur portant sur le zonage ou sur des dispositions adoptées en vertu des pouvoirs de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, dont le Règlement numéro 203 et ses amendements subséquents.

PLAN DE ZONAGE ***1.5***

Le plan de zonage numéro SAR-Z-01 et SAR-Z-02 préparé par le service d'aménagement et d'urbanisme de la MRC du Val-Saint-François, en date de novembre 2005 signé par le maire et le (la) secrétaire-trésorier(ère) de la municipalité est annexé au présent règlement et en fait partie intégrante.

SECTION 2
DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

SYSTÈME DE MESURE ***1.6***

Toute dimension apparaissant dans le présent règlement est indiquée en unités métriques du système international (SI). L'équivalent en mesures anglaises est donné à titre indicatif seulement.

DIVERGENCE ENTRE LES RÈGLEMENTS DE ZONAGE, DE LOTISSEMENT ET DE CONSTRUCTION ***1.7***

S'il y a incompatibilité entre le règlement de zonage, le règlement de construction et le règlement de lotissement, la disposition du règlement de zonage prévaut.

S'il y a incompatibilité entre une norme générale et une norme particulière, la disposition de la norme particulière prévaut.

RÉPARTITION DU TERRITOIRE MUNICIPAL EN ZONES ***1.8***

Pour les fins d'application du présent règlement, le territoire municipal est divisé en zones. Pour des fins d'identification et de référence, les zones sont désignées dans ce règlement et sur le plan de zonage par des lettres et des chiffres. Les lettres réfèrent à la fonction prédominante de la zone. Le chiffre désigne la situation géographique de la zone.

Sauf indication contraire, les limites de toutes les zones coïncident avec la ligne médiane des rues, des ruisseaux, des rivières et de la voie ferrée. Ainsi qu'avec les lignes des terrains et les limites du territoire de la municipalité.

INTERPRÉTATION DES TABLEAUX ***1.9***

Les tableaux, diagrammes, graphiques, symboles ou toute autre forme d'expression autre que le texte proprement dit, contenus dans ce règlement, en font partie intégrante à toute fin que de droit. En cas de contradiction entre le texte et les tableaux, diagrammes, graphiques, symboles ou autres formes d'expression, le texte prévaut.

DÉFINITIONS ***1.10***

Les mots et expressions utilisés dans le présent règlement s'entendent dans leurs sens habituels, sauf ceux qui suivent, qui doivent être entendus comme subséquemment définis, à moins que le contexte ne comporte un sens différent.

règlement 2008-305
règlement 2011-329
règlement 2011-331
règlement 2021-451
-règlement 2023-463

Abattage d'arbres

Coupe d'au moins cinq (5) arbres d'essence commerciale de plus de dix (10) centimètres au D.H.P.

Abattoir

Bâtiment où l'on abat les animaux de boucherie.

Abri d'auto

Construction ouverte faisant partie du bâtiment principal, composée d'un toit soutenu par des colonnes, des poteaux ou des murs, ouverte sur deux (2) côtés ou plus et destinée à abriter un ou plusieurs véhicules.

Abri d'auto d'hiver

Construction temporaire dont la structure est démontable et utilisée pour le stationnement d'un ou plusieurs véhicules et installée pour la période du 15 octobre au 15 avril inclusivement de l'année suivante.

Abri forestier

Bâtiment sommaire construit en milieu forestier, qui ne doit pas être pourvu d'eau courante et doit être constitué d'un seul plancher d'une superficie au sol n'excédant pas 20 mètres carrés.

Abri pour embarcation

Construction érigée au-dessus du littoral, comprenant ou non un toit supporté par des murs ou des poteaux et destinée à abriter une embarcation.

Âge d'exploitation des arbres feuillus

L'âge d'exploitabilité des arbres feuillus est de quatre-vingt-dix (90) ans, sauf dans le cas du bouleau blanc, de l'érable rouge et de l'érable argenté, dont la maturité est considérée atteinte à soixante-dix (70) ans et sauf dans le cas des peupliers et du bouleau gris dont la maturité est considérée atteinte à l'âge de cinquante (50) ans.

Âge d'exploitation des arbres résineux

L'âge d'exploitation des arbres résineux est de soixante-dix (70) ans, sauf dans le cas du sapin et du pin gris dont la maturité est considérée atteinte à l'âge de cinquante (50) ans.

Aire de chargement et de déchargement

Espace sis sur le même terrain que le bâtiment ou l'usage qu'il dessert, et de dimensions suffisantes pour le stationnement et les manœuvres d'un véhicule durant les opérations de chargement et de déchargement de la marchandise.

Annexe

Rallonge faisant corps avec le bâtiment principal et située sur le même terrain que ce dernier.

Arbres d'essences commerciales

1. Essences résineuses :

- Épinette blanche
- Épinette de Norvège
- Épinette noire
- Épinette rouge
- Mélèze
- Pin blanc
- Pin gris
- Pin rouge
- Pruche de l'Est
- Sapin baumier
- Thuya de l'Est (cèdre)

2. Essences feuillues :

- Bouleau blanc
- Bouleau gris (bouleau rouge)
- Bouleau jaune (merisier)
- Caryer
- Cerisier tardif
- Chêne à gros fruits
- Chêne bicolore
- Chêne blanc
- Chêne rouge
- Érable à sucre
- Érable argenté
- Érable noir
- Érable rouge
- Frêne d'Amérique (frêne blanc)
- Frêne de Pennsylvanie (frêne rouge)
- Frêne noir
- Hêtre américain
- Noyer
- Orme d'Amérique (orme blanc)
- Orme liège (orme de Thomas)
- Orme rouge
- Ostryer de Virginie
- Peuplier à grandes dents
- Peuplier baumier
- Peuplier faux-tremble (tremble)
- Peupliers (autres)
- Tilleul d'Amérique

Arpenteur géomètre

Arpenteur géomètre, membre en règle de l'Ordre des arpenteurs géomètres du Québec.

Auberge

Établissement d'hébergement qui offre à une clientèle de passage la location de chambres meublées et des services de restauration.

Balcon

Plate-forme disposée en saillie sur un mur extérieur, ordinairement entourée d'un garde-fou.

Bâtiment

Construction ayant une toiture ou pouvant recevoir une toiture supportée par des poteaux ou par des murs construits d'un ou plusieurs matériaux, quel que soit l'usage pour lequel elle peut être occupée. Lorsque la construction est divisée par un ou des murs mitoyens ou pouvant devenir mitoyens, du sous-sol jusqu'au toit, chaque unité ainsi divisée sera considérée comme bâtiment distinct.

Bâtiment accessoire

Bâtiment détaché du bâtiment principal, situé sur le même terrain que ce dernier et destiné à améliorer l'utilité, la commodité et l'agrément de l'usage principal. Est considéré comme un bâtiment accessoire : un abri pour embarcation, un garage privé détaché, un hangar, une remise, une serre privée.

Bâtiment principal

Bâtiment abritant l'usage principal pour le terrain sur lequel il est érigé.

Bois commercial

Arbres d'essences commerciales de plus de dix centimètres (10 cm) de diamètre au D.H.P.

Cabane à sucre commerciale

Cabane à sucre où les principales activités exercées sont de natures commerciales et récréatives telles que la restauration de groupe, la vente de produits d'érables, balades en calèche, traîneau à chien et autres. La production de sirop d'érable devient une activité accessoire à ces dernières.

Camping

Voir la définition de terrain de camping.

Carrière

Tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales consolidées, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, des digues ou des barrages, à l'exception des mines d'amiante et de métaux et des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou un stationnement. (Référence : article 1 du Règlement sur les carrières et sablières, R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.2)

Case de stationnement

Espace réservé au stationnement d'un véhicule moteur selon les exigences de dimension et d'agencement prévues aux divers articles du présent règlement.

Cave ou sous-sol

Partie du bâtiment située sous le rez-de-chaussée et dont la moitié ou plus de la hauteur entre le plancher et le plafond est en dessous du niveau moyen du sol adjacent pour plus de cinquante pourcent (50%) du périmètre du bâtiment. Une cave ne doit pas être comptée comme un étage dans la détermination de la hauteur d'un bâtiment.

Chablis

Arbres abattus par le vent ou tombés de vétusté.

Chalet ou maison de villégiature

Bâtiment résidentiel servant à des fin de récréation ou de villégiature et utilisé pour une période maximale de 180 jours par année.

Champ en culture (pour l'application des normes de la section 30)

Champ en culture ou champ en friche susceptible d'être remis en culture en vertu du *Règlement sur les exploitations agricoles (Q-2, r.11.1)*

Chemin

Voir la définition de rue.

Chemin de débardage

Chemin aménagé dans un peuplement forestier pour transporter des bois jusqu'à un lieu d'entreposage. Le volume prélevé pour établir ce chemin doit être inférieur à quinze pourcent (15%) du volume du bois commercial du peuplement faisant l'objet d'une coupe.

Chemin forestier

Chemin aménagé sur un terrain pour transporter le bois du lieu d'entreposage jusqu'au chemin public.

Chenil

Lieu où on loge un minimum de quatre (4) chiens pour des fins de pension ou d'élevage ou de reproduction ou d'entraînement ou pour toute autre fin commerciale. Un lieu utilisé pour la pension de chiens adjacent à un bâtiment de médecine vétérinaire n'est pas considéré comme un chenil dans le présent règlement.

Classification C-P-O

Classification donnée aux M.R.F. par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs selon la teneur en contaminants chimiques (catégories C), en agents pathogènes (catégories P) et selon les caractéristiques d'odeurs (catégories O).

Construction

Signifie l'assemblage ordonné de matériaux érigés pour une fin quelconque.

Coupe à blanc

L'abattage ou la récolte de plus de soixante-dix pourcent (70%) des tiges de bois commercial sur une superficie donnée.

Coupe de conversion

Élimination d'un peuplement forestier improductif d'un volume maximal de cent mètres cubes (100m³) apparent par hectare (11 cordes à l'acre approximativement), dont la régénération préétablie n'est pas suffisante. Cette opération doit être suivie d'une préparation de terrain et d'un reboisement en essence commerciale à l'intérieur d'un délai de deux (2) ans.

Coupe forestière

Coupe d'au moins 5 arbres d'essences commerciales de plus de 10 cm au D.H.P

Coupe sanitaire

Coupe et éloignement des arbres déficients, tarés, dépérissant, endommagés ou morts, dans le but d'éviter la propagation d'insectes ou de maladie.

Cour arrière (voir schéma des cours p. 22)

Espace compris entre la ligne arrière et la ligne formée par la façade arrière du bâtiment principal et ses prolongements jusqu'aux limites du terrain.

Cour avant (voir schéma des cours p. 22)

Espace compris entre la ligne de rue et la ligne formée par la façade avant du bâtiment principal et ses prolongements jusqu'aux limites du terrain.

Cour avant minimale (voir schéma des cours p. 22)

Espace compris entre la ligne de rue et une ligne correspondant à la marge de recul avant minimale tel que prescrit au présent règlement. La cour avant minimale correspond à la cour avant lorsque le bâtiment principal empiète dans la marge de recul avant minimale.

Cour avant résiduelle (voir schéma des cours p. 22)

Espace résiduel compris entre la ligne formée par la façade avant du bâtiment principal et ses prolongements jusqu'aux limites du terrain et une ligne correspondant à la marge de recul avant minimale tel que prescrit au présent règlement. Il n'y a pas de cour avant résiduelle lorsque le bâtiment principal empiète dans la marge de recul avant minimale.

Cour de ferraille

Cimetière d'autos ou parc de ferraille, servant au démembrement, pilonnage, entreposage de carcasses automobiles et/ou recyclage.

Cour latérale (voir schéma des cours p. 22)

Portion résiduelle de terrain une fois soustraits les espaces occupés par la cour avant, la cour arrière et le bâtiment principal.

Cours d'eau

Tout cours d'eau qui s'écoule dans un lit avec un débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exception du fossé de voie publique ou privée, du fossé mitoyen et du fossé de drainage.

Dépanneur

Établissement de vente au détail de desserte locale ou de première nécessité.

D.H.P.

Abréviation utilisée pour désigner le diamètre d'un arbre mesuré à hauteur de poitrine, soit à un mètre et trois dixièmes de mètre (1,3 m) au-dessus du niveau le plus élevé du sol.

D.H.S.

Abréviation utilisée pour désigner le diamètre d'un arbre mesuré à hauteur de souche. Diamètre d'un arbre, mesuré sur son écorce, à 0.3 mètre au-dessus du niveau du sol. Si l'arbre est déjà abattu, c'est le diamètre de la souche.

Distance d'éloignement (*pour l'application des normes 4.138 et suivantes)*

Distance mesurée à l'horizontale entre la base de la tour de l'éolienne et la partie la plus rapprochée de l'élément. Dans le cas d'un bâtiment, cette distance est établie à partir des murs extérieurs des bâtiments, en excluant les galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées, rampes d'accès et autres constructions accessoires.

Drainage forestier

Ensemble des travaux (creusage de fossés, aménagement de bassins de sédimentation, etc.) effectués en vue de réduire l'humidité du sol en favorisant l'écoulement des eaux de surface et d'infiltration.

Écurie privée

Écurie servant à l'usage personnel de l'occupant du bâtiment principal.

Enseigne

Tout écrit (comprenant lettre, mot ou chiffre), toute représentation picturale (comprenant illustration, dessin, gravure, image), tout emblème (comprenant devise, symbole ou marque de commerce), tout drapeau (comprenant fanion, bannière et banderole) ou toute autre figure aux caractéristiques similaires qui :

- est une construction ou une partie de construction, ou qui y est attachée, ou qui y est peinte, ou qui y est représentée de quelconque manière que ce soit sur un bâtiment ou une construction et;
- est utilisée pour avertir, informée, annoncer, faire de la réclame, faire de la publicité, faire valoir, attirer l'attention et;
- est visible de l'extérieur d'un bâtiment.

Enseigne à plat

Enseigne apposée contre le mur d'un bâtiment ou à une marquise rattachée au bâtiment

Enseigne commerciale ou d'affaire

Enseigne identifiant une entreprise, une profession, un service, un établissement, une activité, un divertissement, un projet, ou un lieu commercial, d'affaire ou de services localisés, exercés, vendus ou offerts sur le terrain où est placée cette enseigne.

Enseigne de type auvent

Enseigne ayant la forme d'un auvent, fixée au-dessus d'une porte ou d'une fenêtre et dont la projection est de plus de 30 centimètres par rapport d'où elle est fixée.

Enseigne éclairée par réflexion

Enseigne sur laquelle est projetée une lumière en provenance d'une source lumineuse à intensité constante placée à distance de celle-ci.

Enseigne en projection

Enseigne rattachée au mur de façon perpendiculaire ou oblique à celui-ci

Enseigne lumineuse

Enseigne conçue pour émettre une lumière artificielle au moyen d'une source lumineuse à intensité constante placée à l'intérieur de parois translucides; englobe les enseignes constituées de tubes fluorescents.

Enseigne mobile

Enseigne installée, montée, fabriquée sur un véhicule, une partie de véhicule, une remorque, du matériel roulant ou sur tout autre support ou dispositif permettant de la déplacer y compris une enseigne directement peinte ou imprimées sur un véhicule, une partie de véhicule, une remorque ou du matériel roulant, et utilisé dans l'intention manifeste de constituer une enseigne publicitaire, directionnelle, commerciale ou d'affaire.

Enseigne publicitaire

Enseigne comportant un message qui n'est pas relié au bâtiment ou à la propriété sur lequel elle est fixée ou située.

Enseigne sur poteau

Enseigne fixée ou intégrée à une fondation permanente à l'aide d'une structure verticale indépendante du bâtiment et possédant un dégagement libre entre l'enseigne et le niveau du sol.

Enseigne sur socle

Enseigne fixée ou intégrée à une fondation permanente de type muret de pierre, de brique, de bois ou autres matériaux et possédant aucun dégagement libre entre l'enseigne et le niveau du sol. La totalité de l'enseigne doit être située à l'intérieur des limites du socle.

Enseigne suspendue

Enseigne suspendue à l'aide de crochets sous la galerie ou un balcon, sous un toit d'une galerie ou d'un balcon, dans la limite du premier étage et parallèle au mur du bâtiment.

Entrée charretière

Voie de circulation automobile sise sur la propriété privée entre la rue et un stationnement auquel elle donne accès.

Entreposage extérieur

Accumulation de matières premières, de matériaux, de produits finis, de marchandises rangées temporairement sur le terrain.

Entrepôt

Bâtiment commercial ou industriel où l'on met les marchandises en dépôt.

Éolienne domestique

Éolienne ou tout autre appareil ressemblant à une éolienne vouée principalement à alimenter directement en énergie (sans l'intermédiaire du réseau public de distribution d'électricité), les activités se déroulant sur un ou plusieurs terrains situés à proximité l'un de l'autre. »

Éolienne commerciale

Structure formée d'une tour, d'une nacelle et de pales, destinée à la production d'énergie à partir du vent, d'une puissance minimale de 0.75 Méga Watt (MW) et dont l'énergie produite est vendue via le réseau public de distribution et de transport d'électricité.

Épandage des M.R.F.

Activité de valorisation des matières résiduelles fertilisantes qui consiste à épandre les M.R.F. sur une terre agricole ou en milieu forestier selon le guide sur la valorisation des matières résiduelles fertilisantes du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Établissement

Entreprise commerciale, industrielle, professionnelle, publique ou institutionnelle à même un bâtiment. Lorsqu'il y a deux (2) établissements ou plus dans un même bâtiment, chaque établissement doit avoir une entrée distincte.

Établissement d'hébergement touristique

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours. Les unités d'hébergement sont offertes sur une base régulière, c'est-à-dire, plusieurs périodes de location de moins de 31 jours sur la même période.

Étage

Partie d'un bâtiment autre que la cave, le sous-sol et le grenier se trouvant entre la surface d'un plancher et celle du plafond (ou le toit). Un étage n'est pas inférieur à 2,4 mètres ni supérieur à 3,6 mètres

Dans le cas d'un bâtiment accessoire, la hauteur doit être la même à plus de quatre-vingt-cinq pourcent (85%) de la superficie de plancher de l'étage.

Étalage extérieur

Exposition de produits finis à l'extérieur d'un bâtiment pour fins de vente/location, de façon continue, saisonnière ou temporaire que ce soit sur une période de temps continuelle ou de manière intermittente.

Façade

Tout mur extérieur d'un bâtiment.

Façade avant

Façade d'un bâtiment faisant face à la rue et pour laquelle un numéro civique a été légalement émis.

Fenêtre verte

Trouée créée à travers un écran de végétation à des fins paysagères par émondage et élagage des arbres et arbustes. Il ne peut y avoir plus d'une fenêtre verte par terrain.

Fondation

Partie de la construction permettant d'asseoir solidement un bâtiment et comprenant les murs, les empattements, les semelles, les piliers et les pilotis.

Fossé de drainage

Dépression en long creusée dans le sol utilisée aux seules fins de drainage et d'irrigation, qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine et dont la superficie du bassin versant est inférieure à cent (100) hectares.

Fossé de voie publique ou privée

Dépression en long creusée dans le sol, servant exclusivement à drainer une voie publique ou privée. Par exemple, une voie publique ou privée peut inclure notamment toute route, chemin, rue, ruelle, voie piétonnière, cyclable ou ferrée.

Fossé mitoyen

Dépression en long creusée dans le sol, servant de ligne séparatrice entre voisins, au sens de l'article 1002 du Code civil du Québec qui se lit comme suit :

> *« Tout propriétaire peut clore son terrain à ses frais, l'entourer de murs, de fossés, de haies ou de toute autre clôture. Il peut également obliger son voisin à faire sur la ligne séparative, pour moitié ou à frais communs, un ouvrage de clôture servant à séparer leurs fonds et qui tienne compte de la situation et de l'usage des lieux.»*

Galerie

Balcon ouvert avec issu menant au sol, couvert ou non.

Garage commercial

Tout bâtiment ou partie de bâtiment servant, moyennant rémunération, au remisage, à la réparation, à la vente ou au service des véhicules moteur ou de la machinerie.

Garage privé

Un bâtiment annexé ou détaché servant à remiser les véhicules moteurs destinés à l'usage personnel du propriétaire ou des occupants du bâtiment principal.

Gestion liquide

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

Gestion solide

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieur à 85% à la sortie du bâtiment.

Gîte touristique

Établissement exploité par des personnes dans leur résidence ou les dépendances de celles-ci, qui offre en location au public un maximum de cinq (5) chambres, et le service de petit déjeuner inclus dans le prix de la location.

Habitable

Réfère aux normes du Code national du bâtiment concernant l'éclairage, la ventilation, la salubrité, la superficie et la hauteur libre des pièces.

Habitation bifamiliale (voir schéma des constructions p. 23)

Bâtiment comprenant deux (2) logements et pourvu d'entrées séparées ou d'un vestibule commun.

Habitation en rangée (voir schéma des constructions p. 23)

Signifie une habitation dont les deux murs latéraux sont communs à des habitations adjacentes. Lorsqu'il y a trois habitations ou plus séparées chacune par un mur mitoyen ou autre mur commun, l'habitation de chacun des bouts est aussi considérée comme une habitation en rangée aux fins du présent règlement. Chacune des habitations est construite sur un terrain distinct.

Habitation intergénérationnelle

Habitation intégrée ou attenante à une habitation unifamiliale isolée et autorisée seulement avec ce type d'habitation. Les occupants sont apparentés. Ces habitations n'altèrent aucunement la vocation ni l'apparence extérieure de l'habitation unifamiliale en ce sens que :1) elles n'ont qu'une seule adresse civique; 2) elles ne sont munies que d'un système de chauffage, d'électricité, d'eau et d'égouts utilisés par tous les membres de l'habitation; 3). Seules les commodités nécessaires pour dormir, pour cuisiner, pour l'hygiène et pour la détente (salon) sont autorisées.

Habitation isolée (voir schéma des constructions p.23)

Bâtiment pouvant recevoir l'éclairage naturel sur tous ses côtés et n'ayant aucun mur mitoyen avec une autre habitation.

Habitation jumelée (voir schéma des constructions p.23)

Bâtiment ayant un mur mitoyen avec un seul autre bâtiment.

Habitation multifamiliale (voir schéma des constructions p.23)

Bâtiment comprenant quatre (4) logements ou plus et pourvu d'entrées séparées ou d'un vestibule commun.

Habitation trifamiliale (voir schéma des constructions p. 23)

Bâtiment comprenant trois (3) logements et pourvu d'entrées séparées ou d'un vestibule commun.

Habitation unifamiliale (voir schéma des constructions p. 23)

Bâtiment comprenant un seul logement

Hauteur d'un bâtiment (en mètres)

Mesure verticale prise entre la fondation et jusqu'au point le plus élevé du bâtiment.

Îlot

Groupe de terrains bornés en tout ou en partie par des rues. Se dit aussi de tout espace entouré de voies de circulation.

Îlot déstructuré

Zone bénéficiant d'une autorisation pour la construction de résidence accordée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec en vertu de la demande à portée collective de la MRC du Val-Saint-François (numéro de dossier 360623).

Immeuble protégé

a) Un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
b) Un parc municipal;
c) Une plage publique ou une marina;
d) Le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux (L.R.Q., c.S-4.2);
e) Un établissement de camping;
f) Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
g) Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
h) Un temple religieux;
i) Un théâtre d'été;
j) Un établissement d'hébergement au sens de Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;
k) Un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus et détenteur d'un permis d'exploitation, à l'exception des repas à la ferme, de style « table champêtre » intégré à une exploitation agricole enregistrée.

Inspecteur en bâtiment

Fonctionnaire désigné par le Conseil pour faire observer les règlements municipaux d'urbanisme.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins de pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Installation à forte charge d'odeur

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, au moins une (1) unité animale ayant un coefficient d'odeur égal ou supérieur à un (1,0) tel qu'identifié au paramètre C de la norme 5.1 du règlement de zonage.
Au sens du règlement, on entend par « installation à forte charge d'odeur », le porc, le veau de lait, le renard et le vison.

Installation à forte charge d'odeur dérogatoire

Une installation dérogatoire protégée par droits acquis, est une installation d'élevage non conforme, dont l'usage est effectif le 28 septembre 2005, soit le jour de l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire # 2005-02 de la MRC du Val-Saint-François, qui a fait l'objet d'un permis ou certificat conforme à la réglementation alors applicable ou, existante avant l'entrée en vigueur de toute réglementation.

Kiosque

Construction temporaire servant ou destinée à servir à la vente au détail de produits agricoles (fruits et légumes frais, les produits de l'érable) et comprenant la vente d'arbres de Noël.

Lac

Tout lac identifié sur le plan de zonage faisant partie intégrante du présent règlement.

Ligne arrière

Ligne séparant deux lots ou terrains qui n'est pas une ligne avant ou une ligne latérale.

Ligne avant

Ligne marquant la limite du terrain avec la limite d'une emprise de rue.

Ligne latérale

Ligne séparant un lot ou terrain d'un autre lot ou terrain adjacent en reliant les lignes arrière et avant dudit terrain.

Ligne des hautes eaux

Endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres ou s'il n'y a pas de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau. Les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophytes incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau.

Dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, la ligne des hautes eaux se situe à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau situé en amont.

Dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, la ligne des hautes eaux se situe à compter du haut de l'ouvrage.

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut-être localisée comme suit :

Si l'information est disponible, la ligne des hautes eaux se situe à la limite des inondations de récurrence de 2 ans, laquelle est considérée équivalente à la ligne établie selon les critères botaniques définis précédemment.

Littoral

Partie des lacs et des cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau.

Logement

Espace formé d'une ou plusieurs pièce(s) destiné à servir de résidence à une ou plusieurs personnes et qui comporte ses propres commodités d'hygiène, de chauffage, pour la cuisson, pour dormir et possédant une entrée distincte.

Lot ou lot distinct

Fonds de terre identifié par un numéro distinct et délimité par un plan de cadastre fait et déposé conformément au Code civil du Québec.

Lot de coin

Lot ayant front sur une (1) ou deux (2) rues tel qu'illustré au schéma des cours.

Lot de coin transversal

Lot ayant front sur une (1) ou plusieurs rues tel qu'illustré au schéma des cours.

Lot intérieur

Lot ayant front sur une (1) seule rue tel qu'illustré au schéma des cours.

Lot transversal

Lot délimité par deux (2) lignes avant situées à l'opposé l'une de l'autre tel qu'illustré au schéma des cours.

Lotissement

Action de procéder à une opération cadastrale.

Maison d'accueil

Établissement aménagé à même un logement où, en considération de paiement, sont louées comme domicile, de (3) trois à (10) dix chambres, à des personnes dont l'état nécessite un encadrement visant à maintenir des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un milieu familial.

Maison d'habitation

Pour l'application des normes sur les distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en zone agricole permanente, une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 m² qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

Maison mobile

Habitation unifamiliale fabriquée en usine ou non, isolée de tous ses côtés, conçue pour être occupée à longueur d'année et pour être déplacée vers son propre châssis et un dispositif de roues amovibles ou sur une plate-forme vers sa destination finale. Elle est prête à être utilisée à l'année une fois arrivée à ses fondations. La longueur minimale est de 12 mètres et la largeur minimale est de 3,5 mètres. Toute construction de ce type, de dimension inférieure, est considérée comme une roulotte.

Marécage

Zone humide se caractérisant par une prédominance de plantes aquatiques et identifiée au plan de zonage SAR-Z-01 et SAR-Z-02 faisant partie intégrante du présent règlement.

Marge de recul

Distance entre la limite du terrain et la partie la plus saillante du bâtiment. Un escalier menant au sous-sol ou au rez-de-chaussée, un perron, un balcon, un patio, un gazebo, une galerie, une corniche, une cheminée ou une fenêtre en baie ne sont pas considérés comme partie saillante.

Marge de recul arrière

Marge de recul par rapport à la ligne arrière du terrain.

Marge de recul avant

Marge de recul par rapport à chaque ligne avant du terrain.

Marge de recul latérale

Marge de recul par rapport à chaque ligne latérale.

Marina

Équipement ou aménagement rattaché à la rive ou non et destiné à l'amarrage ou à la mise à l'eau de bateaux ou de toute autre embarcation.

Marquise

Construction en forme de toit généralement installée en porte-à-faux sur un mur ou appuyée sur des poteaux.

Pour les usages de type débit d'essence, débit d'essence-dépanneur et station-service (dont les îlots de pompes à essence) : abri ouvert recouvrant l'aire de service, pouvant être rattaché ou non au bâtiment.

Milieu humide

Voir marécage

Modification

Tout changement, agrandissement ou transformation d'une construction ou tout changement de son usage.

M.R.F

Abréviation utilisée pour désigner les matières résiduelles fertilisantes telles que définies dans le guide sur la valorisation des matières résiduelles fertilisantes du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (2008). Cela exclut de manière non limitative les fumiers, les lisiers, les résidus végétaux naturels domestiques et les composts domestiques.

Mur mitoyen

Mur de séparation servant ou destinée à servir en commun à des bâtiments contigus, doit être continu et sans ouverture de la fondation jusqu'au toit.

Opération cadastrale

Une division, une subdivision, une redivision, une annulation, une correction, un ajouté ou un remplacement de numéros de lots fait en vertu de la Loi sur le cadastre ou du Code civil.

Ouverture

Accès au lac créé par la coupe ou l'absence d'arbre et par l'entretien de la végétation. Toute ouverture doit être couverte d'un couvre-sol végétal. L'entretien du gazon n'est toutefois pas permis dans le premier mètre adjacent aux cours d'eau.

Ouvrage

Équipement ou infrastructure relatif à l'usage, mais qui ne comprend pas l'abattage d'arbres.

Panneau-réclame

Enseigne ou panneau annonçant une entreprise, une profession, un service, un établissement, une activité, un lieu, une destination, un événement, un divertissement, un produit ou un projet localisé, exercé, rendu ou offert ailleurs que sur le terrain où l'enseigne ou le panneau est placé.

Parc de maisons mobiles

Terrain comportant au moins cinq (5) lots qui sont destinés à recevoir des maisons mobiles.

Parc

Superficie aménagée tel utilisée ou destinée à l'être pour la promenade, le repos et le jeu.

Pavillon secondaire

Bâtiment situé sur le même terrain qu'une résidence unifamiliale isolée et servant à des fins résidentielles complémentaires à l'habitation principale, communément appelée résidence deux générations.

Pente

Angle mesuré sur un plan vertical entre la droite reliant deux (2) points situés à 30 mètres de distance sur la surface d'un lot et l'horizontale.

Périmètre d'urbanisation

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans la municipalité telle que prévue au plan d'urbanisme et représentée sur le plan de zonage.

Peuplement d'arbres matures

Peuplement où la majorité des arbres ont atteint l'âge d'exploitabilité.

Piscine

Piscine creusée ou hors terre, gonflable ou non, servant à la baignade d'une profondeur supérieure à 50 centimètres.

Les spas et les bains-tourbillon ne sont pas considérés comme étant une piscine.

Plan de gestion

Document confectionné et signé par un ingénieur forestier comportant la description et les caractéristiques des peuplements forestiers d'une propriété avec, s'il y a lieu, les travaux de mise en valeur correspondants.

Plan de l'opération cadastrale

Plan donnant une représentation graphique du ou des lots résultant de l'opération cadastrale, sur lequel y est indiqué un numéro pour chacun des lots. Ce plan est préparé par un arpenteur-géomètre et est destiné à être déposé au Ministère responsable du registre du cadastre.

Pourcentage d'occupation du sol

Ratio obtenu par la superficie totale d'un ou des bâtiments sur la superficie du terrain.

Projet d'ensemble intégré

Ensemble bâti homogène implanté dans un milieu indépendant, partageant des espaces et services en commun et construit suivant un plan d'aménagement détaillé. Un projet intégré comprend généralement plusieurs bâtiments implantés sur un même terrain ou est constitué d'un ensemble de propriétés dont l'architecture est uniforme.

Pourvoirie

Personne physique ou morale qui offre, contre rémunération, de l'hébergement (incluant le camping) et des services ou de l'équipement pour la pratique, à des fins récréatives, des activités de chasse, de pêche ou de piégeage.

Remise à l'état naturel des rives

Reprise de la végétation riveraine de façon naturelle suite à l'arrêt des interventions de contrôle de végétation (tonte de gazon, débroussaillage et abattage d'arbres) dans la bande riveraine.

Résidence (*pour l'application des normes 4.138 et suivantes)*

Bâtiment destiné à abriter des êtres humains et comprenant un ou plusieurs logements incluant les chalets de villégiature, mais excluant les abris forestiers et les camps de chasse.

Résidence de tourisme

Bâtiment principal comprenant au moins une salle de bain, une cuisine et une chambre à coucher qui est offert en location à une clientèle de passage à qui l'on ne sert pas de repas.

Revégétalisation des rives

Travaux visant à planter des espèces herbacées, arbustives et d'arbres de type indigène et riverain, s'intégrant au milieu récepteur dans le but d'accélérer la reprise végétale dans la bande riveraine.

Rez-de-chaussée

Premier plancher d'un bâtiment situé au-dessus d'un niveau moyen du sol (premier étage).

Rive

Bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement.

La rive a une profondeur de dix (10) mètres :

- lorsque la pente est inférieure à trente (30 %), pour cent ou

- lorsque la pente est de trente (30 %) pour cent ou plus et présente un talus de moins de cinq (5) mètres de hauteur;

La rive a une profondeur de quinze (15) mètres :

- lorsque la pente est continue et de trente (30 %) pour cent et plus ou

- lorsque la pente est supérieure à trente (30 %) pour cent et présente un talus de plus de cinq (5) mètres de hauteur;

Roulotte de chantier

Véhicule monté sur des roues ou non, conçu de façon telle qu'il puisse être attaché à un véhicule moteur ou tiré par un tel véhicule, utilisé pour un usage saisonnier ou temporaire, d'une longueur maximale de 12 mètres et d'une largeur inférieure à 3,5 mètres, et doté de ses propres facilités sanitaires.

Route publique numérotée

Routes numérotées par le Ministère des Transports.

Rue (route, chemin) privée

Désigne toute portion de l'espace servant à la circulation de véhicules, n'étant pas la propriété du gouvernement fédéral, provincial ou municipal, et reconnue par résolution du Conseil municipal comme rue, route ou chemin privé.

Rue (route, chemin) privée existante

Rue privée qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, était cadastrée ou répondait aux trois exigences suivantes :

- Apparaître comme rue ou droit de passage dans un ou plusieurs titres enregistrés;
- Desservir au moins deux bâtiments principaux, deux lots distincts ou deux terrains décrits par tenants et aboutissants ou deux propriétés;
- Avoir une assiette carrossable d'une largeur minimale de 4 mètres.

Rue (route, chemin) publique

Désigne toute portion de l'espace servant à la circulation de véhicules, propriété du gouvernement fédéral, provincial ou municipal.

Sablière

Tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable ou du gravier, à partir d'un dépôt naturel, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, des digues ou des barrages, à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou un stationnement.

Saillie

Partie d'un bâtiment ou d'une construction qui dépasse l'alignement de l'un de ses murs.

Site de camping

Voir terrain de camping.

Site de compostage

Terrain utilisé pour la production industrielle ou commerciale de compost, n'incluant pas la production artisanale de compost par l'usager d'un terrain.

Site minier

Toute substance minérale extraite, à des fins commerciales ou industrielles incluant les sites d'exploitation minière, les sites d'exploration minière avancés et les carrières et sablières présentes sur le territoire de la MRC. Un site d'exploitation minière peut être en activité (droit d'exploitation minière en vigueur) ou être visés par une demande de bail minier ou un bail d'exploitation de substances minérales de surface. Les carrières et sablières, qu'elles soient en terres privées ou publiques, sont considérées comme un site minier.

Site patrimonial protégé

Site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au schéma d'aménagement révisé.

Stockage temporaire des M.R.F

Stockage de matières résiduelles fertilisantes sur les lieux de valorisation en vue de leur épandage.

Superficie au sol

Surface de projection horizontale d'un bâtiment sur le sol, le tout comprenant les porches, les vérandas, les solariums et les puits d'éclairage et d'aération, mais excluant les terrasses, les marches, les corniches, les escaliers extérieurs, les plateformes de chargement à ciel ouvert, les cours intérieures et extérieures et les cheminées.

Système extérieur de chauffage à combustion

Système de chauffage situé à l'extérieur de la résidence servant à alimenter en chaleur le bâtiment principal et/ou autres bâtiments de manière souterraine.

Table champêtre

Établissement de restauration exploité par les propriétaires résidents, offrant des produits provenant principalement de l'exploitant agricole des propriétaires et accessoirement des produits régionaux.

Terrain

Fonds de terre formant un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant en partie ou en totalité à un même propriétaire et composé d'un ou plusieurs lots portant des numéros distincts sur le plan officiel articles du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément aux 2174b et 2175 du *Code civil du Bas-Canada* ou l'article 3043 du *Code civil du Québec*, ou dont les tenants et aboutissants sont décrits dans un ou plusieurs actes translatifs de propriété, ou par la combinaison des deux.

Terrain de camping

Tout terrain de camping aménagé ou non, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Terrain de camping aménagé

Tout terrain, incluant les emplacements de camping, les espaces et bâtiments communautaires, les voies de circulation, les bâtiments d'accueil et de services, où moyennant paiement, des personnes sont admises à camper à court terme, que ce soit avec une tente, une tente-roulotte, une roulotte, un véhicule récréatif ou un autre équipement semblable, ou à la belle étoile.

Terrain de camping non aménagé

Tout terrain, incluant les emplacements de camping, les voies de circulation et le bâtiment d'accueil, où moyennant paiement, des personnes sont admises à camper à court terme, que ce soit avec une tente, une tente-roulotte, une roulotte, un véhicule récréatif ou un autre équipement semblable, ou à la belle étoile.

Tige de diamètre marchand

Tige d'arbres dont le diamètre possède plus de 9 centimètres au D.H.P. Les arbres morts ne sont pas considérés dans les tiges de diamètre marchand. Lorsque la tige de diamètre marchand a été abattue, celle-ci est considérée comme marchande si le D.H.S. atteint un diamètre minimal de 12 centimètres avec l'écorce.

Tôle architecturale

Tôle formée et traitée en usine, enduite de manière à pouvoir servir de revêtement usuel dans la construction d'un revêtement à long terme. La tôle galvanisée n'est pas considérée comme une tôle architecturale au sens du présent règlement.

Tour télécommunication

Construction en hauteur appartenant à des réseaux de télécommunication émettant des signaux qui favorise à communication sur le territoire.

Unité d'élevage

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Unité d'hébergement

S'entend d'une chambre, d'un lit, d'une suite, d'une maison, d'un chalet, d'un carré de tente ou d'un site pour camper.

Usage

Fin pour laquelle un immeuble ou un bâtiment ou une partie d'entre eux est employé, occupé ou destiné à être employé ou occupé.

Usage accessoire

Usage relié à l'usage principal, accessoire à ce dernier et contribuant à faciliter ou à améliorer l'utilité, la commodité et l'agrément de l'usage principal, à la condition qu'ils soient un prolongement normal et logique des fonctions de l'usage principal.

Usage principal

Fin première pour laquelle un immeuble ou un bâtiment est employé ou occupé ou destiné à être employé ou occupé.

Usage secondaire

Usage qui, joint à un usage principal, permet à un propriétaire ou à un occupant d'exercer une activité rémunératrice sous certaines conditions.

Vacant

Terrain non occupé par un bâtiment.

Véhicule récréatif motorisé ou non

Véhicule immatriculé ou non, monté sur des roues, construit de façon telle qu'il puisse être attaché et tiré par un véhicule moteur, utilisé pour un usage saisonnier comme lieu où des personnes peuvent demeurer, manger et/ou dormir, doté de s'est propre facilité sanitaire et servant uniquement à des fins récréatives.

Véranda

Construction s'apparentant à une galerie, rattachée au bâtiment principal, fermée par des vitres et/ou des moustiquaires, d'utilisation saisonnière.

Vent dominant

Vent soufflant plus de 25% du temps dans une direction durant les mois de juin, juillet et août réunis, tel qu'évalué à la station météorologique la plus représentative de l'emplacement d'une installation d'élevage.

Zone agricole permanente

Portion du territoire de la municipalité située à l'intérieur de la zone agricole permanente décrétée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., c.P-41.1).

Zone d'inondation

Zones vulnérables aux inondations montrées sur le plan de zonage faisant partie intégrante du présent règlement, correspondant à trois zones, soit :

a) Zone de grand courant : Elle correspond à une zone pouvant être inondée par une crue de récurrence de 20 ans (0-20 ans).

b) Zone de faible courant : Elle correspond à la partie de la zone inondée au-delà de la limite de la zone de grand courant (0-20 ans) et jusqu'à la limite de la zone inondable (20-100 ans).

c) Zone de la crue d'embâcle : Elle correspond à une zone pouvant être inondée par un embâcle sans mouvement de glace.

SCHÉMA DES COURS

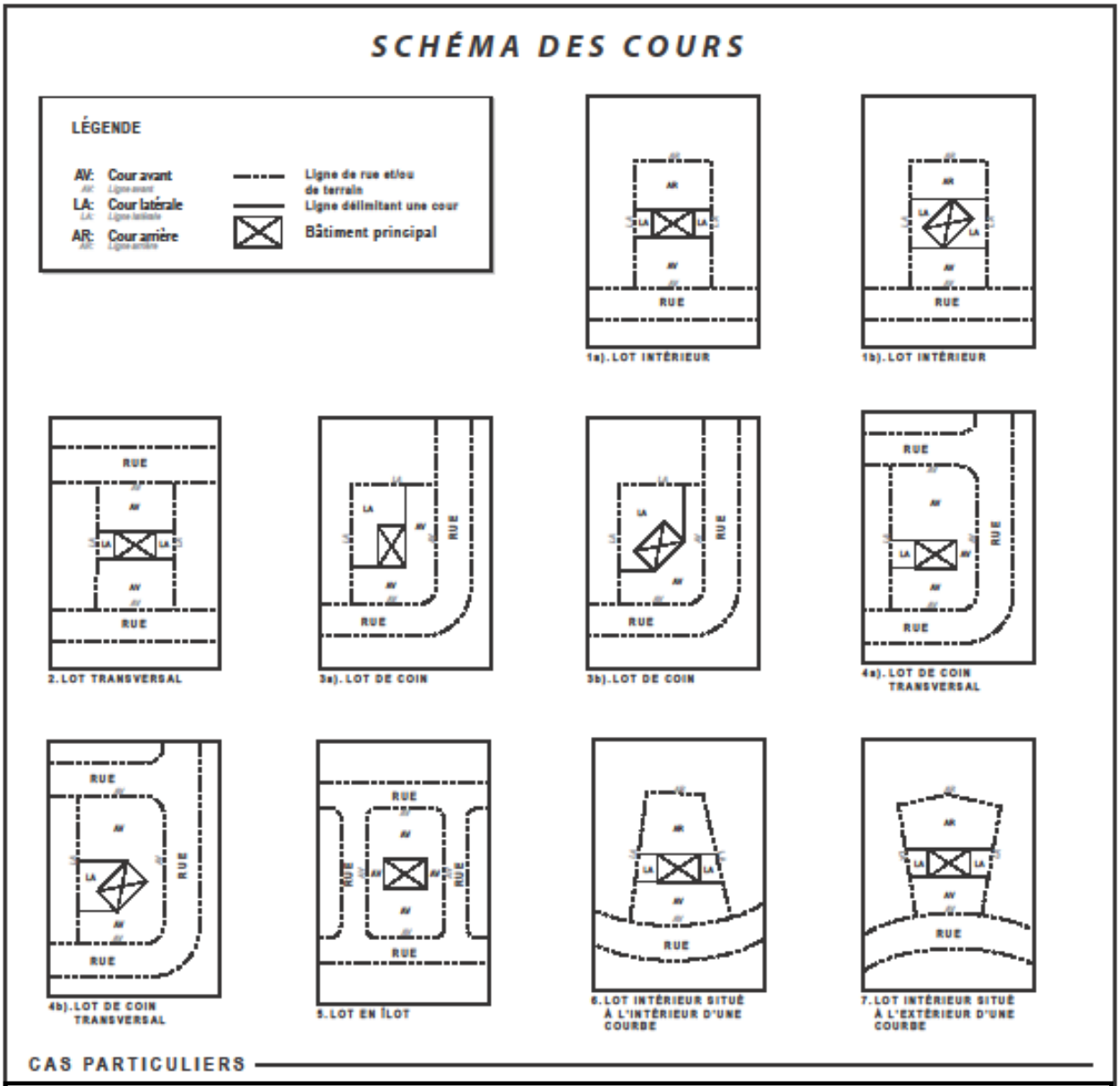
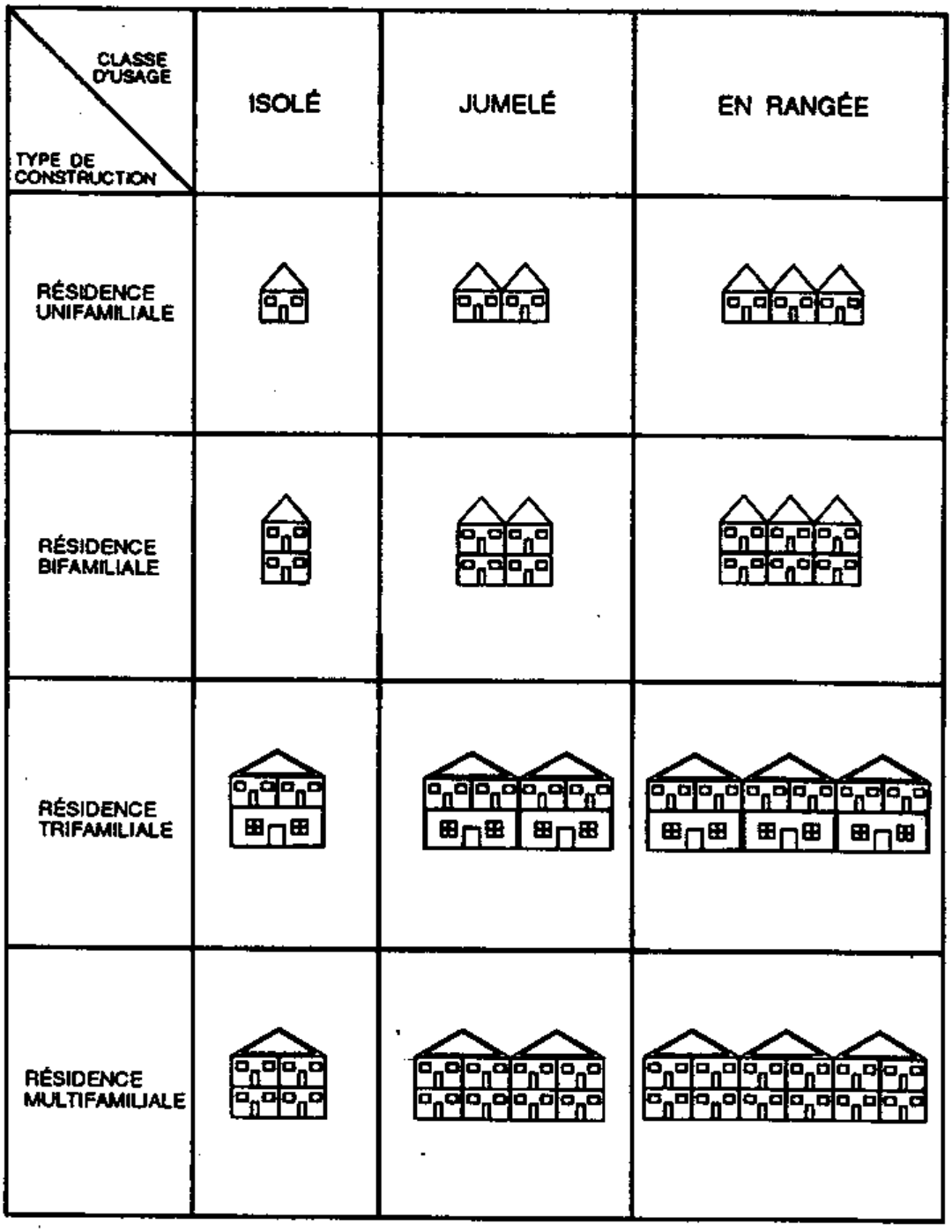


SCHÉMA DES CONSTRUCTIONS



CHAPITRE 2
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

APPLICATION DU RÈGLEMENT 2.1

L'inspecteur en bâtiment est chargé d'appliquer le présent règlement.

POUVOIR DE LA PERSONNE EN CHARGE DE L'APPLICATION 2.2

Les pouvoirs et devoirs de l'inspecteur en bâtiment sont définis au Règlement sur les permis et certificats de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.

INTERVENTIONS ASSUJETTIES 2.3

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, on ne peut ériger, déplacer, réparer, transformer, agrandir ou démolir une construction, utiliser une construction ou modifier l'utilisation d'une construction, subdiviser un logement, aménager un terrain, excaver le sol, installer une roulotte ou une maison mobile, installer une piscine, ériger une clôture, une haie, un muret, aménager un espace de stationnement, installer ou modifier une enseigne, abattre un arbre qu'en conformité avec le présent règlement.

Les interventions énumérées au paragraphe .précédent doivent faire l'objet d'un permis ou d'un certificat d'autorisation délivrés par l'inspecteur en bâtiment. Les modalités et conditions de délivrance des permis et certificats sont définies au Règlement sur les permis et certificats de la Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.

INFRACTION ET PÉNALITÉ 2.4

Toute personne qui agit en contravention avec le présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de cent dollars (100.00 $) et n'excédant pas trois cents dollars (300,00 $).

Si l'infraction est continue, elle constitue, jour pour jour une offense séparée, et la pénalité édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

RECOURS CIVILS 2.5

Malgré les articles qui précèdent, la municipalité peut exercer tout autre recours utile pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

CHAPITRE 3
DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ACQUIS

DROITS ACQUIS GÉNÉRAUX ***3.1***

Est considéré comme usage dérogatoire protégé par droits acquis, toute utilisation d'un terrain ou d'une construction, que cette construction soit elle-même dérogatoire ou non au présent règlement, en contravention avec une ou plusieurs des dispositions du présent règlement, mais qui date d'avant l'entrée en vigueur de tout règlement de zonage de la municipalité ou qui a déjà fait l'objet d'un permis émis en conformité d'un règlement de zonage antérieur au présent règlement.

Est également considérée comme usage dérogatoire, protégé par droits acquis, l'utilisation d'une construction non conforme au présent règlement, qui n'est pas terminée au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, mais pour laquelle un permis de construction conforme a été émis avant l'entrée en vigueur du présent règlement, à la condition que ce permis soit toujours en vigueur.

Est considérée comme construction dérogatoire, protégée par droits acquis, toute construction en contravention avec une ou plusieurs des dispositions du présent règlement, mais qui date d'avant l'entrée en vigueur de tout règlement de zonage de la municipalité ou qui a déjà fait l'objet d'un permis émis en conformité d'un règlement de zonage antérieur au présent règlement.

Est également considérée comme construction dérogatoire, protégée par droits acquis, une construction non conforme au présent règlement, qui n'est pas terminée au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, mais pour laquelle un permis de construction conforme a été émis avant l'entrée en vigueur du présent règlement, à la condition que ce permis soit toujours en vigueur.

CESSATION D'UN USAGE DÉROGATOIRE ***3.2***

Tout usage dérogatoire protégé par des droits acquis doit cesser si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de deux (2) ans depuis sa cessation, son abandon ou interruption.

REMPLACEMENT D'UN USAGE DÉROGATOIRE ***3.3***

Tout usage protégé par droits acquis ne peut être remplacé que par un usage conforme au présent règlement.

De plus, un usage dérogatoire protégé par droits acquis qui aurait été remplacé par un usage conforme ne peut être utilisé à nouveau de manière dérogatoire.

EXTENSION DE L'USAGE DÉROGATOIRE D'UN TERRAIN ***3.4***

L'usage dérogatoire d'un terrain protégé par des droits acquis peut être étendu aux conditions suivantes :

A. l'extension doit se faire à l'intérieur des limites du terrain telles qu'elles existaient lorsque cet usage est devenu dérogatoire;

B. l'espace utilisé par cet usage dérogatoire hors bâtiment peut être agrandi sans jamais dépasser 50% de l'espace utilisé à la date où cet usage est devenu dérogatoire;
C. l'extension doit respecter la réglementation en vigueur pour toutes les dispositions autres que l'usage;

EXTENSION DE L'USAGE DÉROGATOIRE D'UNE CONSTRUCTION ***3.5***

L'usage dérogatoire d'une construction protégé par des droits acquis ne peut être étendu qu'à l'intérieur de la construction telle qu'elle existait à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

AGRANDISSEMENT OU MODIFICATION D'UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE ***3.6***

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être agrandie sans jamais dépasser 50% de la superficie du bâtiment existant à la date où cette construction est devenue dérogatoire.

Toutefois, il est permis d'agrandir dans le prolongement d'un mur dont l'implantation est dérogatoire à condition que cette dérogation ne soit pas aggravée, sauf lorsque cet agrandissement a pour effet d'empiéter sur une distance ou dans une zone protégée, comme une bande tampon, une bande de protection riveraine, une zone à risque d'inondation, une distance séparatrice requise en vertu des dispositions sur la gestion des odeurs en milieu agricole, auquel cas l'agrandissement n'est autorisé que dans la seule mesure où il se conforme aux normes prévues à cet égard.

REMPLACEMENT D'UNE CONSTRUCTION DÉROGATOIRE ***3.7***

Toute construction dérogatoire protégée par droits acquis ne peut être remplacée que par une construction conforme au présent règlement.

Est considérée comme étant un remplacement lorsque la construction existante est remplacée par une nouvelle construction ou lorsqu'on procède à une réfection entraînant des transformations telles qu'elles équivalent au remplacement d'une construction par une autre.

BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE ***3.8***

Un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis détruit à la suite d'un incendie ou par quelque autre cause peut être reconstruit à la condition que l'implantation du nouveau bâtiment soit réalisée en conformité avec les règlements en vigueur de manière à améliorer la situation antérieure en ce qui a trait à la cohabitation harmonieuse avec les usages avoisinants. Entre autres, les marges latérales et avant prévues au règlement de zonage doivent être respectées.

INSTALLATION D'ÉLEVAGE À FORTE CHARGE D'ODEUR DÉROGATOIRE SINISTRÉE OU ABANDONNÉE ***3.9***

Lorsqu'une installation d'élevage à forte charge d'odeur dérogatoire a été abandonnée à la suite d'un incendie ou de quelque autre cause ou dont les opérations ont cessé ou ont été interrompues pendant une période continue d'au moins dix-huit (18) mois, il n'est plus possible d'exercer l'usage de l'installation d'élevage sans se conformer aux dispositions applicables. règlement 2011-331

INSTALLATION D'ÉLEVAGE À FORTE CHARGE D'ODEUR DÉROGATOIRE VISÉE PAR UN PROJET D'AGRANDISSEMENT ***3.10***

Un permis relatif à l'agrandissement d'une installation d'élevage à forte charge d'odeur, dérogatoire, sera accordé par l'inspecteur municipal, dans la mesure où seront respectées les conditions suivantes : règlement 2011-331

- L'agrandissement projeté respecte les dispositions applicables à la section 1 du chapitre 5 du présent règlement;
- L'agrandissement projeté est réalisé conformément au droit d'accroissement des activités agricoles conféré par les dispositions des articles 79.2.4 à 79.2.7 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.*

REMPLACEMENT D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE À FORTE CHARGE D'ODEUR DÉROGATOIRE ***3.11***

L'installation d'élevage à forte charge d'odeur dérogatoire protégé par droit acquis peut être remplacée par une autre installation d'élevage à forte charge d'odeur dans le seul cas, où la résultante de la nouvelle installation d'élevage est inférieure ou égale à la charge d'odeur générée par l'installation existante. règlement 2011-331

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

SECTION 1
DISPOSITIONS SUR LES COURS

COUR AVANT MINIMALE ***4.1***

L'espace situé dans la cour avant minimale doit être laissé libre de tout usage, construction ou ouvrage. Seuls sont permis dans cet espace, en respectant toutes les normes applicables du présent règlement :

1. les perrons, les balcons, les galeries, et leur avant-toit, pourvu qu'ils n'empiètent pas de plus de deux (2) mètres dans la cour avant minimale;

2. les avant-toits, les fenêtres en baie, les cheminées d'au plus 2,4 mètres de largeur, faisant corps avec le bâtiment, pourvu qu'il ne fasse pas saillie à plus de soixante-quinze (60) centimètres;

3. les auvents et les marquises, pourvu qu'ils n'empiètent pas de plus de deux (2) mètres dans la cour avant minimale;

4. les escaliers et rampes d'accès ouvert, donnant accès au premier (1er) étage ou au sous-sol pourvu qu'ils n'empiètent pas de plus de deux (2) mètres dans la cour avant minimale;

5. les clôtures, les haies et les murs de soutènement;

6. les aires de stationnement;

7. les abris d'hiver pour automobile;

8. les accès à un terrain;

9. l'étalage commercial de marchandises;

10. Les pompes à essence et poteaux d'éclairage;

11. les affiches et les enseignes;

12. les aménagements extérieurs et trottoirs;

13. les kiosques;

14. les installations septiques et les puits d'eau;

15. les ventes de garage

COUR AVANT RÉSIDUELLE ***4.2***

L'espace situé dans la cour avant résiduelle doit être laissé libre de tout usage, construction ou ouvrage. Seuls sont permis dans cet espace en respectant toutes les normes applicables du présent règlement :

1. les perrons, les balcons, les galeries, les patios, les vérandas, les serres, les solariums, les gazebos, et leur avant-toit;

2. les avant-toits, les fenêtres en baie, les cheminées d'au plus 2,4 mètres de largeur, faisant corps avec le bâtiment;

3. les auvents et les marquises;

4. les escaliers et rampes d'accès ouvert, donnant accès au premier (1er) étage ou au sous-sol;

5. les bâtiments accessoires, ce bâtiment ne devant pas être situé entre la façade avant du bâtiment principal et l'emprise de la rue;

6. les piscines, pourvu qu'un aménagement paysager soit intégré diminuant l'impact visuel de la rue;

7. les clôtures, les haies et les murs de soutènement;

8. les aires de stationnement;

9. les abris d'hiver pour automobile;

10. les accès à un terrain;

11. les pompes à essence et les poteaux d'éclairage;

12. l'étalage commercial de marchandises;

13. les affiches et les enseignes;

14. les antennes paraboliques;

15. les aménagements extérieurs et trottoirs;

16. les kiosques;

17. les installations septiques et les puits d'eau;

18. les ventes de garage.

COUR LATÉRALE ***4.3***

L'espace situé dans la cour latérale doit être laissé libre de tout usage, construction ou ouvrage. Seuls sont permis dans cet espace en respectant les normes applicables du présent règlement :

1. les perrons, les balcons, les galeries, les patios, les vérandas, les serres, les solariums, les gazebos, et leur avant-toit, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

2. les avant-toits, les fenêtres en baie, les cheminées d'au plus 2,4 mètres de largeur, faisant corps avec le bâtiment, pourvu qu'il ne fasse pas saillie à plus de soixante-quinze (60) centimètres;

3. les auvents et les marquises, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

4. les escaliers et rampes d'accès ouvert, laissant une distance minimale de 2 mètres de la ligne de terrain;

5. les bâtiments accessoires;

6. les habitations intergénérationnelles;

7. les clôtures, les haies et les murs de soutènement;

8. les aires de stationnement;

9. les aires de chargement et de déchargement

10. les abris d'auto et les abris d'hiver pour automobile;

11. les piscines et les spas;

12. les affiches et les enseignes;

13. l'étalage commercial de marchandises;

14. l'entreposage extérieur;

15. les antennes;

16. les aménagements extérieurs et trottoirs;

17. les kiosques;

18. les installations septiques et les puits d'eau;

19. l'entreposage de bois de chauffage;

20. Les foyers et cheminées;

21. les jeux pour enfants pour usage familial.

COUR ARRIÈRE ***4.4***

L'espace situé dans la cour arrière doit être laissé libre de tout usage, construction ou ouvrage. Seuls sont permis dans cet espace en respectant toutes les normes applicables du présent règlement :

1. les perrons, les balcons, les galeries, les patios, les vérandas, les serres, les solariums, les gazebos, et leur avant-toit, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

2. les avant-toits, les fenêtres en baie, les cheminées d'au plus 2,4 mètres de largeur, faisant corps avec le bâtiment, pourvu qu'il ne fasse pas saillie à plus de soixante-quinze (60) centimètres;

3. les auvents et les marquises, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

4. les escaliers et rampes d'accès ouvert, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

5. les bâtiments accessoires;

6. les pavillons secondaires;

7. les habitations intergénérationnelles;

8. les clôtures, les haies et les murs de soutènement;

9. les aires de stationnement;

10. les aires de chargement et de déchargement;

11. les abris d'auto et les abris d'hiver pour automobile;

12. les piscines et les spas;

13. les affiches et les enseignes;

14. l'étalage commercial de marchandises;

15. l'entreposage extérieur;

16. les antennes;

17. les aménagements extérieurs et trottoirs;

18. les kiosques;

19. les installations septiques et les puits d'eau;

20. les cordes à linge;

21. les foyers et cheminées;

22. les jeux pour enfants pour usage familial;

23. les réservoirs, bonbonnes et citernes, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

24. l'entreposage de bois de chauffage;

25. les pompes thermiques et appareils de climatisation, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

26. les conteneurs à déchets, laissant une distance minimale de deux (2) mètres de la ligne de terrain;

27. le remisage de bateaux de plaisance, de véhicules récréatifs motorisés ou non.

SECTION 2
DISPOSITIONS SUR LES BÂTIMENTS PRINCIPAUX

GÉNÉRALITÉ ***4.5***

Un seul bâtiment principal est autorisé par lot ou terrain.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas à un bâtiment utilisé à des fins agricoles.

DIMENSIONS DU BÂTIMENT PRINCIPAL ***4.6***

Tout bâtiment principal, autre que les bâtiments d'utilité publique, les maisons mobiles et les abris forestiers, doit avoir une superficie minimale d'implantation au sol de cinquante-six (56) mètres carrés, avec une façade minimale et une profondeur minimale de 7,3 mètres.

HAUTEUR DU BÂTIMENT PRINCIPAL ***4.7***

Les normes relatives à la hauteur minimale et maximale du bâtiment principal, fixée à la grille des normes d'implantation des bâtiments par zone, ne s'appliquent pas à un bâtiment utilisé à des fins d'activités religieuses ou communautaires, à un bâtiment utilisé à des fins agricoles, un bâtiment utilisé à des fins industrielles ou à des fins d'utilité publique.

Une construction hors toit (installations de mécanique de bâtiment, puits d'ascenseur, édicule d'accès au toit, etc.) n'entre pas dans le calcul de la hauteur du bâtiment dans la mesure où elle n'occupe pas plus de 25% de la superficie du toit et que la hauteur totale du bâtiment, incluant la construction hors toit, n'excède pas de plus de trois (3) mètres la hauteur maximale indiquée à la grille des normes d'implantation des bâtiments par zone.

Une cheminée, un mât, un parafoudre ou une antenne n'entrent pas dans le calcul de la hauteur du bâtiment.

SECTION 3
DISPOSITIONS SUR LES BÂTIMENTS ACCESSOIRES

GÉNÉRALITÉS *4.8*

Dans tous les cas, il doit y avoir un bâtiment principal sur le terrain pour pouvoir implanter un bâtiment accessoire. Toutefois, il est permis d'édifier un bâtiment accessoire avant le bâtiment principal si un permis de construction a été délivré pour ce bâtiment principal et pour la seule période de validité de ce permis.

Pour l'application de la présente section, seuls les bâtiments accessoires détachés du bâtiment principal sont considérés. Lorsqu'ils sont attachés au bâtiment principal, les bâtiments accessoires font partie intégrante du bâtiment principal aux fins d'application de toutes les normes de superficie, de hauteur et d'implantation.

NOMBRE MAXIMAL DE BÂTIMENTS ACCESSOIRES *4.9*

Le nombre maximal de bâtiments accessoires est de 2

NORMES D'IMPLANTATION *4.10*

Un bâtiment accessoire doit être distant d'au moins trois (3) mètres du bâtiment principal. règlement 2011-329 règlement 2020-437

Les distances minimales à respecter aux limites du terrain sont indiquées à la grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zone, faisant partie intégrante du présent règlement.

DIMENSIONS *4.11*

En périmètre urbain : la superficie totale maximale pour les deux (2) bâtiments accessoires est de cent (100) mètres carrés. règlement 2011-329

Hors du périmètre urbain : la superficie totale maximale est de cent (100) mètres carrés par bâtiment accessoire, soit deux cents (200) mètres carrés de superficie totale maximale pour les deux (2) bâtiments.

HAUTEUR *4.12*

Un bâtiment accessoire ne doit avoir qu'un (1) étage.

La hauteur maximale d'un bâtiment accessoire est de 6 mètres et ne doit pas dépasser la hauteur du bâtiment principal si celui-ci est de moins de 6 mètres.

EXCEPTIONS *4.13*

Les normes de la présente section relatives au nombre maximal de bâtiments accessoires, aux dimensions et à la hauteur ne s'appliquent pas à un bâtiment accessoire utilisé à des fins agricoles.

SECTION 4
DISPOSITIONS SUR LES ABRIS D'HIVER POUR AUTOMOBILES

ABRIS D'HIVER POUR AUTOMOBILE ***4.14***

Malgré les autres dispositions du présent règlement, il est permis d'installer un abri d'hiver temporaire ou un garage temporaire pour automobile aux conditions suivantes :

a) Entre le 15 octobre d'une année et le 15 avril de l'année suivante, il est permis d'installer dans la voie d'accès au stationnement un abri d'auto temporaire ou un garage temporaire. Hors de cette période, cet abri d'auto temporaire ou garage temporaire, incluant son ossature, doit être enlevé.
b) L'abri d'auto temporaire ou le garage temporaire doit être installé à une distance minimale de 1 mètre de la ligne de rue pour les lots intérieurs et à 4.5 mètres de la ligne de rue pour les lots de coin.
c) Ces abris doivent être fabriqués en toile ou matériel plastique et montés sur une ossature métallique ou de plastique synthétique spécialement conçus pour ce genre de construction.

SECTION 5
DISPOSITIONS SUR L'ARCHITECTURE ET LES MATÉRIAUX DE REVÊTEMENT DES BÂTIMENTS PRINCIPAUX ET ACCESSOIRES

FORME DES BÂTIMENTS ***4.15***

Aucun bâtiment ne peut être construit ou modifié, en tout ou en partie, de façon à représenter la forme d'un être humain, d'un animal, d'un fruit, d'un légume, d'un réservoir ou de tout autre objet, quel qu'il soit.

Les bâtiments à revêtement métallique émaillé, plastifié ou non, ondulé ou non, préfabriqué ou non, ayant la forme de dôme sont interdits.

Le présent article ne s'applique pas pour les bâtiments accessoires utilisés à des fins agricoles.

FORME DES TOITS

4.16

Un toit plat est permis pour un bâtiment principal de deux (2) étages et plus.

Un bâtiment accessoire ne peut avoir de toit plat.

VÉHICULES UTILISÉS COMME BÂTIMENT ***4.17***

règlement 2011-331
règlement 2014-410

L'emploi de wagon de chemin de fer, de tramways, d'autobus, de conteneurs, de remorques ou extension de remorques, sur roues ou non ou autres véhicules désaffectés de même nature ne peuvent servir de bâtiment principal ou accessoire.

Malgré le paragraphe précédent, en zone agricole, les conteneurs et les remorques peuvent être utilisés comme bâtiments accessoires pour usage agricole, et ce, jusqu'à un maximum de trois (3) par propriété. Ceux-ci ne doivent pas être visibles de la voie publique.

De plus, l'emploi de conteneurs et remorques utilisés à des fins agricoles en zone agricole doit obligatoirement faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur municipal.

MATÉRIAUX DE REVÊTEMENT EXTÉRIEUR ***4.18***

Les matériaux de revêtement extérieur suivants sont prohibés pour les murs ou le toit de tout bâtiment :

- le carton-fibre;
- les panneaux-particules, panneaux d'agglomérés et les contreplaqués;
- le papier goudronné et les papiers imitant la brique, la pierre ou autre matériaux;
- les blocs de béton non recouverts, à l'exception des blocs de béton à face éclatées ou à rainure éclatées;

- les matériaux d'isolation, tel le polyuréthane;

- la toile synthétique, le polyéthylène ou tout autre matériel de plastique, sauf pour les abris d'hiver pour automobile et les serres;

- la tôle non émaillée en usine, galvanisée ou non.

Les deux derniers matériaux de la liste précédente ne s'appliquent pas pour des bâtiments accessoires destinés à des fins agricoles.

Les tableaux peints sur la face extérieure des murs d'un bâtiment pour l'embellissement des lieux et ne faisant aucune réclame en faveur d'un produit ou d'une entreprise quelconque sont acceptés sur approbation du Conseil municipal.

HARMONISATION DES MATÉRIAUX ***4.19***

Les matériaux de construction du bâtiment accessoire ou du garage doivent s'harmoniser avec ceux du bâtiment principal et les matériaux de finition extérieure doivent être de la même classe et qualité que ceux qui sont employés pour la construction du bâtiment principal.

DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ***4.20***

La finition extérieure de tout bâtiment doit être complétée dans les 18 mois suivant la date d'émission du permis de construction.

SECTION 6
DISPOSITIONS SUR LES CLÔTURES, HAIES, MURS DE SOUTÈNEMENT

CLÔTURES ***4.21***

Les terrains peuvent être entourés de clôtures construites de bois (sauf les panneaux de contreplaqué communément appelés «plywood»), de métal (sauf la tôle métallique), de PVC ou d'autres matériaux similaires.

Les clôtures doivent être implantées à une distance minimale de 30 centimètres de l'emprise de la rue.

Les hauteurs maximales des clôtures sont les suivantes :

- 1,2 mètre de hauteur le long de l'emprise de la rue et dans la cour avant minimale pour un lot intérieur;
- 2,4 mètres pour le reste du terrain;
- 0,75 mètre pour un lot en coin.

Ces hauteurs ne s'appliquent pas aux clôtures en mailles de fer dans le cas d'édifices publics, de terrains de jeux, de stationnements publics, d'industries ou de commerces nécessitant de l'entreposage extérieur ni aux clôtures utilisées à des fins agricoles. De plus, s'il y a contradiction entre les hauteurs mentionnées au présent article et un règlement portant sur la sécurité, les normes de sécurité prévalent.

Tout entreposage extérieur relié à un usage commercial ou industriel doit être entouré d'une clôture non ajourée d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.

Pour l'usage industriel II, l'aire d'entreposage en vrac de ferraille ou de rebuts de métal doit être entourée d'une clôture non ajourée d'une hauteur minimale de 2.5 mètres.

CLÔTURE POUR ENTREPOSAGE DE CARCASSES DE VÉHICULES ET DE REBUTS ***4.22***

Tout lieu d'entreposage de carcasses de véhicules et de rebuts doit être entouré d'une clôture non ajourée d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.

De plus, dans la cour avant, la clôture doit être érigée à la distance d'alignement prescrite pour la zone et une haie doit être plantée le long de cette clôture et à 1 mètre de ladite clôture entre celle-ci et la rue.

Un écran végétal doit être aménagé selon les normes particulières relatives aux cours de ferrailles à l'article 4.97 du présent règlement.

FIL BARBELÉ ***4.23***

Les clôtures de fils barbelés et de fils électrifiés sont permises uniquement lorsqu'elles sont installées à des fins agricoles.

HAIES *4.24*

Les terrains peuvent être entourés de haies.

Les haies doivent être implantées à une distance minimale de 30 centimètres de l'emprise de la rue.

Les hauteurs maximales des haies sont les suivantes :

- 1,2 mètre de hauteur le long de l'emprise de la rue et dans la cour avant minimale pour un lot intérieur;
- 2,4 mètres pour le reste du terrain;
- 0,75 mètre pour un lot en coin.

MURS DE SOUTÈNEMENT *4.25*

Les murs de soutènement doivent être construits sur la propriété privée à une distance minimale de 60 centimètres de l'emprise de la rue et doivent être à l'intérieur des lignes de lot arrière et latérale.

SECTION 7
DISPOSITIONS SUR LES AIRES DE STATIONNEMENT, LES ACCÈS ET LES AIRES DE MANUTENTION

GÉNÉRALITÉS ***4.26***

Aucun permis de construction, d'agrandissement n'est accordé dans les zones à dominance commerciale et industrielle à moins que ne soient prévues les cases de stationnement hors rues selon les normes de la présente section.

Dans le cas d'un agrandissement d'un usage ou d'un bâtiment, ces normes ne s'appliquent qu'à l'agrandissement.

Le demandeur doit s'engager lors de la demande du permis à ce que les cases de stationnement hors rues requises soient suffisantes pour l'usage du terrain et du bâtiment.

Les exigences de stationnement hors rue ont un caractère obligatoire continu et prévalent tant que l'usage qu'elles desservent demeure.

DROITS ACQUIS ***4.27***

Pour un usage existant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement qui ne rencontre pas les exigences en matière de stationnement du présent règlement, il est reconnu un droit acquis au maintien du nombre de cases existantes.

NOMBRE MINIMAL DE CASES DE STATIONNEMENT ***4.28***

Le nombre de cases requises est établi ci-après :

a) Automobiles et machineries lourdes (vente de) : 1 case par 93 m^2 de plancher.
b) Bureau, banque et service financier : 1 case par 37 m^2 de plancher.
c) Bibliothèque, musée : 1 case par 37 m^2 de plancher.
d) Centres commerciaux, supermarchés et magasins à rayons : 5,5 cases par 93 m^2 de plancher, excluant mails, espaces occupés par les équipements mécaniques et autres services communs du même type. Lorsqu'un centre commercial contient des bureaux, on doit prévoir, en plus, 1 case par 37 m^2 de superficie de bureaux.
e) Bureau d'entreprise ne recevant pas de client sur place : 1 case par 28 m^2.
f) Cinéma, théâtre : 1 case par 5 sièges.
g) Clinique médicale, cabinet de consultation : 1 case par 15 m^2 de plancher.
h) Lieux de culte : 1 case par 4 sièges
i) Équipement récréatif :
   Quilles : 3 cases par allée de quilles
   Curling : 4 cases par glace de curling
   Tennis : 2 cases par court de tennis
j) Établissement de vente au détail non mentionné ailleurs : 1 case par 37 m^2 de plancher.
k) Établissement de vente en gros, terminus de transport, entrepôt, cour d'entrepreneurs, cour à bois et autres usages similaires : 1 case par 46 m^2.
l) Habitation unifamiliale, bifamiliale et trifamiliale : 2 cases par logement.
m) Habitation multifamiliale : 1,5 cases par logement.
n) Restaurant, bar, taverne, club de nuit ou autre établissement pour boire, manger : 1 case par 4 sièges.
o) Sanatorium, orphelinat, maison de convalescence et autres usages similaires : 1,5 case par 4 lits.
p) Salon funéraire : 5 cases par salle, plus 1 case par 9.3 m^2 de plancher occupé par ces salles.
q) Industrie : 1 case par 150 m^2 de plancher plus 4 cases réservées aux visiteurs.
r) Hôtel, motel, auberge : 1 case par chambre.

s) Dépanneur : 1 case par 37 m^2.
t) Place d'assemblée (incluant les clubs privés, salle d'exposition, stage, gymnase, centre communautaire, aréna, piste de course, cirque, salle de danse et autre endroit similaire) : 1 case par 5 sièges plus 1 case par 37 m2 de plancher pouvant servir à des rassemblements, mais ne contenant pas de sièges fixes.
u) Garderie : 1 case par 50 m^2 de plancher.

AMÉNAGEMENT DES AIRES DE STATIONNEMENT ***4.29***

Les aires de stationnement doivent être aménagées et entretenues selon les dispositions suivantes :

1- Localisation :
a) Le stationnement doit être situé sur le même terrain ou le terrain contigu que l'usage pour lequel le permis est demandé;
b) Dans les zones commerciales, industrielles ou institutionnelles, le stationnement doit être situé dans la cour arrière ou latérale sauf pour 10% des cases requises qui peuvent être localisées dans la cour avant, mais qui doivent respecter une marge de recul de 3 mètres. Cette marge de recul doit être aménagée de végétaux et engazonnée. Dans les zones commerciales, les cases peuvent être situées sur un terrain à moins de 152 mètres de l'usage desservi;
c) En zone résidentielle, le stationnement aménagé dans la cour avant ne peut être située à moins de 3 mètres de la limite de l'emprise de rue. Cette bande doit être aménagée ou gazonnée;
d) Une aire de stationnement doit être située à une distance minimale de 0,6 mètre des lignes latérales ou arrière.

2- Dimensions
a) Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes :
   - Longueur : 5,5 mètres
   - Largeur : 2,6 mètres

b) La largeur minimale d'une allée de circulation ainsi que la largeur minimale d'une rangée de stationnements et de l'allée de circulation qui y donne accès doivent, suivant l'angle de stationnement, être comme suit :

Angle de stationnement	**Largeur d'une allée de circulation**	**Largeur totale d'une rangée de cases et de l'allée de circulation**
0°	3,7 m	6,4 m
30°	3,4 m	8,6 m
45°	4,0 m	10 m
60°	5,5 m	11,9 m
90°	7,3 m	13,1 m

3- Revêtements
a) Les aires de stationnement et les allées d'accès doivent être pavées, dallées ou gravelées et entourées d'une bordure de béton ou d'asphalte d'une hauteur minimale de 15 centimètres.

ACCÈS AU TERRAIN ET AUX AIRES DE STATIONNEMENT ***4.30***

règlement 2018-426

L'allée d'accès double permettant à la fois l'entrée et la sortie de véhicules doit avoir une largeur minimum de 5 mètres et une largeur maximum de 7 mètres.

Une allée d'accès simple ne servant qu'à l'entrée où la sortie de véhicules doit avoir une largeur minimum de 3 mètres et un maximum de 5 mètres.

L'allée d'accès ne peut être localisée à moins de 12 mètres d'une intersection, calculée à partir de la rencontre la plus rapprochée des deux emprises ou de la fin de la courbe.

Le stationnement doit être aménagé pour permettre l'accès et la sortie en marche avant

En ce qui concerne les accès à une route numérotée hors du périmètre d'urbanisation, les normes suivantes s'appliquent :

a) En bordure les routes 220 et 243, un seul accès par terrain est permis. Toutefois, il est possible d'aménager un 2e accès pour les terrains ayant 2 fois la largeur minimale de terrain permise;
b) Aucun accès ne doit être autorisé à moins de 30 mètres d'une intersection.

AIRES DE MANUTENTION ***4.31***

Toute construction, transformation ou partie de construction nouvelle, devant servir à des fins industrielles, commerciales ou institutionnelles, doit être pourvue d'un espace de stationnement hors rue pour le chargement et le déchargement des véhicules selon les dispositions suivantes.

LOCALISATION DES AIRES DE MANUTENTION ***4.32***

Les aires de manutention doivent être situées en cours latérale ou arrière.

Elles doivent être situées sur le même terrain que la construction ou sur un terrain contigu appartenant au même propriétaire.

NOMBRE D'UNITÉS DE MANUTENTION ***4.33***

Des unités hors rue de chargement et de déchargement pour marchandises ou matériaux doivent être prévues selon le type de construction mentionné :

Une (1) unité de manutention pour une superficie de plancher de 465 mètres carrés et plus, mais ne dépassant pas 1 860 mètres carrés;

Deux (2) unités de manutention pour une superficie de plancher de 1860 mètres carrés et plus, mais ne dépassant pas 4 650 mètres carrés;

Trois (3) unités pour une superficie de plancher de 4 650 mètres carrés et plus, mais ne dépassant pas 9 300 mètres carrés.

Une (1) unité additionnelle par 3 720 mètres carrés ou fraction de ce nombre pour une superficie de plancher supérieur à 9 300 mètres carrés.

DIMENSIONS DES UNITÉS DE MANUTENTION ***4.34***

Chaque unité de manutention doit mesurer 3,7 mètres en largeur et 9,2 mètres en longueur et avoir une hauteur libre d'au moins 4,3 mètres.

AMÉNAGEMENT DES AIRES DE MANUTENTION ***4.35***

Les aires de manutention doivent être accessible à partie de la rue ou par un passage privé conduisant à la rue et ayant au moins 4,3 mètres de hauteur libre et 4,9 mètres de largeur.

SECTION 8
DISPOSITIONS SUR LES PISCINES ET SPAS

GÉNÉRALITÉS ***4.36***

Les normes d'implantation des piscines et des spas sont régies par la présente section.

NORMES D'IMPLANTATION ***4.37***

Les normes d'implantation suivantes s'appliquent pour l'installation de toute nouvelle piscine et spas :

a) Toute piscine ou spas doit être localisée à 1,50 mètres ou plus de la ligne de propriété et à plus de 3 mètres du bâtiment principal, à l'exception du bâtiment de service pour la piscine;

b) La construction de toute piscine ou spas doit se faire en conformité avec le code canadien de l'électricité pour ce qui a trait aux distances et mesures à respecter par rapport aux lignes électriques;

c) Toute piscine munie d'un dôme, toiture ou installation similaire recouvrant la piscine doit être localisée dans la cour arrière et doit suivre les normes de bâtiment accessoire;

d) Aucune piscine non couverte ne peut occuper plus de 25% du terrain sur lequel elle est érigée.

OBLIGATION DE CLÔTURER ***4.38***

Une clôture d'une hauteur minimale de 1,2 mètre sans excéder 2 mètres doit entourer toute piscine creusée, hors-terre ou gonflable d'une hauteur inférieure à 1,2 mètre. Les accès aménagés dans la clôture doivent être munis de système de sécurité permettant de bloquer l'accès à la piscine.

La clôture ne doit pas comporter d'ouvertures pouvant laisser passer un objet sphérique dont le diamètre est de 10 centimètres ou plus.

Toute clôture doit être située à une distance minimale de 1 mètre du plan d'eau.

Les piscines hors terre ou gonflable d'une hauteur égale ou supérieure à 1,2 mètre ne nécessitent pas de clôture si elles sont munies d'escaliers ou d'échelles amovibles ou basculantes ou de tout autre dispositif qui en empêche l'accès.

La distance maximale entre le niveau du sol et une clôture est de 10 centimètres.

TROTTOIR ***4.39***

Tout trottoir construit en bordure d'une piscine devra être muni ou construit d'un matériau antidérapant.

SECTION 9
DISPOSITIONS SUR LES KIOSQUES

GÉNÉRALITÉS ***4.40***

Les dispositions suivantes s'appliquent lorsque les kiosques sont permis à la grille des usages et des constructions autorisés par zone.

L'exploitant tenant le kiosque doit produire au moins 60% des produits agricoles vendus.

NORMES D'IMPLANTATION ***4.41***

L'implantation d'un kiosque doit respecter les dispositions suivantes :

a) le kiosque est permis uniquement sur un terrain où se situe une exploitation agricole ou un établissement commercial;

b) le kiosque doit respecter une marge de recul minimale de trois (3) mètres de l'emprise de toute voie de circulation;

c) le kiosque doit respecter la superficie au sol maximale de dix (10) mètres carrés et avoir une dimension maximale de 3,7 mètres linéaires en largeur ou en profondeur.

SECTION 10
DISPOSITIONS SUR L'ENTREPOSAGE ET L'ÉTALAGE EXTÉRIEUR

ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR POUR CERTAINS USAGES ***4.42***

Pour tout usage commercial et industriel, lorsque permis à la grille des usages et des constructions autorisés par zone, l'entreposage extérieur doit respecter les conditions suivantes:

a) l'entreposage est permis uniquement dans les cours latérales et arrières;

b) l'entreposage extérieur doit être clôturé selon les exigences de la section relatives aux clôtures;

c) la surface au sol de l'aire d'entreposage extérieur doit être pavée ou recouverte de gravier de façon à éliminer tout soulèvement de poussière et toute formation de boue.

ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR DE BOIS DE CHAUFFAGE ***4.43***

Les normes suivantes concernant l'entreposage de bois de chauffage s'appliquent uniquement en zones résidentielles. Le bois de chauffage entreposé sur un terrain doit être pour l'usage du propriétaire ou du locataire du bâtiment exclusivement. Le commerce de ce bois ne peut être fait.

a) La hauteur maximale permise pour cet entreposage est de 1,50 mètre;

b) Tout le bois entreposé doit être proprement empilé et cordé et en aucun cas il ne peut être laissé en vrac sur le terrain;

c) L'entreposage doit être situé dans les cours latérales et arrière tel que régit dans les dispositions sur les cours;

d) L'entreposage localisé dans la cour latérale ne peut être situé à une distance moindre que 1,25 mètre de la cour avant du bâtiment principal. Pour les lots en coin, cette norme s'applique aux deux cours donnant sur la rue;

e) Tout entreposage dans la cour latérale peut être dissimulé de la rue par une clôture d'une hauteur de 1,25 mètre située à la limite de la cour avant et dans ce cas, l'entreposage peut être effectué jusqu'à la limite de la cour avant.

ÉTALAGE EXTÉRIEUR POUR CERTAINS USAGES ***4.44***

Pour tout usage commercial, lorsque permis à la grille des usages et des constructions autorisés par zone, l'étalage extérieur doit respecter les conditions suivantes:

a) l'étalage extérieur n'est permis qu'accessoirement à l'usage principal exercé sur le terrain ou dans le bâtiment et doit être exercé par l'exploitant de cet usage principal. La marchandise doit être reliée à la nature de l'usage principal de l'établissement devant lequel elle est étalée;

b) en aucun cas, il n’est permis de faire l’étalage commercial extérieur dans l’emprise d’une rue ou d’une place publique.

SECTION 11
DISPOSITIONS SUR L'AFFICHAGE ET LES ENSEIGNES

GÉNÉRALITÉS ***4.45***

La construction, l'installation, le maintien, la modification et l'entretien de toute affiche, enseigne ou panneau-réclame sont régis par les dispositions de la présente section.

ENSEIGNES AUTORISÉES SANS CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.46***

À moins d'indications contraires, les affiches, enseignes et panneaux-réclames suivantes sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la municipalité, et ce, sans certificat d'autorisation :

a) les enseignes émanant des autorités publiques, fédérales, provinciales, municipales et scolaires, incluant les affiches à des fins électorales ou référendaires;
b) les enseignes placées à l'intérieur d'un bâtiment ailleurs que dans une fenêtre ou une vitrine;
c) les inscriptions historiques et commémoratives;
d) les inscriptions gravées dans la pierre ou autres matériaux de construction du bâtiment;
e) les tableaux peints sur la face extérieure des murs d'un bâtiment pour l'embellissement des lieux et ne faisant aucune réclame en faveur d'un produit ou d'une entreprise quelconque;
f) les affiches et les signaux se rapportant à la circulation, à l'arrêt, au stationnement des véhicules et les enseignes directionnelles;
g) les enseignes et les affiches en forme de bannière, banderole, ainsi que les affiches en papier, tissu ou autre matériel non rigide, installées temporairement à l'occasion d'un carnaval, d'une exposition, d'une manifestation religieuse, patriotique ou d'une campagne de souscription publique et ne servant pas à d'autres fins et à la condition qu'elles soient installées au plus tôt 21 jours avant la tenue de l'événement et qu'elles soient enlevées au plus tard 10 jours après la date de tenue de l'événement. De plus, ces enseignes et affiches peuvent être installées dans les places publiques et voies publiques, à la condition d'avoir obtenu une autorisation préalable du conseil municipal;
h) les tableaux indiquant les heures des offices et les activités religieuses, placés sur le terrain des édifices destinées au culte, pourvu qu'ils n'aient pas plus de 1 mètre carré;
i) les plaques non lumineuses professionnelles ou autres posées à plat sur les bâtiments et qui n'indiquent pas autre chose que le nom, l'adresse et la profession de l'occupant ne mesurant pas plus de 0,2 mètre carré chacune et ne dépassant pas plus de 10 centimètres du mur;
j) les affiches et les enseignes non lumineuses de superficie maximale de 0,4 mètre posées à plat sur les bâtiments annonçant la mise en location de logements, de chambres, ou de parties de bâtiment ne concernant que les bâtiments où elles sont posées et à raison d'une seule affiche ou enseigne dans chaque cas;
k) les affiches ou les enseignes non lumineuses de superficie maximale de 1,0 mètre carré et d'une hauteur hors tout de 1,8 mètre carré sur un terrain vacant, annonçant la mise en location ou en vente du terrain ou immeuble où elles sont posées et à raison d'une seule affiche ou enseigne dans chaque cas;
l) les affiches et les enseignes placées sur les chantiers de construction pendant la durée des travaux, pourvu qu'elles ne mesurent pas plus de 5 mètres carrés;

m) Les enseignes indiquant une reconnaissance d'un organisme ou entreprise reconnu pour la qualité de sa production ou de ces méthodes de production (ex : ISO9000);
n) les drapeaux ou les emblèmes d'un organisme religieux, politique, civique, philanthropique ou éducationnel.

LOCALISATION DES ENSEIGNES ***4.47***

Pour tout genre d'enseignes et d'affiches nécessitant l'émission d'un certificat, la pose de ces dernières doit être effectuée sur le terrain même où une entreprise, une profession, un produit, un service, un divertissement, etc. est mené, vendu ou offert.

STRUCTURE ET CONCEPTION D'UNE ENSEIGNE ***4.48***

Une enseigne doit être conçue de façon sécuritaire avec une structure permanente. Chacune de ses parties doit être solidement fixée de façon à rester immobile.

FORMAT DE L'ENSEIGNE ***4.49***

Une enseigne doit avoir une forme géométrique régulière, en plan ou en volume notamment un rectangle, un carré, un cercle, un losange, un cube, un cylindre sauf dans le cas du sigle ou identification enregistrée d'une entreprise.

Il est interdit d'installer une enseigne en forme humaine, animale ou imitant un produit ou contenant, qu'elle soit gonflable ou non.

Cette interdiction ne s'applique pas aux bâtiments agricoles utilisés à des fins agricoles.

INTERDICTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE ***4.50***

a) Il est interdit d'installer une enseigne clignotante ou à éclairage intermittent ou imitant les dispositifs avertisseurs des véhicules de police, des pompiers, des services ambulanciers ou des signaux de circulation ou utilisant de tels dispositifs pour attirer l'attention;

b) Il est interdit d'installer ou de peindre une enseigne sur :

- un toit;
- une galerie, un balcon ou perron;
- les garde-corps et les colonnes d'une galerie, d'un balcon ou d'un perron;
- les arbres;
- les poteaux et autres structures de support de services publics;
- les clôtures et les murets;
- les belvédères;
- les marquises et les constructions hors toit;
- les murs de soutènement;
- un abri de toile fixé au bâtiment;

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux bâtiments agricoles utilisés à des fins agricoles.

c) Il est interdit d'installer une enseigne rotative ou autrement mobile;
d) Il est interdit d'installer, de monter, de fabriquer, de peindre ou d'imprimer sur un véhicule, une partie de véhicule, du matériel roulant, des supports portatifs ou autrement amovibles, une enseigne. Cette interdiction ne s'applique pas à

l'identification commerciale d'un véhicule pourvu qu'il ne soit pas utilisé dans l'intention manifeste de constituer un panneau-réclame pour un produit, un service, une activité et que le véhicule soit immatriculé pour l'année courante;

e) Il est interdit d'installer une enseigne sur un bâtiment dont une partie ou la totalité de cette enseigne excède le sommet ou les autres extrémités du mur sur lequel elle est posée.

ÉCLAIRAGE DES ENSEIGNES 4.51

Il est permis d'installer des enseignes lumineuses ou éclairées par réflexion selon la zone concernée telle qu'illustrée au plan de zonage SAR-Z-01 faisant partie intégrante du règlement.

Toutefois, il est aussi interdit toute enseigne ou éclairage par réflexion dont la source lumineuse projette un rayon ou un éclat lumineux hors du terrain où elle est située.

ENTRETIEN ET PERMANENCE D'UNE ENSEIGNE 4.52

Une enseigne doit être propre, entretenue, réparée et maintenue en bon état et ne doit présenter aucun danger pour la sécurité publique.

Toute enseigne d'un établissement qui cesse ses opérations doit être enlevée par le propriétaire du bâtiment ou le locataire de l'espace concerné dans le délai de trois (3) mois après la fermeture de l'établissement. Doivent également être enlevés, les poteaux ou les attaches retenant toute enseigne enlevée.

NORME D'IMPLANTATION 4.53

Toute enseigne doit être située à 1 mètre de l'emprise de la rue.

NORME RELATIVE À L'AFFICHAGE 4.54

Les normes relatives d'affichage par zone, telle qu'illustrée au plan de zonage SAR-Z-01 faisant partie intégrante du règlement, concernant le type d'enseignes permis, le nombre d'enseignes permis, les dimensions, la hauteur et le type d'éclairage sont prescrites au tableau suivant :

TABLEAU NORME D'AFFICHAGE

Normes relatives à l'affichage par zone

		ZONES				
Enseignes		CC-1 et CI-1	MIX-1, MIX-2 et MIX-3	PAT-1 et PAT-2	R-1 à R-8	Ailleurs sur le territoire
Enseignes permises		Toutes les enseignes	Toutes les enseignes	poteau, projection, suspendu, à plat.	poteau, projection, suspendu, à plat.	Toutes les enseignes
Éclairage permis		lumineuse et réflexion	lumineuse et réflexion	réflexion	réflexion	lumineuse et réflexion
Nb total d'enseignes		2	2	1	1	2
Nb total d'enseigne perpendiculaire, sur poteau ou sur socle		1	1	1	1	1
Superficie maximale						
sur poteau	m²	4	2	1	1	2
projection	m²	3	1,5	1	1	1,5
suspendue	m²	3	1,5	1	1	1,5
à plat	m²	4	2	1	1	1
sur auvent	m²					
sur socle[1]	m²	3	1,5			1,5
Hauteur maximale[2]						
sur poteau[3 4]	(mètre)	6	4	3	3	4
projection[3 5]	(mètre)	6	6	6	6	6
suspendue[3]	(mètre)					
à plat[6]	(mètre)					
sur auvent[7]	(mètre)					
sur socle[8]	(mètre)	2	2			2

1: La superficie de la base de type muret ne peu excéder le double de la superficie de l'enseigne.

2: La hauteur maximale est mesurée à partir du niveau du sol jusqu'au sommet de l'enseigne.

3: Toute partie de l'enseigne doit être à au moins 1,70 mètres au-dessus du niveau du sol.

4: Les poteaux d'une enseigne ne peuvent excéder de plus de 30 centimètres la hauteur de l'enseigne ni se situer à plus de 30 centimètres de part et d'autres de l'enseigne.

5: L'enseigne doit débuter à au moins 30 centimètres du mur sur lequel l'enseigne est apposée. L'enseigne doit faire saillie d'au plus 2,25 mètres.

6: L'enseigne ne doit pas dépasser le toit ni la hauteur, ni la hauteur et la largeur du mur ou de la marquise.

7: Toute partie de l'auvent doit être à au moins 2,20 mètres au-dessus d'une surface de circulation.

8: Une enseigne située dans un triangle de visibilité doit avoir une hauteur maximale de 1 mètre.

SECTION 12
DISPOSITIONS SUR LES ANTENNES ET LES TOURS DE TÉLÉCOMMUNICATION

règlement 2011-329

ANTENNES TRADITIONNELLES ***4.55***

Lorsque l'implantation d'antennes traditionnelles est permise par le présent règlement, elle doit respecter les normes suivantes :

1- Cette antenne peut être installée dans la cour arrière ou latérale ou fixé au bâtiment et à raison d'une seule par terrain;

2- Cette antenne doit respecter une marge de recul minimale de 1,5 mètre de toute ligne de terrain.

ANTENNES PARABOLIQUES ***4.56.1***

Lorsque l'implantation d'antennes paraboliques est permise par le présent règlement, elle doit respecter les normes suivantes :

1. Elles peuvent être ancrées ou attachées au mur ou au toit du bâtiment principal ou accessoire. En aucun cas il n'est permis de fixer ces antennes aux avant-toits, galeries, balcons, escaliers ou partie de ceux-ci;

2. Elles peuvent également être fixées à un support autre qu'un arbre dans la cour arrière ou latérale;

3. Elles ne peuvent être placées devant une ouverture (porte et fenêtre);

4. Elles sont permises à raison d'une seule par logement.

TOURS DE TÉLÉCOMMUNICATION ***4.56.2***

Lorsque l'implantation d'une tour de télécommunication est permise par le présent règlement, elle doit respecter les normes suivantes : règlement 2011-329

1- La tour de télécommunication doit respecter une marge de recul avant d'une fois la hauteur de la tour et une fois et demie la hauteur de la tour pour les marges latérales et arrière.

SECTION 13
DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR ET L'AMÉNAGEMENT D'UN PLAN D'EAU

AMÉNAGEMENT DES ESPACES LIBRES ***4.57***

La surface libre d'un terrain sur laquelle une construction est érigée doit être boisée, gazonnée et/ou paysagers pour ne pas laisser le sol à nu, dans un délai maximal de dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux pour lesquels le permis de construction a été émis.

PLANTATION D'ARBRES PROHIBÉE ***4.58***

La plantation des arbres énumérés ci-après est défendue sur une lisière de vingt (20) mètres de profondeur, parallèle à toute rue ou toute emprise où sont installés des services d'utilité publique, de neuf (9) mètres de la limite du lot et de quinze (15) mètres du bâtiment principal :

- Peuplier et saules à haute tiges qui ne sont pas des arbustes;

TRIANGLE DE VISIBILITÉ ***4.59***

Sur tout terrain ou lot de coin, on doit conserver un triangle de visibilité exempt de tout obstacle plus haut que soixante (60) centimètres par rapport au niveau du centre d'intersection des rues. Ce triangle doit avoir 6 mètres de côté au croisement des voies publiques ou privées.

AMÉNAGEMENT D'UN PLAN D'EAU ***4.60***

L'aménagement d'un plan d'eau crée par l'excavation, le déblai ou le remblai doit respecter les dispositions suivantes :

- L'aménagement d'un plan d'eau doit faire l'objet d'un plan d'aménagement, réalisé avant le début des travaux;
- Tout plan d'eau doit respecter les lois et règlements applicables, notamment la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- Il doit être aménagé en respectant les normes d'hygiène et de salubrité;
- Dans les zones autres que résidentielles, les plans d'eau doivent avoir une pente inférieure à 8% pour les 3 premiers mètres calculés à partir de la rive, et ce, sur l'ensemble du périmètre du plan d'eau. Une pente supérieure est autorisée lorsque le plan d'eau est clôturé conformément à l'article 4,21 du présent règlement.
- Tout lac qui est rehaussé ou creusé de façon artificielle doit être situé à une distance minimale de cinq (5) mètres d'une ligne de lot, limite de propriété, emprise de rue privée ou publique et à un minimum de 20 mètres d'un bâtiment résidentiel principal.

SECTION 14
DISPOSITIONS SUR LES MAISONS MOBILES, LES VÉHICULES RÉCRÉATIFS MOTORISÉS OU NON ET LES ROULOTTES DE CHANTIER

IMPLANTATION D'UNE MAISON MOBILE ***4.61***

Les maisons mobiles sont permises uniquement si elles sont localisées à l'intérieur d'une zone où elles sont permises à la grille des usages et des constructions autorisés par zone et à la condition qu'elles soient situées à l'intérieur d'un parc de maisons mobiles.

Cette exigence ne s'applique pas lorsque la maison mobile est implantée dans l'exercice des droits et privilèges conformément aux dispositions des articles 31.1, 40, 101 à 105 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*. Toutefois, la maison mobile doit être enlevée dans les douze (12) mois lorsque son utilisation à cette fin n'est plus effective.

IMPLANTATION D'UN VÉHICULE RÉCRÉATIF MOTORISÉ OU NON ET D'UNE ROULOTTE DE CHANTIER ***4.62***

Les véhicules récréatifs motorisés ou non sont autorisés uniquement dans les terrains de camping. Toutefois, un particulier (propriétaire ou locataire) peut remiser son propre véhicule récréatif motorisé ou non sur son terrain déjà occupé par un bâtiment principal.

Les roulottes de chantier sont permises pour la période de construction ou de reconstruction d'un ouvrage. La ou les roulottes devront être enlevées dès la fin des travaux ou à l'échéance du permis concerné.

SECTION 15
DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT DES PARCS DE MAISONS MOBILES

GÉNÉRALITÉS ***4.63***

Seules les maisons mobiles sont autorisées à l'intérieur d'un parc de maisons mobiles.

En tout temps, il ne peut y avoir qu'une seule maison mobile par terrain.

FONDATION ***4.64***

Chaque maison mobile construite à l'intérieur d'un parc de maisons mobiles doit être assise sur une fondation permanente. Les roues, dispositifs d'accrochage et autre équipement de roulement doivent être enlevés.

BÂTIMENT ACCESSOIRE ***4.65***

Chaque maison mobile peut être pourvue d'un bâtiment accessoire ou d'un garage n'excédant pas une superficie au sol de vingt-trois (23) mètres carrés. Le bâtiment accessoire doit être situé en cour arrière ou latérale.

AMÉNAGEMENT PAYSAGER ***4.66***

Le terrain sur lequel est implantée une maison mobile doit être garni de gazon, d'arbres et d'arbustes afin de bien s'intégrer à l'environnement et au milieu bâti.

INSTALLATION SEPTIQUE ***4.67***

Chaque maison mobile doit être raccordée aux services d'aqueduc et d'égout public ou bien par un système autonome d'épuration des eaux usées conforme au règlement applicable.

SECTION 16
DISPOSITIONS CONCERNANT LES PROJETS D'ENSEMBLE RÉSIDENTIELS INTÉGRÉS

GÉNÉRALITÉS ***4.68***

La construction d'un projet d'ensemble résidentiel intégré est permise dans les zones R-1 à R-6 et R-8 ainsi que dans les zones RU-1 à RU-5.

Nonobstant les dispositions du règlement sur les conditions d'émission d'un permis de construction, il est permis de créer des lots n'ayant aucune façade sur rue dans un plan de projet d'ensemble résidentiel intégré.

NORMES D'IMPLANTATION ***4.69***

Tout bâtiment doit être à au moins 7,5 mètres de l'emprise de rue, privée ou publique

La marge latérale et arrière minimale entre les bâtiments doit être à au moins 4,5 mètres.

Toutes les autres normes concernant la densité, la protection des zones inondables, les cours d'eau, etc. s'appliquent tel que défini au présent règlement.

NORME DE DENSITÉ ***4.70***

La densité minimale pour les projets d'ensemble résidentiels intégrés est en fonction de l'article 5.11 du règlement de lotissement en vigueur. Toutefois, sont considéré comme desservi ou partiellement desservi selon le cas, dix (10) résidences et plus qui ont le même système d'épuration des eaux usées et/ou un système commun d'alimentation en eau potable.

SECTION 17
DISPOSITIONS SUR LES PAVILLONS SECONDAIRES ET LES HABITATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES

GÉNÉRALITÉS ***4.71***

Les pavillons secondaires et les habitations intergénérationnelles sont permis uniquement comme usage accessoire à l'habitation unifamiliale isolée.

Lorsque les pavillons secondaires et les habitations intergénérationnelles sont autorisés à la grille des usages et constructions autorisés par zone, ils doivent respecter les normes de la présente section.

SUPERFICIE DE TERRAIN ***4.72***

Le terrain sur lequel un pavillon secondaire est permis doit avoir une superficie minimale de vingt mille (20 000) mètres carrés. Pour les terrains de moindre dimension, seules les habitations intergénérationnelles sont permises.

DIMENSION DU PAVILLON SECONDAIRE ***4.73***

La superficie au sol du pavillon secondaire ne peut excéder 50% de la superficie au sol du bâtiment principal.

NORMES D'IMPLANTATION DU PAVILLON SECONDAIRE ***4.74***

Le pavillon secondaire doit être implanté à une distance minimale de 10 mètres du bâtiment principal et dans la cour arrière seulement. De plus toutes les autres normes d'implantation d'un bâtiment principal sont applicables à un pavillon secondaire.

DIMENSION DE L'HABITATION INTERGÉNÉRATIONNELLE ***4.75***

L'habitation intergénérationnelle doit être intégrée ou attenante à l'habitation unifamiliale isolée.

Les normes relatives au pourcentage maximal d'occupation au sol du bâtiment principal, à la grille des normes d'implantation des bâtiments par zone, fixent la superficie maximale que peut occuper l'habitation intergénérationnelle.

NORMES D'IMPLANTATION POUR LES HABITATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES ***4.76***

L'habitation intergénérationnelle doit être située dans la cour latérale ou arrière du terrain en respectant les marges de recul applicables.

HAUTEUR ***4.77***

La hauteur du pavillon secondaire et de l'habitation intergénérationnelle ne peut excéder la hauteur du bâtiment principal.

INSTALLATION SEPTIQUE ***4.78***

Le pavillon secondaire doit être desservi par un système autonome d'épuration des eaux usées conforme au règlement applicable.

SECTION 18
DISPOSITIONS SUR LES MAISONS D'ACCUEIL

GÉNÉRALITÉS ***4.79***

Un établissement de type « maison d'accueil » doit être aménagé à l'intérieur d'une habitation de type unifamilial isolé.

Lorsque ledit établissement est indiqué en tant qu'usage spécifiquement permis à la grille des usages et constructions autorisés par zone, il doit respecter les normes de la présente section.

NOMBRE DE RÉSIDENTS ET D'OCCUPANTS ***4.80***

Un maximum de deux (2) personnes peuvent œuvrer à l'encadrement des résidents et à leur prodiguer les soins appropriés et au moins l'une d'elles doit être l'occupante de l'usage principal;

Un maximum de dix (10) personnes bénéficiant de l'encadrement offert, autres que les occupants du logement principal peuvent être accueillis à l'intérieur d'un tel établissement.

Un maximum de deux (2) personnes peuvent occuper la même chambre.

AMÉNAGEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT ***4.81***

Toutes les chambres offertes en location font partie intégrante du logement principal et aucune d'entre elles ne constitue une unité de logement indépendante du logement principal;

Aucune commodité de cuisson n'est installée à l'intérieur d'une chambre

SUPERFICIE DES CHAMBRES ***4.82***

La superficie minimale de plancher de chacune des chambres offertes en location est de sept (7) mètres carrés si occupée par un (1) résident ou dix (10) mètres carrés si occupée par deux (2) résidents.

NOMBRE D'ISSUES ***4.83***

Un minimum de deux (2) issues doivent être aménagées;

Chaque chambre doit donner directement sur un corridor ou une pièce autre qu'une chambre donnant directement accès à une des issues. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'accès à une issue ne doit pas traverser une chambre, une salle de bain ou un local technique.

NORMES D'AFFICHAGE ***4.84***

L'affichage doit être réalisé conformément aux dispositions de la section 11 du présent règlement.

SECTION 19
DISPOSITIONS RELATIVES AU PATRIMOINE

GÉNÉRALITÉ ***4.85***

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux zones PAT-1 et PAT-2, concernant tout nouveau bâtiment principal construit dans ces zones ainsi que pour toute transformation, agrandissement, modification et rénovation d'un bâtiment principal d'intérêt existant compris dans ces zones patrimoniales énuméré à l'annexe 1 du présent règlement.

INSERTION D'UN NOUVEAU BÂTIMENT ***4.86***

Tout nouveau bâtiment doit respecter les normes d'implantation prescrites à la grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zone du présent règlement.

L'orientation de la façade principale de chaque nouveau bâtiment devra être face à la rue.

La pente de toit devra être de 6/12 à 12/12.

ARCHITECTURE DES NOUVEAUX BÂTIMENTS ***4.87***

L'architecture et les matériaux de construction des nouveaux bâtiments devront s'harmoniser avec ceux des bâtiments d'intérêt patrimonial énumérés à l'annexe 1 et les matériaux de finition extérieure doivent être de la même classe et qualité que ceux qui sont employés par les bâtiments d'intérêt patrimonial.

BÂTIMENTS À CARACTÈRE PATRIMONIAL EXISTANTS ***4.88***

Un bâtiment principal d'intérêt existant compris dans les zones patrimoniales énuméré à l'annexe 1 doit respecter les normes prescrites aux articles suivants.

OUVERTURES ***4.89***

Il est prohibé de modifier la forme, le nombre, l'emplacement et les dimensions des ouvertures sur toutes les façades de tout bâtiment d'intérêt patrimonial à moins de retourner à la forme, au nombre ou à l'emplacement des ouvertures d'origine de ce bâtiment.

Dans le cas d'un bâtiment avec un usage d'utilité publique, des modifications sont possibles afin de rencontrer les exigences soumises au bâtiment d'utilité publique. Toutefois, les modifications devront s'intégrer à l'architecture actuelle du bâtiment.

Pour des raisons de salubrité, une ouverture par édifice peut être faite en autant que celle-ci concorde dans sa forme et dans ses proportions aux ouvertures déjà existantes.

En aucun cas, cette ouverture ne peut être pratiquée sur la façade principale.

TOIT ET LUCARNES ***4.90***

Il est prohibé de modifier la forme, la pente et les caractéristiques architecturales du toit et des lucarnes d'un bâtiment d'intérêt patrimonial à moins de retourner à la forme, à la pente ou aux caractéristiques architecturales d'origine du toit et des lucarnes de ce bâtiment.

AGRANDISSEMENT ***4.91***

Tout agrandissement d'un bâtiment d'intérêt patrimonial ne peut se faire que dans les cours latérales et arrière selon les conditions suivantes :

- L'agrandissement sur la façade arrière doit être fait dans le prolongement des murs latéraux ou en deçà de ceux-ci;
- La pente des versants de la toiture de l'agrandissement doit être identique à la partie existante. Aucun toit plat n'est permis;
- La grandeur et l'ordonnance des ouvertures, la couleur et la qualité du revêtement extérieur devront être identiques ou de qualité supérieure à ceux existants au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

DÉPLACEMENT ***4.92***

Tout déplacement est interdit sauf s'il est nécessaire pour des raisons de sécurité (ex : affaissement de terrain) qui peuvent mettre en péril l'existence ou la qualité architecturale du bâtiment.

COUPE DES ARBRES ***4.93***

Il est interdit de couper des arbres à l'intérieur des zones patrimoniales PAT-1 et PAT-2.

Toutefois, la coupe des arbres morts, malades ou dangereux pour la sécurité des personnes et des biens ou qui causent des dommages à la propriété publique ou privée est autorisée.

CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.94***

La coupe d'arbres doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment.

SECTION 20
DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION À PROXIMITÉ DE CERTAINES ACTIVITÉS CONTRAIGNANTES

DÉPÔTS DE NEIGES USÉES ***4.95***

Dans un rayon de 30 mètres de tout cours d'eau, lac ou étang, tout dépôt de neiges usées est prohibé.

NORMES D'IMPLANTATION EN BORDURE D'UNE ROUTE PUBLIQUE NUMÉROTÉE ***4.96***

Pour un terrain adjacent aux routes 243 et 220 et situé en dehors du périmètre d'urbanisation, tout bâtiment doit respecter une marge de recul avant minimale de 22.9 mètres à l'emprise de la route.

Malgré ce qui précède, si la distance d'alignement des bâtiments existants avant l'entrée en vigueur du présent règlement est moindre que cette distance minimale, les nouveaux bâtiments à être construits sur les lots adjacents doivent être placés de telle façon que leur distance d'alignement ou marge de recul minimale soit celle égale du bâtiment existant plus 1,5 mètre (5 pieds) pour chaque 18,3 mètres (60 pieds) de distance à partir du lot déjà construit. Si un bâtiment est construit entre des bâtiments déjà existants sur une rue, la marge de recul minimale ou marge de recul est établie sur la ligne qui unit les coins de bâtiments déjà construits.

COUR DE FERRAILLE ***4.97***

Lorsque permis à la grille des usages et des constructions autorisés par zone, l'implantation d'une cour de ferraille doit être située à une distance minimale de 1 000 mètres de tout périmètre d'urbanisation tel qu'identifié au plan de zonage.

De plus, le propriétaire de cour de ferraille doit ériger un écran végétal d'une hauteur minimale de 2 mètres dans une bande de 10 mètres en bordure de toute propriété voisine.

PISTE DE COURSE OU D'ESSAI DE VÉHICULES MOTORISÉS ***4.98***

Lorsque permis à la grille des usages et des constructions autorisés par zone, l'implantation d'une piste de course ou d'essai de véhicules motorisés doit être localisée à une distance minimale de 1000 mètres de tout périmètre d'urbanisation.

L'intensité du bruit mesuré aux limites du terrain de la piste de course ou d'essai de véhicules motorisés ne doit pas être supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain.

ZONES INDUSTRIELLES ***4.99***

Lorsque l'usage industriel est autorisé à la grille des usages et constructions autorisées par zone, les normes de la présente section s'appliquent.

Une marge de recul de 30 mètres est exigée par rapport à une autre zone à la grille des usages et constructions autorisées par zone, un écran végétal constitué d'arbustes et de résineux d'une hauteur minimale de 2 mètres et d'une largeur minimale de 10 mètres doit être implantée ou conservée. Toutefois, lorsque la zone industrielle est adjacente à une zone agricole ou agro forestière, ces normes ne s'appliquent pas.

ANCIEN LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE ***4.100***

Dans un rayon de 100 mètres autour de l'ancien lieu d'enfouissement sanitaire, tel qu'identifié au plan de zonage SAR-Z-02, toute construction est interdite et toute activité autre qu'agricole et forestière est prohibée.

Toutefois, tous les bâtiments existants, situés dans cette bande, bénéficient d'un droit acquis et tout agrandissement de ces bâtiments est permis en conformité avec la réglementation existante sur les droits acquis.

CIMETIÈRES ***4.101***

Aucune construction n'est permise dans un rayon de 10 mètres entourant les limites de tout cimetière.

SECTION 21
NORMES RELATIVES AUX ZONES INONDABLES

LES ZONES À RISQUE D'INONDATION DE RÉCURRENCE 0-20 ANS ***4.102***

Dans une zone d'inondation de grand courant (récurrence de 20 ans) ou une zone d'embâcle telle qu'identifiée au plan de zonage numéro SAR-Z-02, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception de :

1. Les travaux qui sont destinés à maintenir en bon état les terrains, à entretenir, à réparer, à moderniser ou à démolir les constructions ou les ouvrages existants situés dans la zone de grand courant, à la condition que ces travaux n'augmentent pas la superficie de la propriété exposée aux inondations; cependant, lors de travaux de modernisation ou de reconstruction d'une infrastructure liée à une voie de circulation publique, la superficie de l'ouvrage exposée aux inondations pourra être augmentée de 25% pour des raisons de sécurité publique ou pour rendre telle infrastructure conforme aux normes applicables; dans tous les cas, les travaux majeurs à une construction ou à un ouvrage devront entraîner l'immunisation de l'ensemble de celle-ci ou de celui-ci prévue au règlement de constructions en vigueur;

2. Les installations entreprises par les gouvernements ou les organismes sous leur compétence et qui sont nécessaires aux activités de trafic maritime, notamment les quais, les brise-lames, les canaux, les écluses et les aides fixes à la navigation. Des mesures d'immunisation appropriées devront s'appliquer aux parties des ouvrages situées sous le niveau d'inondation de la crue à récurrence de 100 ans;

3. Les installations souterraines linéaires de services d'utilité publique telles que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques ainsi que les conduites d'aqueduc et d'égout ne comportant aucune entrée de service pour les constructions ou ouvrages situés dans la zone inondable de grand courant;

4. La construction de réseaux d'aqueduc ou d'égout souterrains dans les secteurs déjà construit, mais non pourvus de ces services afin de raccorder uniquement les constructions et ouvrages déjà existants à la date d'entrée en vigueur du premier règlement municipal interdisant les nouvelles implantations;

5. Une installation septique destinée à des constructions ou des ouvrages existants. L'installation prévue doit être conforme à la réglementation sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

6. L'amélioration ou le remplacement d'un puits d'une résidence ou d'un établissement existant par un puits tubulaire, construit de façon à éviter les risques de contamination par scellement de l'espace annulaire par des matériaux étanches et de façon durable ainsi qu'à éviter la submersion;

7. Un ouvrage à aire ouverte, à des fins récréatives, autre qu'un terrain de golf, réalisable sans remblai ni déblai;

8. La reconstruction lorsqu'un ouvrage ou une construction a été détruit par une catastrophe autre qu'une inondation. Les reconstructions devront être immunisées conformément au règlement de construction en vigueur;

9. Les aménagements fauniques ne nécessitant pas de remblai et ceux qui en nécessitent, mais dans ce dernier cas, seulement s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

10. Les travaux de drainage des terres;

11. Les activités d'aménagement forestier, réalisées sans déblai, dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et à ses règlements;

12. Les activités agricoles réalisées sans remblai ni déblai

Peuvent également être permis certaines constructions, certains ouvrages et certains travaux, si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection applicables pour les rives et le littoral et s'ils font l'objet d'une dérogation conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1). Les constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation sont :

13. Les projets d'élargissement, de rehaussement, d'entrée et de sortie de contournement et de réalignement dans l'axe actuel d'une voie de circulation existante, y compris les voies ferrées;

14. Les voies de circulation traversant des plans d'eau et leurs accès;

15. Tout projet de mise en place de nouveaux services d'utilité publique situés au-dessus du niveau du sol tels que les pipelines, les lignes électriques et téléphoniques, les infrastructures reliées aux aqueducs et égouts, à l'exception des nouvelles voies de circulation;

16. Les puits communautaires servant au captage d'eau souterraine;

17. Un ouvrage servant au captage d'eau de surface se situant au-dessus du niveau du sol;

18. Les stations d'épurations des eaux usées;

19. Les ouvrages de protection contre les inondations entrepris par les gouvernements, leurs ministères ou organismes, ainsi que les municipalités, pour protéger les territoires déjà construits et les ouvrages particuliers de protection contre les inondations pour les constructions et ouvrages existants utilisés à des fins publiques, municipales, industrielles, commerciales, agricoles ou d'accès public;

20. Les travaux visant à protéger des inondations, des zones enclavées par des terrains dont l'élévation est supérieure à celle de la cote de crue de récurrence de 100 ans, et qui ne sont inondables que par le refoulement de conduites;

21. Toute intervention visant :
    - L'agrandissement d'un ouvrage destiné à la construction navale et aux activités maritimes, ou portuaires;
    - L'agrandissement d'un ouvrage destiné aux activités agricoles, industrielles, commerciales ou publiques;
    - L'agrandissement d'une construction et de ses dépendances en conservant la même typologie de zonage;

22. Les installations de pêche commerciale et d'aquaculture;

23. L'aménagement d'un fonds de terre à des fins récréatives, d'activités agricoles ou forestières, avec des ouvrages tels que chemins, sentiers piétonniers et pistes cyclables, nécessitant des travaux de remblai ou de déblai; ne sont cependant pas compris dans ces aménagements admissibles à une dérogation, les ouvrages de protection contre les inondations et les terrains de golf;

24. Un aménagement faunique nécessitant des travaux de remblai, qui n'est pas assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;

25. Les barrages à des fins municipales, industrielles, commerciales ou publiques, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

LES ZONES À RISQUE D'INONDATION DE RÉCURRENCE 20-100 ANS ***4.103***

Dans une zone d'inondation de faible courant (récurrence de 20-100 ans) telle qu'identifiée au plan de zonage numéro SAR-Z-02, sont interdits:

1- Toutes les constructions et tous les ouvrages non immunisés selon les normes prévues au règlement de construction en vigueur.

2- Les travaux de remblai autres que ceux requis pour l'immunisation des constructions et ouvrages autorisés.

CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.104***

Toute construction, tout ouvrage et tous travaux dans les zones à risque d'inondation doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment.

SECTION 22
NORMES RELATIVES AUX RIVES ET AU LITTORAL

OUVRAGES AUTORISÉS SUR LA RIVE ***4.105***

Dans la rive des lacs et cours d'eau sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux.

règlement 2011-331
règlement 2021-451

Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection préconisées pour les plaines inondables tel que prescrit dans les règlements municipaux.

a) les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation :

- la coupe nécessaire à l'aménagement d'une (1) ou deux (2) ouvertures donnant accès au plan d'eau et dont leur largeur combinée n'excède pas cinq (5) mètres, lorsque la pente de la rive est inférieure à trente (30 %) pour cent;
  Toutefois, pour les terrains riverains dont la largeur calculée à la ligne des hautes eaux est inférieure à 10 mètres, une seule ouverture d'une largeur maximale de trois (3) mètres est autorisée.
- l'élagage et l'émondage d'arbres pour l'aménagement d'une fenêtre verte d'une largeur maximale de cinq (5) mètres, lorsque la pente de la rive est égale ou supérieure à trente (30 %) pour cent ainsi qu'un sentier d'une largeur maximale de un (1) mètre ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
- la coupe sanitaire;
- Dans le cas de travaux d'abattage d'arbres à des fins commerciales, dans la rive des cours d'eau, il est possible de récolter uniformément un maximum de 30% des tiges de diamètre marchande, par aire de coupe (incluant les sentiers de débardage) par période de 10 ans. Dans la rive des plans d'eau (lacs), il est permis de récolter uniformément un maximum de 20% des tiges de diamètre marchand, par aire de coupe (incluant les sentiers de débardage), par période de 10 ans.;
- la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou ouvrage autorisé;
- les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable. Les techniques utilisées pour les travaux de revégétalisation, de même que le choix des essences végétales devront être celles du guide *Rive et nature, guide de renaturalisation, 2e édition* du Rappel (2005) ou tout autre ouvrage de référence équivalent;
- les divers modes de récolte de la végétation herbacée sur les terrains utilisés à des fins agricoles lorsque la pente de la rive est inférieure à trente (30 %) pour cent et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est égale ou supérieure à trente (30 %) pour cent;

b) la culture du sol à des fins d'exploitation agricole à la condition de conserver une bande minimale de végétation de trois (3) mètres dont la largeur est mesurée à partir de la ligne des hautes eaux. De plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à trois (3) mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus;

c) les ouvrages et travaux suivants :

- l'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants;
- l'agrandissement d'une construction localisée en totalité ou en partie dans la rive, à la condition que le degré de dérogation ne soit pas augmenté par cette modification et à la condition de ne pas agrandir en hauteur;
- l'addition d'un espace ouvert à l'extérieur d'une construction telle qu'un perron, un balcon, un escalier ou autres du même genre, à la condition qu'ils soient localisés à au moins cinq (5) mètres de la ligne des hautes eaux et qu'ils reposent sur un terrain sans excavation ni remblayage;
- l'installation de clôtures ou de haies;
- l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;
- l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
- lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle selon l'ordre prioritaire suivant :

1er Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions le permettent, les rives décapées ou dégradées doivent être stabilisées exclusivement par des plantes pionnières et des plantes typiques des rives des lacs et cours d'eau;

2e Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions ne permettent pas la stabilisation par des plantes pionnières et des plantes typiques des rives des lacs et cours d'eau, les rives décapées ou dégradées peuvent être stabilisées partiellement ou totalement par des perrés avec végétation, des perrés ou des murs de soutènement (gabions, mur de bois, mur de béton). Le perré avec végétation doit respecter une pente 1 :2, alors que le perré seul doit respecter une pente de 1 :1.5;

3e Le choix de la protection doit se faire en considérant d'abord l'ouvrage le moins artificiel qui permettra de rétablir le caractère naturel de la rive et en fonction de l'espace disponible. Le degré d'artificialisation croît de l'utilisation du perré avec végétation à celui du mur de soutènement.

- les puits individuels;
- les installations septiques conformes à la règlementation sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées édictée en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- la reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;
- les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article 4.106 du présent règlement;
- les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou pour des fins d'accès public y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1), de la Loi *sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi.

REMISE À L'ÉTAT NATUREL DES RIVES *4.105.1*

règlement 2011-331

Toute intervention de contrôle de la végétation, dont la tonte de gazon, le débroussaillage et l'abattage d'arbres est interdite sur l'ensemble de la rive de tout lac et cours d'eau.
Nonobstant ce qui précède, cette norme s'applique uniquement aux cours d'eau et lacs cartographiés du fichier de la BDTQ de la municipalité.
Cette norme ne s'applique pas aux cours d'eau et lacs situés en zone agricole permanente décrétée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* à l'exception des lots ou partie de lots utilisés à des fins autres que l'agriculture au sens de cette même loi.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux emplacements aménagés pour fins de plage publique, plage d'un établissement commercial ou plage d'un établissement récréatif, pour fins d'accès publics à un plan d'eau ou pour fins d'utilités publiques lorsque celles-ci nécessitent un dégagement de la végétation. Ne s'applique pas également aux terrains de golf.
Les dispositions du présent article n'ont pas pour effet d'empêcher la réalisation des interventions sur la rive et le littoral prévues aux articles 4.105 et 4.106.

EXCEPTIONS PRÈS DES BÂTIMENTS (REMISE À L'ÉTAT NATUREL DES RIVES) *4.105.2*

règlement 2011-331

Nonobstant l'article 4.105.1, l'entretien de la végétation, y compris la tonte de gazon, peut être autorisé sur une bande contiguë à un bâtiment ou une construction existants le 24 juillet 2008, soit la date d'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire #2008-01 de la MRC du Val-Saint-François. Dans le cas d'un bâtiment principal, la largeur de cette bande est déterminée par le tableau suivant :

	Cour avant	Cour arrière	Cour latérale
Bâtiment principal	5 m	3 m	2 m

La largeur de la bande d'exception contiguë aux bâtiments accessoires, aux espaces ouverts à l'extérieur d'une construction tels que perrons, balcons ou escaliers ou aux constructions ou ouvrages tels que piscines, jeux pour enfants et foyers est d'un mètre. Cette bande d'exception ne peut toutefois pas empiéter dans la bande de protection minimale de 5 mètres de tout lac ou cours d'eau.

REVÉGÉTALISATION DES RIVES *4.105.3*

règlement 2011-331

La revégétalisation de l'ensemble de la rive devra être réalisée dans un délai de 24 mois de l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire # 2008-01 de la MRC soit le 24 juillet 2008 si la végétation n'a pas reprise de façon naturelle. Les techniques utilisées pour les travaux de revégétalisation, de même que le choix des essences végétales devront être celles du guide *Rive et nature, guide de renaturalisation, 2e édition* du Rappel (2005) ou tout autre ouvrage de référence équivalent.
Nonobstant ce qui précède, cette norme s'applique uniquement aux cours d'eau et lacs cartographiés du fichier de la BDTQ. Cette norme ne s'applique pas aux cours d'eau et lacs situés en zone agricole permanente décrétée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* à l'exception des lots ou partie de lots utilisés à des fins autres que l'agriculture au sens de cette même loi.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux emplacements aménagés pour fins de plage publique, plage d'un établissement commercial ou plage d'un établissement récréatif, pour fins d'accès publics à un plan d'eau ou pour fins d'utilités publiques lorsque celles-ci nécessitent un dégagement de la végétation. Ne s'applique pas également aux terrains de golf.
Les dispositions du présent article n'ont pas pour effet d'empêcher la réalisation des interventions sur la rive et le littoral prévues aux articles 4.105 et 4.106.

EXCEPTIONS PRÈS DES BÂTIMENTS (REVÉGÉTALISATION DES RIVES) *4.105.4*

règlement 2011-331

Nonobstant l'article 4.105.3, la revégétalisation complète peut être dispensée sur une bande contiguë à un bâtiment ou une construction existante le 24 juillet 2008, soit la date d'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire #2008-01 de la MRC du Val-Saint-François. À l'intérieur de cette bande, les arbres ne seront pas exigés et seules les espèces arbustives et herbacées seront obligatoires. Dans le cas d'un bâtiment principal, la largeur de cette bande est déterminée par le tableau suivant :

	Cour avant	Cour arrière	Cour latérale
Bâtiment principal	5 m	3 m	2 m

La largeur de la bande d'exception contiguë aux bâtiments accessoires, aux espaces ouverts à l'extérieur d'une construction tels que perrons, balcons ou escaliers ou aux constructions ou ouvrages tels que piscines, jeux pour enfants et foyers est de 1 mètre

OUVRAGES AUTORISÉS SUR LE LITTORAL *4.106*

règlement 2011-331

Dans le littoral des lacs et cours d'eau, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux.
Peuvent toutefois être permis les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec d'autres mesures de protection préconisées pour les plaines inondables tel que prescrit dans les règlements municipaux.

a) les quais, abris ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes;
b) l'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants;
c) l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts;
d) les prises d'eau;
e) les équipements nécessaires à l'aquaculture;
f) l'aménagement, à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour le prélèvement d'eau dans le cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;
g) l'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;
h) les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, réalisés par les municipalités et les MRC dans les cours d'eau selon les pouvoirs et devoirs qui leurs sont conférés par la *Loi sur les compétences municipales*;

i) les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou pour des fins d'accès public y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c. C-61.1), de la Loi *sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) et de toute autre loi.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES SUR LA CONSTRUCTION D'UN QUAI ***4.107***

Le terrain où l'aménagement du quai est prévu doit avoir une largeur minimale de 20 mètres sur la rive du lac ou du cours d'eau.

La longueur maximale d'un quai est de 15 mètres.

La largeur maximale d'un quai est de 2 mètres.

Un espace minimal de 15 mètres doit être laissé entre chaque quai.

CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.108***

Toute construction, tout ouvrage et tous travaux sur la rive ou sur le littoral doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment.

SECTION 23
NORMES RELATIVES AUX MARÉCAGES

OUVRAGES PERMIS DANS LES MARÉCAGES ***4.109***

Dans une zone de marécage telle qu'identifiée au plan de zonage SAR-Z-01 et SAR-Z-02, l'excavation du sol, le déplacement d'humus et les travaux de déblai ou de remblai sont prohibés.

Malgré ce qui précède, les aménagements sur pilotis visant l'observation de la nature par le public en général sont permis.

SECTION 24
NORMES RELATIVES À L'ABATTAGE D'ARBRES

NORMES GÉNÉRALES D'ABATTAGE D'ARBRES ***4.110***

La MRC encadre dorénavant les principales activités forestières de son territoire dans un souci de protection du couvert forestier et d'exploitation durable de la ressource par l'application d'un règlement régional adopté en vertu de l'article 79.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

règlement 2021-451

Nonobstant ce qui précède, les normes générales suivantes s'appliquent sur les territoires soustraits de l'application du règlement régional adopté en vertu de l'article 79.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, les terrains d'utilisation résidentielle d'une superficie de 1 hectare et moins et les secteurs dédiés à la conservation identifiés à la règlementation municipale.

- la coupe sanitaire;

- la récupération de chablis;

- la récolte d'arbres de Noël cultivés;

- le défrichement pour implanter des constructions et des ouvrages conformes à la réglementation est permis;

- l'abattage d'arbres requis pour les travaux et ouvrages d'entretien, d'amélioration et d'aménagement effectués par les gouvernements et les municipalités conformément à des programmes gouvernementaux ou municipaux et aux lois et règlements en vigueur est permis;

- l'abattage d'arbres pouvant causer ou susceptibles de causer des nuisances ou dommages à la propriété publique ou privée est permis;

- l'abattage d'arbres requis pour l'implantation et l'entretien d'équipements ou d'infrastructures d'utilité publique est permis, sauf dans la rive où seuls sont permis :

  a) Le défrichement pour l'aménagement et l'entretien de traverse de cours d'eau pour les équipements et infrastructures d'utilité publique;
  b) Le défrichement pour la construction d'ouvrages de production et de transport d'électricité le long des cours d'eau;
  c) L'entretien et la réfection des équipements et infrastructures existants.

- l'abattage d'arbres requis pour l'ouverture et l'entretien d'une voie de circulation publique ou privée, d'un chemin de ferme, ainsi que l'amélioration et la reconstruction des routes y compris les ouvrages connexes sont permis, sauf dans la rive où seuls sont permis :

  a) le défrichement pour une voie de circulation publique ou privée pour les fins d'accès à une traverse de cours d'eau;
  b) le défrichement pour les fins de travaux de réfection et de redressement d'une route lorsqu'il est impossible d'étendre l'emprise du côté de la route existante du côté de la route non adjacente au cours d'eau, à la

condition qu'aucun remplissage ou creusage ne soit effectué dans le lit du cours d'eau et que tout talus érigé dans cette bande de protection soit recouvert de végétation afin de prévenir l'érosion et le ravinement;

c) l'entretien d'une voie de circulation publique ou privée et d'un chemin de ferme existant.

– Sur le territoire exclu de l'application du règlement régional portant sur la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François, aucune machinerie servant à l'exploitation forestière n'est permise dans la rive, sauf pour la traverse de cours d'eau aux endroits spécialement aménagés à cette fin.

ABATTAGE LE LONG D'UN CHEMIN PUBLIC ***4.111***

règlement 2021-451

Sur le territoire exclu de l'application du règlement régional portant sur la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François, l'abattage d'arbres à des fins commerciales est interdit sur une bande de 30 mètres de chaque côté de l'emprise d'un chemin public, sauf pour :

a) la coupe visant à prélever uniformément au plus 30% des tiges de bois commercial par période de 10 ans;
b) la coupe de conversion à condition que ce peuplement soit délimité et localisé sur un plan de gestion ou confirmé par écrit par un ingénieur forestier;
c) l'abattage d'un peuplement d'arbres matures à condition que ce peuplement soit délimité et localisé sur un plan de gestion ou confirmé par écrit par un ingénieur forestier;
d) les coupes forestières permises aux articles 4.110 et 4.112.

ABATTAGE D'ARBRES SUR LES PENTES FORTES ***4.112***

règlement 2021-451

Sur le territoire exclu de l'application du règlement régional portant sur la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François, l'abattage d'arbres à des fins commerciales sur des pentes de 30% et plus est interdit, sauf pour :

a) la coupe visant à prélever uniformément au plus 10% des tiges de bois commercial par période de 10 ans lorsque la pente est de 30% à moins de 50%;
b) l'abattage d'arbres visant la mise en place d'équipements récréatifs ainsi que l'implantation d'équipements publics lorsque la pente est de 50% et plus.

NORMES APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES, AGRO-FORESTIÈRE. AGRO-FORESTIÈRE DYNAMIQUE ET ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS *4.113*

(Abrogé)

règlement 2011-331
règlement 2021-451

CERTIFICAT D'AUTORISATION *4.114*

Sur le territoire exclu de l'application du règlement régional portant sur la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François, les travaux d'abattage d'arbres doivent faire l'objet, au préalable, d'un certificat d'autorisation délivré conformément aux prescriptions du règlement de permis et certificats.

règlement 2021-451

SECTION 25
DISPOSITIONS SUR LES TERRAINS DE CAMPING

ZONES AUTORISÉES POUR LES TERRAINS DE CAMPING NON AMÉNAGÉS ***4.115***

Les terrains de camping non aménagés sont autorisés uniquement dans les zones spécifiquement mentionnées dans la grille des constructions et usages permis du chapitre 7 du présent règlement.

ZONES AUTORISÉES POUR LES TERRAINS DE CAMPING AMÉNAGÉS ***4.116***

Les terrains de camping aménagés sont autorisés uniquement dans les zones spécifiquement mentionnées dans la grille des constructions et usages permis du chapitre 7 du présent règlement.

SUPERFICIE MINIMALE ET DENSITÉ BRUTE ***4.117***

La superficie minimale totale d'un terrain de camping est de 8 000 mètres carrés.

Les densités brutes selon le type d'emplacement sont les suivantes :

Type d'emplacement de camping	Densité brute (Nombre maximal d'emplacements à l'hectare (ha))	
Non aménagé	12	1 emplacement par 833.33 m^2
Aménagé	30	1 emplacement par 333.33 m^2

NOMBRE MAXIMAL D'EMPLACEMENTS ***4.118***

Le nombre maximal selon le type d'emplacements est le suivant :

Type d'emplacement de camping	Nombre maximal d'emplacements au total
Non aménagé	36
Aménagé	n/a

MARGES DE RECUL ***4.119***

Une marge de recul minimale de 10 mètres de toute limite de propriété, de 30 mètres de l'emprise de toute route du réseau supérieur et de 20 mètres de l'emprise de toute autre rue ou chemin public ou privé, à l'exception de l'aménagement des voies d'accès au terrain de camping, doivent être respectées, de sorte qu'aucun emplacement ne peut être situé à l'intérieur de ces marges de recul.

De plus, un écran végétal d'au moins 10 mètres doit être aménagé le long des lignes latérales et arrière du terrain.

AMÉNAGEMENT ET DIMENSION DES EMPLACEMENTS 4.120

L'aménagement et les dimensions des emplacements de camping doivent respecter les normes suivantes:

1. La superficie minimale de chaque emplacement selon les aires doit respecter les normes du tableau suivant ;

Aire	**Emplacement non aménagé accessible à pied**	**Emplacement aménagé ou non aménagé accessible en véhicule**	
		tente et véhicule récréatif de moins de 12 m de longueur	**véhicules de plus de 12 m de longueur**
Aire pour la tente	9 m^2	25 m^2	Non applicable
Aire de pique-nique	33 m^2	33 m^2	58 m^2
Aire d'accès et de stationnement	Non applicable	111 m^2	124 m^2
Total	42m^2	169 m^2	182 m^2

2. Les distances entre les types d'emplacements doivent respecter les normes du tableau suivant ;

Type d'emplacement de camping	**Distance maximale entre le bâtiment sanitaire et l'emplacement le plus loin**	**Distance minimale entre les emplacements**
Non aménagé	200 m	25 m
Aménagé	230 m	10 m
Les distances sont mesurées à partir des limites des emplacements. Dans le cas de 2 emplacements de type différent, la distance entre eux à appliquer est la plus grande.		

3. La largeur minimale de chaque emplacement est de 10 mètres;

4. En milieu boisé, chaque emplacement doit être entouré d'une bande boisée latérale et arrière minimale de 2 mètres. Aucun déboisement ou ouvrage n'est permis dans cette bande;

5. En milieu boisé, le déboisement sur la superficie totale du terrain ne doit pas excéder 60% des tiges de plus de 10 cm de diamètre à 1 mètre du sol;

6. En milieu déboisé, un minimum de 3 arbres doit être planté sur chaque emplacement et un minimum de 3 arbres par 300 mètres carrés doit être planté sur les espaces communautaires;

7. Chaque emplacement, autre que ceux d'un terrain de camping non aménagé, doit être desservi par une voie d'accès carrossable d'une largeur minimale de 3 mètres;

8. Les emplacements doivent être bien drainés, secs et assez loin des eaux stagnantes pour que celles-ci ne soient pas une cause d'insalubrité.

BÂTIMENTS ***4.121***

Un seul bâtiment principal par terrain de camping aménagé est autorisé.

Seul un bâtiment d'accueil d'une superficie maximale de 30 mètres carrés pour un terrain de camping non aménagé est autorisé.

L'érection d'un bâtiment principal ou d'accueil et de tout autre bâtiment accessoire doit respecter les normes du présent règlement et les normes du règlement de construction.

BÂTIMENTS ACCESSOIRES DESTINÉS AUX SERVICES COMMUNAUTAIRES SUR LES TERRAINS DE CAMPING AMÉNAGÉS ***4.122***

Pour les terrains de camping aménagés, seuls les bâtiments accessoires destinés aux services communautaires du terrain de camping sont autorisés. Aucun bâtiment accessoire de quelque nature que ce soit ne devra être autorisé sur les emplacements de camping destinés à accueillir une tente, un véhicule récréatif motorisé ou non ou un autre équipement semblable.

Les bâtiments accessoires destinés aux services communautaires doivent respecter les dispositions suivantes :

1. Un bâtiment accessoire destiné aux services communautaires pour chaque 10 emplacements, est autorisé;

2. La superficie maximale autorisée est de 30 mètres carrés;

3. La hauteur maximale autorisée est de 3.5 mètres.

LIMITATION DE L'UTILISATION D'UN EMPLACEMENT ***4.123***

Un emplacement de camping ne peut être utilisé que pour l'installation et l'occupation par une tente, un véhicule récréatif motorisé ou non ou un autre équipement semblable pour fin de séjour.

Sur une tente, un véhicule récréatif motorisé ou non ou un autre équipement semblable :

1. Il est interdit de procéder à un agrandissement ou à des modifications de manière à en réduire sa mobilité ou encore de manière à en affecter sa conformité aux normes provinciales concernant les véhicules routiers;

2. Il est interdit de remplacer les parties amovibles de toile ou d'autres matériaux par des parties fixes ou rigides;

3. Aucun toit rigide ne doit être installé au-dessus.

CONTENANTS À ORDURES ***4.124***

Le nombre suivant de contenants à ordures doit être disponible :

1. Un contenant de petite capacité pour les ordures par quatre emplacements ou, un conteneur de grande capacité pour les ordures par vingt emplacements;

2. Un contenant pour les ordures pour chaque 300 mètres carrés d'espace communautaire doit être disponible.

VOIE DE CIRCULATION POUR VÉHICULE ***4.125***

Les voies de circulations doivent respecter les dispositions suivantes :

1. La pente ne peut être supérieure à 10%;

2. La largeur carrossable est de 3 mètres minimum pour une voie à sens unique;

3. La largeur carrossable est de 7 mètres minimum pour une voie à double sens.

SECTION 26
DISPOSITIONS SUR LES STATIONS-SERVICE ET LES LAVE-AUTOS

STATIONS-SERVICE, POSTE D'ESSENCE ET LAVE-AUTOS ***4.126***

Les stations-service et les postes d'essence sont soumis aux dispositions suivantes :

- La marge de recul du bâtiment principal est de 12 mètres;
- Les marges latérales minimales sont de 4,5 mètres;
- La cour arrière doit avoir une profondeur minimale de 4,5 mètres;
- Malgré les dispositions sur les cours avant minimales et résiduelles, il est permis l'installation des pompes et poteaux d'éclairage dans la cour avant;
- Un espace d'au moins 6 mètres entre les pompes et la ligne de rue doit être présent;
- Ces pompes peuvent être recouvertes d'un toit relié au bâtiment principal ou indépendant et d'une hauteur libre minimale de 4 mètres. L'empiètement du toit doit s'arrêter à une distance d'au moins 3 mètres de l'emprise de la rue;
- La superficie carrossable doit être recouverte d'asphalte, de pavé ou de béton;

INCORPORATION DE LAVE-AUTOS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES ***4.127***

Chacune des unités lave-autos dont dispose une station-service doit être précédée d'un espace suffisamment grand pour stationner au moins 3 automobiles en file d'attente à raison de 1 case de 3 mètres par 7 mètres par automobile.

SECTION 27
DISPOSITIONS SUR LA DÉMOLITION DE BÂTIMENTS OU AUTRES OUVRAGES DÉSAFFECTÉS

DÉMOLITION DE BÂTIMENT ET CONSTRUCTION DÉSAFFECTÉE ***4.128***

Le terrain où un bâtiment a été démoli doit être libéré de tout débris dans les soixante (60) jours suivant la démolition.

Tous les puits, excavations, fosses, piscines creusées qui ne sont plus utilisés ou sont désaffectés doivent être comblés et le terrain doit être nivelé dans les soixante (60) jours suivant la démolition ou la désaffectation.

SECTION 28
DISPOSITIONS SUR LES SYSTÈMES EXTÉRIEURS DE CHAUFFAGE À COMBUSTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL OU ACCESSOIRE

règlement 2008-305

GÉNÉRALITÉS ***4.129***

La présente section permet de régir l'implantation des systèmes extérieurs de chauffage à combustion d'un bâtiment principal ou accessoire sur le territoire de la municipalité.

IMPLANTATION DES SYSTÈMES EXTÉRIEURS DE CHAUFFAGE ***4.130***

règlement 2011-331

L'implantation d'un système extérieur de chauffage est permise uniquement dans les zones de type AG, AF, AFD et ID aux conditions suivantes :

- Un seul système extérieur de chauffage est permis par terrain. Toutefois, pour un usage industriel ou agricole, deux systèmes extérieurs de chauffage sont permis;
- L'implantation est permise en cour arrière ou en cour latérale selon la direction des vents dominants, de façon à éviter la fumée vers le bâtiment du propriétaire et/ou les bâtiments voisins;
- Le système extérieur de chauffage doit être situé à 30 mètres des lignes de terrains;
- Le système extérieur de chauffage doit être situé à 16 mètres de tout bâtiment sur le même terrain;
- Le système extérieur de chauffage doit être alimenté uniquement par du bois de chauffage. Les déchets toxiques, les animaux morts, les résidus de plastique, papier goudronné, pneu, solvant ou autres déchets et/ou produits de même nature ne peuvent servir en aucun cas à alimenter le système extérieur de chauffage;
- Le bois servant à la combustion doit être empilé de façon ordonnée sur le terrain;
- L'extrémité de la cheminée doit être située à au moins 75 % de la hauteur des gouttières de la résidence plus 60 cm;
- La canalisation entre le système extérieur de chauffage et le bâtiment doit se faire de façon souterraine;
- Seul un système extérieur de chauffage détenant une homologation relative à la sécurité incendie est permis;
- Le système extérieur de chauffage ainsi que sa cheminée doivent être maintenus en bon état tout au long de la durée de vie du système.

CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.131***

L'installation d'un système extérieur de chauffage à combustion doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment. »

SECTION 29
DISPOSITIONS SUR LES ÉOLIENNES DOMESTIQUES ET COMMERCIALES

règlement 2008-305
règlement 2011-331

GÉNÉRALITÉS *4.132*

La présente section permet de régir l'implantation des éoliennes domestiques et commerciales sur le territoire de la municipalité. règlement 2011-331

IMPLANTATION DES ÉOLIENNES DOMESTIQUES *4.133*

L'implantation d'une éolienne domestique est permise uniquement dans les zones de type AG, AF, AFD, ID et dans la zone RU-4 aux conditions suivantes : règlement 2011-331

Le terrain sur lequel se trouve l'éolienne domestique doit avoir une superficie minimale de 2000 m²;
Une seule éolienne domestique est permise par terrain;
L'implantation est permise en cour arrière seulement, à 20 mètres des lignes latérales et arrières du terrain;
Les turbines doivent être situées à une distance au moins égale à la hauteur de la tour par rapport aux limites actuelles (ou proposées) de la propriété afin d'éviter toute détérioration ou accident pouvant être provoqué par un défaut de la tour, d'un hauban ou d'un câble;
L'éolienne domestique doit être située à au moins 100 m horizontalement de tout bâtiments et/ou deux fois l'équivalent de la hauteur de l'éolienne (incluant les palles) pour tous autres obstacles;
En cas d'empiètement de toute ligne de propriété, une servitude réelle, en vigueur et publiée au bureau de la publicité des droits est nécessaire pour toute la durée de vie de l'éolienne.

L'éolienne domestique doit être située à une distance telle d'une habitation voisine (habitation située hors du terrain sur lequel est situé l'éolienne) que le fonctionnement crée un bruit, pouvant être mesuré immédiatement à l'extérieur des murs de cette habitation, d'un niveau d'intensité acoustique ou sonore inférieur ou égale à 35 dba, excluant les autres bruits ambiants, à moins toutefois que le propriétaire de l'éolienne domestique n'ait fait publier au bureau de la publicité des droits une servitude réelle, en vigueur toute la durée de vie de l'éolienne domestique et permettant expressément cette situation. La responsabilité du respect de cette norme, tout au long de la durée de vie de l'éolienne domestique, incombe au propriétaire de l'éolienne domestique.

APPARENCE DES ÉOLIENNES DOMESTIQUES *4.134*

Seules les éoliennes domestiques de type tubulaire unique ou monotube sont permises;

Seule la couleur blanche est autorisée;

Un espace libre autour de l'éolienne domestique doit être conservé pour faciliter son entretien;

Toute éolienne domestique doit être conservée propre, sans graffitis et sans rouille.

AMÉNAGEMENT AÉRIEN DES ÉOLIENNES DOMESTIQUES ***4.135***

Une éolienne domestique doit être reliée par des fils uniquement de manière souterraine et non visible.

HORS FONCTIONNEMENT DES ÉOLIENNES DOMESTIQUES ***4.136***

Toute éolienne domestique détruite, brisée ou mise en arrêt de fonctionnement pour toute autre raison pendant plus de 12 mois, doit être réparée ou remise en fonction, ou à défaut de quoi, elle doit être démantelée dans les 12 mois qui suivent son arrêt de fonctionnement.

Dans le cas du démantèlement d'une éolienne domestique, aucun vestige, débris, fondation ou autre partie de l'éolienne domestique ne peut être laissé sur place. Aucun accessoire de l'éolienne domestique, par exemple les fils inutiles, ne peut être laissé sur place. Toutefois, la partie des fondations en béton située sous le niveau moyen du sol peut exceptionnellement être laissée sur place si cette partie est non apparente et recouverte de sol végétal et de végétation. Bref, le terrain doit visuellement être remis en état par le propriétaire de l'éolienne domestique.

CERTIFICAT D'AUTORISATION ***4.137***

L'installation d'une éolienne domestique doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment.

IMPLANTATION DES ÉOLIENNES COMMERCIALES ***4.138***

Toute éolienne commerciale est prohibée à l'intérieur des zones suivantes: règlement 2011-331

- L'affectation « Périmètre d'urbanisation » correspondant à l'ensemble des zones du noyau villageois et les zones RU-1, RU-4, RU-5 et CI-1 situées dans le périmètre urbain à l'ouest de la municipalité.

Le tout tel que défini à la carte SAR-Z-02.

L'agrandissement ou la modification des limites territoriales de l'une des aires énumérées ci-dessus doit tenir compte de la présence d'éoliennes commerciales sur le territoire afin de respecter la présente disposition.

ZONE DE PROTECTION PAR RAPPORT À UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE ***4.139***

Toute éolienne commerciale est prohibée à l'intérieur d'un rayon de 750 mètres autour des aires suivantes : règlement 2011-331

- L'affectation « Périmètre d'urbanisation » correspondant à l'ensemble des zones du noyau villageois et les zones RU-1, RU-4, RU-5 et CI-1 situées dans le périmètre urbain à l'ouest de la municipalité.

Le tout tel que défini à la carte SAR-Z-02

L'agrandissement ou la modification des limites territoriales de l'une des aires énumérées ci-dessus doit tenir compte de la présence d'éoliennes commerciales sur le territoire afin de respecter la présente disposition.

DISTANCE D'ÉLOIGNEMENT D'UNE RÉSIDENCE PAR RAPPORT À UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE ***4.140***

règlement 2011-331

Toute éolienne commerciale doit être située à 500 mètres d'une résidence existante à la date de la demande du certificat d'autorisation pour cette même éolienne.

Toute éolienne commerciale jumelée à un groupe d'électrogène diesel doit être située à 750 mètres d'une résidence existante à la date de la demande du certificat d'autorisation pour cette même éolienne.

DISTANCE D'ÉLOIGNEMENT POUR D'AUTRES ÉLÉMENTS PAR RAPPORT À UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE ***4.141***

règlement 2011-331

L'implantation de toute éolienne commerciale doit respecter les distances minimales requises par rapport aux éléments suivants :

ÉLÉMENTS	DISTANCES MINIMALES	ÉLÉMENTS	DISTANCES MINIMALES
COURS D'EAU CARTOGRAPHIÉ	100 MÈTRES	SENTIERS RÉCRÉATIFS (SENTIERS DE MOTONEIGE ET DE QUAD)	200 MÈTRES
LAC	1 KILOMÈTRE	ROUTE PUBLIQUE	200 MÈTRES
MILIEU HUMIDE	100 MÈTRES	ROUTE PUBLIQUE NUMÉROTÉE	300 MÈTRES
SENTIERS RÉCRÉATIFS • PISTES CYCLABLES • SENTIERS ÉQUESTRES • SENTIERS PÉDESTRES	500 MÈTRES		

La modification du tracé ou l'ajout de nouvelles routes ou sentiers récréatifs doit tenir compte de la présence d'éoliennes commerciales sur le territoire afin de respecter la présente disposition.

MARGES D'IMPLANTATION D'UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE *4.142*

règlement 2011-331

Toute éolienne commerciale doit être implantée de façon à ce que l'extrémité des pales soit toujours située à une distance égale ou supérieure à 1,5 mètre d'une ligne de terrain d'une propriété voisine.

Malgré l'alinéa précédent, une éolienne commerciale peut être implantée en partie sur une propriété voisine et/ou empiéter au-dessus de l'espace aérien s'il y a une entente notariée et enregistrée entre les propriétaires.

FORMES ET COULEUR D'UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE *4.143*

règlement 2011-331

Toute éolienne commerciale doit être de forme longiligne et tubulaire et de couleur blanche.

CHEMINS D'ACCÈS D'UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE *4.144*

règlement 2011-331

Les chemins d'accès existants doivent être utilisés en priorité avant de construire de nouveaux chemins.

L'inutilisation des chemins existants doit être justifiée par le promoteur du projet.

Les alternatives pour la localisation des nouveaux chemins doivent être acceptées par la municipalité de même que par le propriétaire foncier.

Pour l'aménagement de nouveaux chemins d'accès, les dimensions suivantes doivent être respectées :

<u>Chemin d'accès temporaire</u>
L'aménagement d'un chemin d'accès temporaire menant à une éolienne commerciale lors des travaux d'implantation doit avoir une largeur d'emprise d'un maximum de 12 mètres.

<u>Chemin d'accès permanent</u>
L'aménagement d'un chemin d'accès permanent menant à une éolienne commerciale pour les fins d'entretien doit avoir une largeur d'emprise de 10 mètres. La revégétalisation des emprises excédentaires est obligatoire.

Un chemin d'accès doit être implanté à une distance égale ou supérieure à 1,5 mètre d'une ligne de lot à l'exception des chemins d'accès existants ou mitoyens. Dans le cas contraire, une entente notariée et enregistrée entre les propriétaires est nécessaire.

ENFOUISSEMENT DES FILS D'UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE ***4.145***

L'implantation des fils électriques reliant les éoliennes commerciales doit être souterraine. Toutefois, le raccordement peut être aérien s'il est démontré que le réseau de fils doit traverser une contrainte tel un lac, un cours d'eau, un secteur marécageux ou une couche de roc. règlement 2011-331

L'implantation souterraine ne s'applique pas aux fils électriques longeant les voies publiques de circulation et destinés à raccorder les éoliennes commerciales au réseau électrique d'Hydro-Québec.

En milieu forestier, l'enfouissement des fils électriques reliant les éoliennes commerciales doit se faire à l'intérieur de l'emprise du chemin d'accès permanent aménagée pour les fins de l'entretien d'éoliennes de façon à limiter le déboisement.

Lors du démantèlement d'une éolienne commerciale ou d'un parc éolien, les fils électriques doivent obligatoirement être retirés du sol.

AMÉNAGEMENT DES POSTES DE RACCORDEMENT DES ÉOLIENNES COMMERCIALES ***4.146***

Une clôture ayant une opacité supérieure à 80% doit entourer un poste de raccordement. règlement 2011-331

Un assemblage constitué d'une clôture et d'une haie peut être réalisé. Cette haie doit être composée dans une proportion d'au moins 80% de conifères à aiguilles persistantes ayant une hauteur d'au moins 3 mètres. L'espacement des arbres est d'un mètre pour les cèdres et de 2 mètres pour les autres conifères.

Les postes de raccordement doivent être situés à 50 mètres d'une résidence existante à la date de la demande du certificat d'autorisation pour cette même éolienne.

DÉMANTÈLEMENT DES ÉOLIENNES COMMERCIALES ***4.147***

Les éoliennes commerciales doivent être entretenues de façon permanente et doivent être opérationnelles en tout temps. règlement 2011-331

Toute éolienne commerciale non fonctionnelle pour des raisons de dysfonctionnement mécanique durant plus de 1 an doit être démantelée ou changée dans un délai maximum de 6 mois.

Suite à l'arrêt définitif de l'exploitation des éoliennes commerciales ou du parc éolien, tous les équipements et les installations devront être démantelés et évacués hors des sites dans un délai de 2 ans. Ceci vise les tours, les nacelles, les pales, lignes électriques enfouies et aériennes, les postes de raccordement

électrique, les socles de béton ainsi que toutes autres installations temporaires ou permanentes reliées à l'exploitation de l'éolienne commerciale ou du parc éolien.

Le site d'implantation des éoliennes commerciales doit être remis à l'état original avant son exploitation. Les socles de béton doivent être arasés sur une profondeur de 2 mètres avant leur recouvrement par des sols propices à la croissance des végétaux. L'ensemble des surfaces doit être ensemencé, remis en culture ou reboisé selon le cas. De plus, le site devra être exempt de toute contamination, une étude prouvant que le sol est exempt de toute contamination devra être faite et présentée à la municipalité. En cas de contamination, le site d'exploitation devra être décontaminé.

CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR UNE ÉOLIENNE COMMERCIALE ***4.148***

L'installation d'une éolienne commerciale doit faire l'objet de l'émission préalable d'un certificat d'autorisation par l'inspecteur en bâtiment de la municipalité. règlement 2011-331

SECTION 30
DISPOSITIONS SUR LA CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE EN ZONE AGRICOLE

règlement 2011-331

GÉNÉRALITÉS 4.149

Dans la zone agricole, aucun permis de construction pour une résidence ne peut être émis sauf :

1. pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole du Québec permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA (L.R.Q., chapitre P-41.1);
2. pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole du Québec permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA (L.R.Q., chapitre P-41.1) ainsi que la reconstruction d'une résidence bénéficiant de la prescription de conformité de l'article 100.1 de la LPTAA (L.R.Q., chapitre P-41.1) et reconnue par la Commission;
3. pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ou du Tribunal administratif du Québec à la suite d'une demande produite à la Commission de protection du territoire agricole du Québec avant la date de décision (360623) rendue le 2 décembre 2009;
4. pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à la suite d'une demande produite pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la Commission ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit de l'article 31 de la LPTAA (L.R.Q., chapitre P-41.1), mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;
5. pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à la suite d'une demande produite pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis commerciaux, institutionnels et industriels en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA (L.R.Q., chapitre P-41.1);
6. pour les dispositions prévues aux articles 4.150 à 4.155

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS 4.150

La construction résidentielle est permise dans les îlots déstructurés de type 1 et 3 selon les conditions spécifiées aux articles 4.151 et 4.152.

Les îlots déstructurés de type 1 et 3 sont identifiés et cartographiés au plan de zonage SAR-Z-01.

La reconnaissance d'un îlot déstructuré de type 1 et 3 n'ajoutera pas de nouvelles contraintes pour la pratique de l'agriculture sur les lots avoisinants par rapport à une résidence existante et située à l'intérieur de l'îlot.

CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE DANS LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS DE TYPE 1 (AVEC MORCELLEMENT) ***4.151***

À l'intérieur des limites des îlots déstructurés de type 1 tels qu'apparaissant sur le plan de zonage SAR-Z-01, l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à des fins résidentielles est autorisée dans le respect des normes prévues aux règlements d'urbanisme de la municipalité. Une seule résidence est permise par lot distinct.

CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE DANS LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS DE TYPE 3 (SANS MORCELLEMENT) ***4.152***

À l'intérieur des limites des îlots déstructurés de type 3 tels qu'apparaissant sur le plan de zonage SAR-Z-01, l'utilisation à des fins résidentielles est autorisée sur une superficie maximale de 2 787 mètres carrés ou 3 716 mètres carrés en bordure d'un plan d'eau pour la construction d'une nouvelle résidence par unité foncière existante en date du 26 novembre 2008. Le morcellement sera permis uniquement pour détacher la parcelle de terrain bénéficiant d'un droit acquis au sens de la LPTAA. Une seule résidence est permise par lot distinct.

CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE SUR LES UNITÉS FONCIÈRES VACANTES DE 10 HECTARES ET PLUS ***4.153***

L'utilisation à des fins résidentielles est autorisée sur une superficie maximale de 2 787 mètres carrés ou 3 716 mètres carrés en bordure d'un plan d'eau pour la construction d'une seule résidence, par unité foncière de 10 hectares et plus, vacante en date du 26 novembre 2008, située dans l'affectation agro-forestière en zone agricole et dans le respect des conditions spécifiées aux articles 4.154 et 4.155.

Remembrement de lots

Le remembrement des propriétés foncières est possible. Pour se faire, deux ou plusieurs unités foncières vacantes au 26 novembre 2008, situées à l'intérieur de l'affectation agro-forestière en zone agricole, peuvent être remembrées de telle sorte à atteindre la superficie minimale prévue de 10 hectares. Suite au remembrement, l'utilisation à des fins résidentielles est autorisée sur une superficie maximale de 2 787 mètres carrés ou 3 716 mètres carrés en bordure d'un plan d'eau pour la construction d'une seule résidence, et ce, dans le respect des conditions prévues aux articles 4.154 et 4.155.

Chemin d'accès

Lorsque la résidence à construire ne peut être implantée à proximité de la route et qu'un chemin d'accès est nécessaire pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'additionner à la superficie de 2 787 mètres carrés, ou 3 716 mètres carrés en bordure d'un plan d'eau sans excéder 5 000 mètres carrés. Le chemin d'accès devra être d'une largeur minimale de 5 mètres.

Superficie comprise entre deux affectations
Lorsqu'une unité foncière vacante au 26 novembre 2008 se retrouve en partie dans l'affectation agro-forestière en zone agricole (l'autre partie se trouvant dans l'affectation agricole ou agro-forestière dynamique), c'est la superficie totale de la propriété qui compte pour la superficie minimale requise de 10 hectares. Toutefois, la résidence doit être implantée à l'intérieur de l'affectation agro-forestière en zone agricole.

Construction pour les terrains vacants après le 26 novembre 2008
De plus, un permis de construction pour une résidence pourra être émis pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à la suite d'une demande produite pour permettre la construction d'une résidence sur une unité foncière de 10 hectares et plus, devenue vacante après le 26 novembre 2008, située dans l'affectation agro-forestière, et où des activités agricoles substantielles sont déjà mises en place sur la propriété. L'intérêt de poursuivre la production agricole doit être durable par la combinaison de l'investissement fait et les revenus agricoles réalisés et escomptés, soit la notion de viabilité. La demande d'autorisation à la CPTAQ devra avoir reçu l'appui de la MRC et de l'UPA.

MARGE DE RECUL 4.154

Une marge de recul latérale de 30 mètres doit être respectée entre une résidence autorisée et une ligne de propriété non résidentielle. Une marge de recul latérale de 75 mètres doit aussi être respectée entre une résidence et un champ en culture, situé sur la propriété voisine ou bien de la partie de champ qui n'est pas déjà grevée pour l'épandage de fumiers, par un puits, une résidence existante, un cours d'eau.

L'implantation d'un puits visant à desservir une nouvelle résidence autorisée sera interdit à moins de 300 mètres d'un champ cultivé sur une propriété voisine au sens du Règlement sur le captage des eaux souterraines (Q-2, r.1.3). La distance de 300 mètres ne s'applique qu'à la partie qui n'est pas grevée par un puits existant au moment de la demande de permis de construction ou par une autre contrainte prévue au Règlement sur les exploitations agricoles (Q-2 r.11.1) et au Règlement sur le captage des eaux souterraines (Q-2, r.1.3).

DISTANCE SÉPARATRICE 4.155

L'implantation d'une résidence autorisée doit respecter une distance séparatrice réciproque vis-à-vis l'établissement de production animale le plus rapproché, ou celui faisant office de point de référence, en basant les calculs selon les paramètres du tableau suivants ou pour le nombre du certificat d'autorisation de l'établissement de production animale en question, si supérieur.

Type de production	Unités animales	Distance minimale requise (m)
Bovine	jusqu'à 225	150
Bovine (engraissement)	jusqu'à 400	182
Laitière	jusqu'à 225	132
Porcine (maternité)	jusqu'à 225	236
Porcine (engraissement)	jusqu'à 599	322
Porcine (maternité et engraissement)	jusqu'à 330	267
Poulet	jusqu'à 225	236
Autres productions	Distances prévues par les orientations du gouvernement pour 225 unités animales	150

Suite à l'implantation de la nouvelle résidence, un établissement d'élevage existant pourra être agrandi ou le type d'élevage modifié, de même que le nombre

d'unités animales pourra être augmenté, sans contrainte additionnelle. Donc, en date de l'émission du permis de construction, ladite résidence ne comptera pas comme point de référence pour ledit établissement de production animale de référence (notion de transparence).

Toutefois, tout agrandissement ou modification du type d'élevage de l'établissement de production animale de référence existant à l'époque de l'implantation de ladite résidence est toujours assujetti de l'observance des autres lois et règlements et, le cas échéant, de l'obtention des certificats d'autorisation nécessaires des ministères responsables.

SECTION 31
DISPOSITIONS CONCERNANT LA GARDE DE POULES DANS LE PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

règlement 2018-429

GÉNÉRALITÉS ***4.156***

La garde de poules est permise uniquement dans la zone R-7. La garde de poules est permise selon les conditions suivantes :

- Un maximum de douze poules est permis;
- Un maximum de douze poussins est permis;
- Aucun coq n'est permis;
- La garde de ces animaux doit uniquement être dans un but personnel.

BÂTIMENT D'ÉLEVAGE ***4.157***

Les poules et les poussins doivent être gardés en permanence dans un poulailler ou dans l'enclos extérieur au pourtour du poulailler.

Le poulailler et l'enclos extérieur doivent être clôturés de manière à ce que les poules ou poussins ne puissent s'en échapper.

Il est interdit de laisser les poules et poussins en liberté sur le terrain.

Le poulailler doit être habitable à l'année et être construit avec des matériaux isolants. Une source de chaleur pour l'hiver doit également être disponible pour le confort des animaux.

PROPRETÉ DU POULAILLER ***5.158***

Le poulailler et l'enclos extérieur doivent demeurer propres en tout temps.

Les déjections animales doivent être disposées de manière quotidienne et appropriée.

Aucune accumulation de déjections animales n'est permise sur le terrain.

SECTION 32
DISPOSITIONS SUR LA CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE DANS LA ZONE R-8

règlement 2020-437

GÉNÉRALITÉS ***4.159***

Malgré certaines dispositions générales dans le présent règlement, les dispositions de cette section prévalent.

SUPERFICIE D'IMPLANTATION AU SOL DU BÂTIMENT PRINCIPAL ***4.160***

La superficie d'implantation au sol d'un bâtiment principal dans la zone R-8 doit se situer entre 50 m² et 100 m².

LARGEUR MINIMALE DU BÂTIMENT PRINCIPAL ***4.161***

La largeur minimale de la façade avant du bâtiment principal doit être de 6 mètres.

ÉCLAIRAGE RÉSIDENTIEL ***4.162***

Un lampadaire d'une hauteur maximale de 2,5 mètres doit être installé sur chaque terrain comportant un bâtiment principal.

L'éclairage de ce lampadaire doit projeter la lumière vers le bas.

TOITURE ***4.163***

Les matériaux utilisés pour la toiture doivent obligatoirement être de tôle prépeinte. Sauf dans le cas des toits plats, utiliser des matériaux reconnus.

FONDATIONS ***4.164***

Les pieux vissés et les fondations en béton continu sont autorisés.

BÂTIMENTS ACCESSOIRES ***4.165***

Un maximum de deux bâtiments accessoires est permis par propriété.

La superficie additionnée des deux bâtiments accessoires ne doit pas excéder 50% de la superficie du bâtiment.

Un seul garage est autorisé par terrain.

SECTION 33
DISPOSITIONS RELATIVES À LA COHABITATION HARMONIEUSE ENTRE UN SITE MINIER ET LES USAGES SENSIBLES DU TERRITOIRE

règlement 2023-463

GÉNÉRALITÉS 4.166

La présente section vise à assurer une cohabitation harmonieuse sur le territoire entre u un site minier et certains usages. Conséquemment, certains usages et constructions doivent respecter les normes d'aménagement suivantes.

NOUVELLE CARRIÈRE/SABLIÈRE DE TENURE PRIVÉE 4.167

Toute nouvelle carrière/sablière de tenure privée est interdite aux endroits suivants :

1- Dans un rayon de 600 mètres de tous les périmètres urbains des municipalités pour une carrière ou 150 mètres de tous périmètres urbains des municipalités pour une sablière. La distance minimale à respecter se calcule à partir des limites de l'affectation périmètre d'urbanisation de la municipalité;

2- Dans l'aire de protection des installations de prélèvement d'eau de catégorie 1, conformément aux dispositions législatives règlementaires provinciales en vigueur et dans les aires de protection des installations de prélèvement d'eau de catégorie 2.

NOUVELLE RUE À PROXIMITÉ D'UN SITE MINIER 4.168

La construction d'une nouvelle rue doit respecter une distance minimale de 35 mètres d'un site minier existant.

La distance minimale à respecter se calcule à partir des limites du lot faisant l'objet d'une autorisation d'exploitation ou des limites du lot où sont sis des infrastructures et bâtiments liés à l'exploitation du site.

Cette norme ne s'applique pas à l'intérieur des périmètres urbains et de l'affectation industrielle de la municipalité.

L'implantation d'un nouveau site minier à proximité d'une rue existante doit se faire en conformité avec les dispositions législatives règlementaires provinciales en vigueur;

NOUVELLE HABITATION ET/OU SITE INSTITUTIONNEL À PROXIMITÉ D'UN SITE MINIER 4.169

1- La construction de toute nouvelle habitation ou d'un site institutionnel ainsi que tout agrandissement d'un périmètre d'urbanisation à des fins résidentielles ou institutionnelles doit se faire à une distance minimale de :

- 150 mètres de l'aire d'exploitation d'une sablière;
- 600 mètres de l'aire d'exploitation d'une carrière (ou autre site minier).

a. Les présentes dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas :
   - aux usages mentionnés existants;
   - aux périmètres d'urbanisation existants à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;
   - aux terrains situés en îlots déstructurés (article 59) reconnus par la Commission de protection du territoire et des activités agricoles (CPTAQ);
   - aux terrains cadastrés en date du 16 juin 2021. Cependant, advenant la subdivision d'un terrain cadastré, la construction d'une nouvelle habitation ou d'un nouveau site institutionnel devra passer obligatoirement par le processus de dérogation énoncé au point iii du présent article.
   - à une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant du site minier;
   - à la reconstruction d'un bâtiment relié à un usage résidentiel ou institutionnel lorsque ce bâtiment était existant avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

b. Malgré le paragraphe 1, l'agrandissement d'un périmètre d'urbanisation déjà soumis à la contrainte de distance de tout site minier existant peut se faire uniquement en s'éloignant du site minier.

2- Malgré les distances minimales prévues au paragraphe 1 du présent article, les usages sensibles mentionnés (nouvelle habitation ou nouveau site institutionnel) peuvent s'établir à une distance inférieure si une étude, réalisée par un professionnel habilité à le faire, démontre que les nuisances générées par l'activité minière présente (bruits, poussières, vibrations) ne portent pas atteinte à la qualité de vie prévue. Pour y parvenir, cette étude devra démontrer que les normes édictées en la matière par le Règlement sur les carrières et sablières ainsi que par le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RLRQ, chapitre Q-2, r. 4.1) sont respectées.

Advenant également que l'activité minière soit visible de l'emplacement où l'usage sensible est prévu, l'impact visuel devra être réduit au maximum. Pour se faire, un écran végétal devra avoir une profondeur minimale de 30 mètres et être constitué d'arbres dont la densité et la hauteur sont suffisantes pour rendre invisible l'aire d'exploitation au-delà de l'écran tampon. En l'absence de boisés pouvant être préservés, l'écran tampon, d'une profondeur de 30 mètres également doit être aménagé par la plantation d'arbres à croissance rapide d'une hauteur minimale de 1 mètre.

3. L'implantation d'un nouveau site minier à proximité d'une habitation et/ou d'un site institutionnel existant doit se faire en conformité avec les dispositions législatives règlementaires provinciales en vigueur.

CHAPITRE 5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX ACTIVITÉS AGRICOLES

SECTION 1
NORMES D'IMPLANTATION PARTICULIÈRES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS

DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE ***5.1***

La distance entre, d'une part, l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des fumiers et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant est calculée en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception des galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès.

Pour tous les autres sites, les distances séparatrices minimales à respecter sont calculées selon la formule suivante:

B x C x D x E x F x G = distance séparatrice d'une installation d'élevage

Sept (7) paramètres sont nécessaires pour faire le calcul de la formule:

A: Le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établit à l'aide du tableau du paragraphe a) du présent article.

B: Le paramètre B est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau figurant au paragraphe b) du présent article la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.

C: Le paramètre C est celui du potentiel d'odeur. Le tableau du paragraphe c) du présent article présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.

D: Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau du paragraphe d) du présent article fournit la valeur de ce paramètre au regard du mode de gestion des engrais de ferme.

E: Le paramètre E renvoie au type de projet.

F: Le paramètre F est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure au paragraphe f) du présent article.

G: Le paramètre G est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. Le paragraphe g) du présent article précise la valeur de ce facteur.

a) Nombre d'unités animales (paramètre A)

1. Aux fins de la détermination du paramètre A, sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.

2. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.

3. Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

Groupe ou catégorie d'animaux	**Nombre d'animaux équivalent à une unité animale**
Vache ou taure, taureau, cheval	1
Veau ou génisse de 225 à 500 kilogrammes (kg)	2
Veau de moins de 225 kg	5
Porc d'élevage d'un poids de 20 à 100 kg	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kg	25
Poules pondeuses ou coqs	125
Poulets à griller ou à rôtir	250
Poulettes en croissance	250
Dindes de plus de 13 kg	50
Dindes de 8,5 à 10 kg	75
Dindes de 5 à 5,5 kg	100
Visons femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	100
Renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Brebis et agneaux de l'année	4
Chèvres et les chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Cailles	1500
Faisans	300

GRILLE DES DISTANCES SÉPARATRICES EN FONCTION DU NB D'UNITÉS ANIMALES

b) Distances de base (Paramètre B)*

Unités animales	Distance (m)	**Unités animales**	Distance (m)	**Unités animales**	Distance (m)	**Unités animales**	Distance (m)	**Unités animales**	Distance (m)
1	86	**51**	297	**101**	368	**151**	417	**201**	456
2	107	**52**	299	**102**	369	**152**	418	**202**	457
3	122	**53**	300	**103**	370	**153**	419	**203**	458
4	133	**54**	302	**104**	371	**154**	420	**204**	458
5	143	**55**	304	**105**	372	**155**	421	**205**	459
6	152	**56**	306	**106**	373	**156**	421	**206**	460
7	159	**57**	307	**107**	374	**157**	422	**207**	461
8	166	**58**	309	**108**	375	**158**	423	**208**	461
9	172	**59**	311	**109**	377	**159**	424	**209**	462
10	178	**60**	312	**110**	378	**160**	425	**210**	463
11	183	**61**	314	**111**	379	**161**	426	**211**	463
12	188	**62**	315	**112**	380	**162**	426	**212**	464
13	193	**63**	317	**113**	381	**163**	427	**213**	465
14	198	**64**	319	**114**	382	**164**	428	**214**	465
15	202	**65**	320	**115**	383	**165**	429	**215**	466
16	206	**66**	322	**116**	384	**166**	430	**216**	467
17	210	**67**	323	**117**	385	**167**	431	**217**	467
18	214	**68**	325	**118**	386	**168**	431	**218**	468
19	218	**69**	326	**119**	387	**169**	432	**219**	469
20	221	**70**	328	**120**	388	**170**	433	**220**	469
21	225	**71**	329	**121**	389	**171**	434	**221**	470
22	228	**72**	331	**122**	390	**172**	435	**222**	471
23	231	**73**	332	**123**	391	**173**	435	**223**	471
24	234	**74**	333	**124**	392	**174**	436	**224**	472
25	237	**75**	335	**125**	393	**175**	437	**225**	473
26	240	**76**	336	**126**	394	**176**	438	**226**	473
27	243	**77**	338	**127**	395	**177**	438	**227**	474

28	246	**78**	339	**128**	396	**178**	439	**228**	475
29	249	**79**	340	**129**	397	**179**	440	**229**	475
30	251	**80**	342	**130**	398	**180**	441	**230**	476
31	254	**81**	343	**131**	399	**181**	442	**231**	477
32	256	**82**	344	**132**	400	**182**	442	**232**	477
33	259	**83**	346	**133**	401	**183**	443	**233**	478
34	261	**84**	347	**134**	402	**184**	444	**234**	479
35	264	**85**	348	**135**	403	**185**	445	**235**	479
36	266	**86**	350	**136**	404	**186**	445	**236**	480
37	268	**87**	351	**137**	405	**187**	446	**237**	481
38	271	**88**	352	**138**	405	**188**	447	**238**	481
39	273	**89**	353	**139**	406	**189**	448	**239**	482
40	275	**90**	355	**140**	407	**190**	448	**240**	482
41	277	**91**	356	**141**	408	**191**	449	**241**	483
42	279	**92**	357	**142**	409	**192**	450	**242**	484
43	281	**93**	358	**143**	410	**193**	451	**243**	484
44	283	**94**	359	**144**	411	**194**	451	**244**	485
45	285	**95**	361	**145**	412	**195**	452	**245**	486
46	287	**96**	362	**146**	413	**196**	453	**246**	486
47	289	**97**	363	**147**	414	**197**	453	**247**	487
48	291	**98**	364	**148**	415	**198**	454	**248**	487
49	293	**99**	365	**149**	415	**199**	455	**249**	488
50	295	**100**	367	**150**	416	**200**	456	**250**	489
251	489	**301**	518	**351**	544	**401**	567	**451**	588
252	490	**302**	518	**352**	544	**402**	567	**452**	588
253	490	**303**	519	**353**	544	**403**	568	**453**	589
254	491	**304**	520	**354**	545	**404**	568	**454**	589
255	492	**305**	520	**355**	545	**405**	568	**455**	590
256	492	**306**	521	**356**	546	**406**	569	**456**	590
257	493	**307**	521	**357**	546	**407**	569	**457**	590
258	493	**308**	522	**358**	547	**408**	570	**458**	591
259	494	**309**	522	**359**	547	**409**	570	**459**	591

260	495	**310**	523	**360**	548	**410**	571	**460**	592
261	495	**311**	523	**361**	548	**411**	571	**461**	592
262	496	**312**	524	**362**	549	**412**	572	**462**	592
263	496	**313**	524	**363**	549	**413**	572	**463**	593
264	497	**314**	525	**364**	550	**414**	572	**464**	593
265	498	**315**	525	**365**	550	**415**	573	**465**	594
266	498	**316**	526	**366**	551	**416**	573	**466**	594
267	499	**317**	526	**367**	551	**417**	574	**467**	594
268	499	**318**	527	**368**	552	**418**	574	**468**	595
269	500	**319**	527	**369**	552	**419**	575	**469**	595
270	501	**320**	528	**370**	553	**420**	575	**470**	596
271	501	**321**	528	**371**	553	**421**	575	**471**	596
272	502	**322**	529	**372**	554	**422**	576	**472**	596
273	502	**323**	530	**373**	554	**423**	576	**473**	597
274	503	**324**	530	**374**	554	**424**	577	**474**	597
275	503	**325**	531	**375**	555	**425**	577	**475**	598
276	504	**326**	531	**376**	555	**426**	578	**476**	598
277	505	**327**	532	**377**	556	**427**	578	**477**	598
278	505	**328**	532	**378**	556	**428**	578	**478**	599
279	506	**329**	533	**379**	557	**429**	579	**479**	599
280	506	**330**	533	**380**	557	**430**	579	**480**	600
281	507	**331**	534	**381**	558	**431**	580	**481**	600
282	507	**332**	534	**382**	558	**432**	580	**482**	600
283	508	**333**	535	**383**	559	**433**	581	**483**	601
284	509	**334**	535	**384**	559	**434**	581	**484**	601
285	509	**335**	536	**385**	560	**435**	581	**485**	602
286	510	**336**	536	**386**	560	**436**	582	**486**	602
287	510	**337**	537	**387**	560	**437**	582	**487**	602
288	511	**338**	537	**388**	561	**438**	583	**488**	603
289	511	**339**	538	**389**	561	**439**	583	**489**	603
290	512	**340**	538	**390**	562	**440**	583	**490**	604
291	512	**341**	539	**391**	562	**441**	584	**491**	604

292	513	**342**	539	**392**	563	**442**	584	**492**	604
293	514	**343**	540	**393**	563	**443**	585	**493**	605
294	514	**344**	540	**394**	564	**444**	585	**494**	605
295	515	**345**	541	**395**	564	**445**	586	**495**	605
296	515	**346**	541	**396**	564	**446**	586	**496**	606
297	516	**347**	541	**397**	565	**447**	586	**497**	606
298	516	**348**	542	**398**	565	**448**	587	**498**	607
299	517	**349**	543	**399**	566	**449**	587	**499**	607
300	517	**350**	543	**400**	566	**450**	588	**500**	607
501	608	**551**	626	**601**	643	**651**	660	**701**	675
502	608	**552**	626	**602**	644	**652**	660	**702**	676
503	608	**553**	627	**603**	644	**653**	660	**703**	676
504	609	**554**	627	**604**	644	**654**	661	**704**	676
505	609	**555**	627	**605**	645	**655**	661	**705**	676
506	610	**556**	628	**606**	645	**656**	661	**706**	677
507	610	**557**	628	**607**	645	**657**	662	**707**	677
508	610	**558**	628	**608**	646	**658**	662	**708**	677
509	611	**559**	629	**609**	646	**659**	662	**709**	678
510	611	**560**	629	**610**	646	**660**	663	**710**	678
511	612	**561**	630	**611**	647	**661**	663	**711**	678
512	612	**562**	630	**612**	647	**662**	663	**712**	679
513	612	**563**	630	**613**	647	**663**	664	**713**	679
514	613	**564**	631	**614**	648	**664**	664	**714**	679
515	613	**565**	631	**615**	648	**665**	664	**715**	679
516	613	**566**	631	**616**	648	**666**	665	**716**	680
517	614	**567**	632	**617**	649	**667**	665	**717**	680
518	614	**568**	632	**618**	649	**668**	665	**718**	680
519	614	**569**	632	**619**	649	**669**	665	**719**	681
520	615	**570**	633	**620**	650	**670**	666	**720**	681
521	615	**571**	633	**621**	650	**671**	666	**721**	681
522	616	**572**	633	**622**	650	**672**	666	**722**	682
523	616	**573**	634	**623**	651	**673**	667	**723**	682

524	616	**574**	634	**624**	651	**674**	667	**724**	682
525	617	**575**	635	**625**	651	**675**	667	**725**	682
526	617	**576**	635	**626**	652	**676**	668	**726**	683
527	617	**577**	635	**627**	652	**677**	668	**727**	683
528	618	**578**	636	**628**	652	**678**	668	**728**	683
529	618	**579**	636	**629**	653	**679**	669	**729**	684
530	619	**580**	636	**630**	653	**680**	669	**730**	684
531	619	**581**	637	**631**	653	**681**	669	**731**	684
532	619	**582**	637	**632**	654	**682**	669	**732**	685
533	620	**583**	637	**633**	654	**683**	670	**733**	685
534	620	**584**	638	**634**	654	**684**	670	**734**	685
535	620	**585**	638	**635**	655	**685**	670	**735**	685
536	621	**586**	638	**636**	655	**686**	671	**736**	686
537	621	**587**	639	**637**	655	**687**	671	**737**	686
538	621	**588**	639	**638**	656	**688**	671	**738**	686
539	622	**589**	639	**639**	656	**689**	672	**739**	687
540	622	**590**	640	**640**	656	**690**	672	**740**	687
541	623	**591**	640	**641**	657	**691**	672	**741**	687
542	623	**592**	640	**642**	657	**692**	673	**742**	687
543	623	**593**	641	**643**	657	**693**	673	**743**	688
544	624	**594**	641	**644**	658	**694**	673	**744**	688
545	624	**595**	641	**645**	658	**695**	673	**745**	688
546	624	**596**	642	**646**	658	**696**	674	**746**	689
547	625	**597**	642	**647**	658	**697**	674	**747**	689
548	625	**598**	642	**648**	659	**698**	674	**748**	689
549	625	**599**	643	**649**	659	**699**	675	**749**	689
550	626	**600**	643	**650**	659	**700**	675	**750**	690
751	690	**801**	704	**851**	718	**901**	731	**951**	743
752	690	**802**	704	**852**	718	**902**	731	**952**	743
753	691	**803**	705	**853**	718	**903**	731	**953**	744
754	691	**804**	705	**854**	718	**904**	731	**954**	744
755	691	**805**	705	**855**	719	**905**	732	**955**	744

756	691	**806**	706	**856**	719	**906**	732	**956**	744
757	692	**807**	706	**857**	719	**907**	732	**957**	745
758	692	**808**	706	**858**	719	**908**	732	**958**	745
759	692	**809**	706	**859**	720	**909**	733	**959**	745
760	693	**810**	707	**860**	720	**910**	733	**960**	745
761	693	**811**	707	**861**	720	**911**	733	**961**	746
762	693	**812**	707	**862**	721	**912**	733	**962**	746
763	693	**813**	707	**863**	721	**913**	734	**963**	746
764	694	**814**	708	**864**	721	**914**	734	**964**	746
765	694	**815**	708	**865**	721	**915**	734	**965**	747
766	694	**816**	708	**866**	722	**916**	734	**966**	747
767	695	**817**	709	**867**	722	**917**	735	**967**	747
768	695	**818**	709	**868**	722	**918**	735	**968**	747
769	695	**819**	709	**869**	722	**919**	735	**969**	747
770	695	**820**	709	**870**	723	**920**	735	**970**	748
771	696	**821**	710	**871**	723	**921**	736	**971**	748
772	696	**822**	710	**872**	723	**922**	736	**972**	748
773	696	**823**	710	**873**	723	**923**	736	**973**	748
774	697	**824**	710	**874**	724	**924**	736	**974**	749
775	697	**825**	711	**875**	724	**925**	737	**975**	749
776	697	**826**	711	**876**	724	**926**	737	**976**	749
777	697	**827**	711	**877**	724	**927**	737	**977**	749
778	698	**828**	711	**878**	725	**928**	737	**978**	750
779	698	**829**	712	**879**	725	**929**	738	**979**	750
780	698	**830**	712	**880**	725	**930**	738	**980**	750
781	699	**831**	712	**881**	725	**931**	738	**981**	750
782	699	**832**	713	**882**	726	**932**	738	**982**	751
783	699	**833**	713	**883**	726	**933**	739	**983**	751
784	699	**834**	713	**884**	726	**934**	739	**984**	751
785	700	**835**	713	**885**	727	**935**	739	**985**	751
786	700	**836**	714	**886**	727	**936**	739	**986**	752
787	700	**837**	714	**887**	727	**937**	740	**987**	752

788	701	**838**	714	**888**	727	**938**	740	**988**	752
789	701	**839**	714	**889**	728	**939**	740	**989**	752
790	701	**840**	715	**890**	728	**940**	740	**990**	753
791	701	**841**	715	**891**	728	**941**	741	**991**	753
792	702	**842**	715	**892**	728	**942**	741	**992**	753
793	702	**843**	716	**893**	729	**943**	741	**993**	753
794	702	**844**	716	**894**	729	**944**	741	**994**	753
795	702	**845**	716	**895**	729	**945**	742	**995**	754
796	703	**846**	716	**896**	729	**946**	742	**996**	754
797	703	**847**	717	**897**	730	**947**	742	**997**	754
798	703	**848**	717	**898**	730	**948**	742	**998**	754
799	704	**849**	717	**899**	730	**949**	743	**999**	755
800	704	**850**	717	**900**	730	**950**	743	**1000**	755
1001	755	**1051**	767	**1101**	778	**1151**	789	**1201**	800
1002	755	**1052**	767	**1102**	778	**1152**	789	**1202**	800
1003	756	**1053**	767	**1103**	778	**1153**	789	**1203**	800
1004	756	**1054**	767	**1104**	779	**1154**	790	**1204**	800
1005	756	**1055**	768	**1105**	779	**1155**	790	**1205**	800
1006	756	**1056**	768	**1106**	779	**1156**	790	**1206**	801
1007	757	**1057**	768	**1107**	779	**1157**	790	**1207**	801
1008	757	**1058**	768	**1108**	780	**1158**	790	**1208**	801
1009	757	**1059**	769	**1109**	780	**1159**	791	**1209**	801
1010	757	**1060**	769	**1110**	780	**1160**	791	**1210**	801
1011	757	**1061**	769	**1111**	780	**1161**	791	**1211**	802
1012	758	**1062**	769	**1112**	780	**1162**	791	**1212**	802
1013	758	**1063**	770	**1113**	781	**1163**	792	**1213**	802
1014	758	**1064**	770	**1114**	781	**1164**	792	**1214**	802
1015	758	**1065**	770	**1115**	781	**1165**	792	**1215**	802
1016	759	**1066**	770	**1116**	781	**1166**	792	**1216**	803
1017	759	**1067**	770	**1117**	782	**1167**	792	**1217**	803
1018	759	**1068**	771	**1118**	782	**1168**	793	**1218**	803
1019	759	**1069**	771	**1119**	782	**1169**	793	**1219**	803

1020	760	**1070**	771	**1120**	782	**1170**	793	**1220**	804
1021	760	**1071**	771	**1121**	782	**1171**	793	**1221**	804
1022	760	**1072**	772	**1122**	783	**1172**	793	**1222**	804
1023	760	**1073**	772	**1123**	783	**1173**	794	**1223**	804
1024	761	**1074**	772	**1124**	783	**1174**	794	**1224**	804
1025	761	**1075**	772	**1125**	783	**1175**	794	**1225**	805
1026	761	**1076**	772	**1126**	784	**1176**	794	**1226**	805
1027	761	**1077**	773	**1127**	784	**1177**	795	**1227**	805
1028	761	**1078**	773	**1128**	784	**1178**	795	**1228**	805
1029	762	**1079**	773	**1129**	784	**1179**	795	**1229**	805
1030	762	**1080**	773	**1130**	784	**1180**	795	**1230**	806
1031	762	**1081**	774	**1131**	785	**1181**	795	**1231**	806
1032	762	**1082**	774	**1132**	785	**1182**	796	**1232**	806
1033	763	**1083**	774	**1133**	785	**1183**	796	**1233**	806
1034	763	**1084**	774	**1134**	785	**1184**	796	**1234**	806
1035	763	**1085**	774	**1135**	785	**1185**	796	**1235**	807
1036	763	**1086**	775	**1136**	786	**1186**	796	**1236**	807
1037	764	**1087**	775	**1137**	786	**1187**	797	**1237**	807
1038	764	**1088**	775	**1138**	786	**1188**	797	**1238**	807
1039	764	**1089**	775	**1139**	786	**1189**	797	**1239**	807
1040	764	**1090**	776	**1140**	787	**1190**	797	**1240**	808
1041	764	**1091**	776	**1141**	787	**1191**	797	**1241**	808
1042	765	**1092**	776	**1142**	787	**1192**	798	**1242**	808
1043	765	**1093**	776	**1143**	787	**1193**	798	**1243**	808
1044	765	**1094**	776	**1144**	787	**1194**	798	**1244**	808
1045	765	**1095**	777	**1145**	788	**1195**	798	**1245**	809
1046	766	**1096**	777	**1146**	788	**1196**	799	**1246**	809
1047	766	**1097**	777	**1147**	788	**1197**	799	**1247**	809
1048	766	**1098**	777	**1148**	788	**1198**	799	**1248**	809
1049	766	**1099**	778	**1149**	789	**1199**	799	**1249**	809
1050	767	**1100**	778	**1150**	789	**1200**	799	**1250**	810
1251	810	**1301**	820	**1351**	830	**1401**	839	**1451**	848

1252	810	**1302**	820	**1352**	830	**1402**	839	**1452**	849
1253	810	**1303**	820	**1353**	830	**1403**	839	**1453**	849
1254	810	**1304**	820	**1354**	830	**1404**	840	**1454**	849
1255	811	**1305**	821	**1355**	830	**1405**	840	**1455**	849
1256	811	**1306**	821	**1356**	831	**1406**	840	**1456**	849
1257	811	**1307**	821	**1357**	831	**1407**	840	**1457**	850
1258	811	**1308**	821	**1358**	831	**1408**	840	**1458**	850
1259	811	**1309**	821	**1359**	831	**1409**	841	**1459**	850
1260	812	**1310**	822	**1360**	831	**1410**	841	**1460**	850
1261	812	**1311**	822	**1361**	832	**1411**	841	**1461**	850
1262	812	**1312**	822	**1362**	832	**1412**	841	**1462**	850
1263	812	**1313**	822	**1363**	832	**1413**	841	**1463**	851
1264	812	**1314**	822	**1364**	832	**1414**	842	**1464**	851
1265	813	**1315**	823	**1365**	832	**1415**	842	**1465**	851
1266	813	**1316**	823	**1366**	833	**1416**	842	**1466**	851
1267	813	**1317**	823	**1367**	833	**1417**	842	**1467**	851
1268	813	**1318**	823	**1368**	833	**1418**	842	**1468**	852
1269	813	**1319**	823	**1369**	833	**1419**	843	**1469**	852
1270	814	**1320**	824	**1370**	833	**1420**	843	**1470**	852
1271	814	**1321**	824	**1371**	833	**1421**	843	**1471**	852
1272	814	**1322**	824	**1372**	834	**1422**	843	**1472**	852
1273	814	**1323**	824	**1373**	834	**1423**	843	**1473**	852
1274	814	**1324**	824	**1374**	834	**1424**	843	**1474**	853
1275	815	**1325**	825	**1375**	834	**1425**	844	**1475**	853
1276	815	**1326**	825	**1376**	834	**1426**	844	**1476**	853
1277	815	**1327**	825	**1377**	835	**1427**	844	**1477**	853
1278	815	**1328**	825	**1378**	835	**1428**	844	**1478**	853
1279	815	**1329**	825	**1379**	835	**1429**	844	**1479**	854
1280	816	**1330**	826	**1380**	835	**1430**	845	**1480**	854
1281	816	**1331**	826	**1381**	835	**1431**	845	**1481**	854
1282	816	**1332**	826	**1382**	836	**1432**	845	**1482**	854
1283	816	**1333**	826	**1383**	836	**1433**	845	**1483**	854

1284	816	**1334**	826	**1384**	836	**1434**	845	**1484**	854
1285	817	**1335**	827	**1385**	836	**1435**	845	**1485**	855
1286	817	**1336**	827	**1386**	836	**1436**	846	**1486**	855
1287	817	**1337**	827	**1387**	837	**1437**	846	**1487**	855
1288	817	**1338**	827	**1388**	837	**1438**	846	**1488**	855
1289	817	**1339**	827	**1389**	837	**1439**	846	**1489**	855
1290	818	**1340**	828	**1390**	837	**1440**	846	**1490**	856
1291	818	**1341**	828	**1391**	837	**1441**	847	**1491**	856
1292	818	**1342**	828	**1392**	837	**1442**	847	**1492**	856
1293	818	**1343**	828	**1393**	838	**1443**	847	**1493**	856
1294	818	**1344**	828	**1394**	838	**1444**	847	**1494**	856
1295	819	**1345**	828	**1395**	838	**1445**	847	**1495**	856
1296	819	**1346**	829	**1396**	838	**1446**	848	**1496**	857
1297	819	**1347**	829	**1397**	838	**1447**	848	**1497**	857
1298	819	**1348**	829	**1398**	839	**1448**	848	**1498**	857
1299	819	**1349**	829	**1399**	839	**1449**	848	**1499**	857
1300	820	**1350**	829	**1400**	839	**1450**	848	**1500**	857
1501	857	**1551**	866	**1601**	875	**1651**	884	**1701**	892
1502	858	**1552**	867	**1602**	875	**1652**	884	**1702**	892
1503	858	**1553**	867	**1603**	875	**1653**	884	**1703**	892
1504	858	**1554**	867	**1604**	876	**1654**	884	**1704**	892
1505	858	**1555**	867	**1605**	876	**1655**	884	**1705**	892
1506	858	**1556**	867	**1606**	876	**1656**	884	**1706**	893
1507	859	**1557**	867	**1607**	876	**1657**	885	**1707**	893
1508	859	**1558**	868	**1608**	876	**1658**	885	**1708**	893
1509	859	**1559**	868	**1609**	876	**1659**	885	**1709**	893
1510	859	**1560**	868	**1610**	877	**1660**	885	**1710**	893
1511	859	**1561**	868	**1611**	877	**1661**	885	**1711**	893
1512	859	**1562**	868	**1612**	877	**1662**	885	**1712**	894
1513	860	**1563**	868	**1613**	877	**1663**	886	**1713**	894
1514	860	**1564**	869	**1614**	877	**1664**	886	**1714**	894
1515	860	**1565**	869	**1615**	877	**1665**	886	**1715**	894

1516	860	**1566**	869	**1616**	878	**1666**	886	**1716**	894
1517	860	**1567**	869	**1617**	878	**1667**	886	**1717**	894
1518	861	**1568**	869	**1618**	878	**1668**	886	**1718**	895
1519	861	**1569**	870	**1619**	878	**1669**	887	**1719**	895
1520	861	**1570**	870	**1620**	878	**1670**	887	**1720**	895
1521	861	**1571**	870	**1621**	878	**1671**	887	**1721**	895
1522	861	**1572**	870	**1622**	879	**1672**	887	**1722**	895
1523	861	**1573**	870	**1623**	879	**1673**	887	**1723**	895
1524	862	**1574**	870	**1624**	879	**1674**	887	**1724**	896
1525	862	**1575**	871	**1625**	879	**1675**	888	**1725**	896
1526	862	**1576**	871	**1626**	879	**1676**	888	**1726**	896
1527	862	**1577**	871	**1627**	879	**1677**	888	**1727**	896
1528	862	**1578**	871	**1628**	880	**1678**	888	**1728**	896
1529	862	**1579**	871	**1629**	880	**1679**	888	**1729**	896
1530	863	**1580**	871	**1630**	880	**1680**	888	**1730**	897
1531	863	**1581**	872	**1631**	880	**1681**	889	**1731**	897
1532	863	**1582**	872	**1632**	880	**1682**	889	**1732**	897
1533	863	**1583**	872	**1633**	880	**1683**	889	**1733**	897
1534	863	**1584**	872	**1634**	881	**1684**	889	**1734**	897
1535	864	**1585**	872	**1635**	881	**1685**	889	**1735**	897
1536	864	**1586**	872	**1636**	881	**1686**	889	**1736**	898
1537	864	**1587**	873	**1637**	881	**1687**	890	**1737**	898
1538	864	**1588**	873	**1638**	881	**1688**	890	**1738**	898
1539	864	**1589**	873	**1639**	881	**1689**	890	**1739**	898
1540	864	**1590**	873	**1640**	882	**1690**	890	**1740**	898
1541	865	**1591**	873	**1641**	882	**1691**	890	**1741**	898
1542	865	**1592**	873	**1642**	882	**1692**	890	**1742**	899
1543	865	**1593**	874	**1643**	882	**1693**	891	**1743**	899
1544	865	**1594**	874	**1644**	882	**1694**	891	**1744**	899
1545	865	**1595**	874	**1645**	883	**1695**	891	**1745**	899
1546	865	**1596**	874	**1646**	883	**1696**	891	**1746**	899
1547	866	**1597**	874	**1647**	883	**1697**	891	**1747**	899

1548	866	**1598**	875	**1648**	883	**1698**	891	**1748**	899
1549	866	**1599**	875	**1649**	883	**1699**	891	**1749**	900
1550	866	**1600**	875	**1650**	883	**1700**	892	**1750**	900
1751	900	**1801**	908	**1851**	916	**1901**	923	**1951**	931
1752	900	**1802**	908	**1852**	916	**1902**	924	**1952**	931
1753	900	**1803**	908	**1853**	916	**1903**	924	**1953**	931
1754	900	**1804**	908	**1854**	916	**1904**	924	**1954**	932
1755	901	**1805**	909	**1855**	916	**1905**	924	**1955**	932
1756	901	**1806**	909	**1856**	917	**1906**	924	**1956**	931
1757	901	**1807**	909	**1857**	917	**1907**	924	**1957**	932
1758	901	**1808**	909	**1858**	917	**1908**	925	**1958**	932
1759	901	**1809**	909	**1859**	917	**1909**	925	**1959**	932
1760	901	**1810**	909	**1860**	917	**1910**	925	**1960**	932
1761	902	**1811**	910	**1861**	917	**1911**	925	**1961**	933
1762	902	**1812**	910	**1862**	917	**1912**	925	**1962**	933
1763	902	**1813**	910	**1863**	918	**1913**	925	**1963**	933
1764	902	**1814**	910	**1864**	918	**1914**	926	**1964**	933
1765	902	**1815**	910	**1865**	918	**1915**	926	**1965**	933
1766	902	**1816**	910	**1866**	918	**1916**	926	**1966**	933
1767	903	**1817**	910	**1867**	918	**1917**	926	**1967**	933
1768	903	**1818**	911	**1868**	918	**1918**	926	**1968**	934
1769	903	**1819**	911	**1869**	919	**1919**	926	**1969**	934
1770	903	**1820**	911	**1870**	919	**1920**	926	**1970**	934
1771	903	**1821**	911	**1871**	919	**1921**	927	**1971**	934
1772	903	**1822**	911	**1872**	919	**1922**	927	**1972**	934
1773	904	**1823**	911	**1873**	919	**1923**	927	**1973**	934
1774	904	**1824**	912	**1874**	919	**1924**	927	**1974**	934
1775	904	**1825**	912	**1875**	919	**1925**	927	**1975**	935
1776	904	**1826**	912	**1876**	920	**1926**	927	**1976**	935
1777	904	**1827**	912	**1877**	920	**1927**	927	**1977**	935
1778	904	**1828**	912	**1878**	920	**1928**	928	**1978**	935
1779	904	**1829**	912	**1879**	920	**1929**	928	**1979**	935

1780	905	**1830**	913	**1880**	920	**1930**	928	**1980**	935
1781	905	**1831**	913	**1881**	920	**1931**	928	**1981**	936
1782	905	**1832**	913	**1882**	921	**1932**	928	**1982**	936
1783	905	**1833**	913	**1883**	921	**1933**	928	**1983**	936
1784	905	**1834**	913	**1884**	921	**1934**	928	**1984**	936
1785	905	**1835**	913	**1885**	921	**1935**	929	**1985**	936
1786	906	**1836**	913	**1886**	921	**1936**	929	**1986**	936
1787	906	**1837**	914	**1887**	921	**1937**	929	**1987**	936
1788	906	**1838**	914	**1888**	921	**1938**	929	**1988**	937
1789	906	**1839**	914	**1889**	922	**1939**	929	**1989**	937
1790	906	**1840**	914	**1890**	922	**1940**	929	**1990**	937
1791	906	**1841**	914	**1891**	922	**1941**	930	**1991**	937
1792	907	**1842**	914	**1892**	922	**1942**	930	**1992**	937
1793	907	**1843**	915	**1893**	922	**1943**	930	**1993**	937
1794	907	**1844**	915	**1894**	922	**1944**	930	**1994**	937
1795	907	**1845**	915	**1895**	923	**1945**	930	**1995**	938
1796	907	**1846**	915	**1896**	923	**1946**	930	**1996**	938
1797	907	**1847**	915	**1897**	923	**1947**	930	**1997**	938
1798	907	**1848**	915	**1898**	923	**1948**	931	**1998**	938
1799	908	**1849**	915	**1899**	923	**1949**	931	**1999**	938
1800	908	**1850**	916	**1900**	923	**1950**	931	**2000**	938
2001	938	**2051**	946	**2101**	953	**2151**	960	**2201**	967
2002	939	**2052**	946	**2102**	953	**2152**	960	**2202**	967
2003	939	**2053**	946	**2103**	953	**2153**	960	**2203**	967
2004	939	**2054**	946	**2104**	953	**2154**	960	**2204**	967
2005	939	**2055**	946	**2105**	953	**2155**	961	**2205**	967
2006	939	**2056**	946	**2106**	954	**2156**	961	**2206**	968
2007	939	**2057**	947	**2107**	954	**2157**	961	**2207**	968
2008	939	**2058**	947	**2108**	954	**2158**	961	**2208**	968
2009	940	**2059**	947	**2109**	954	**2159**	961	**2209**	968
2010	940	**2060**	947	**2110**	954	**2160**	961	**2210**	968
2011	940	**2061**	947	**2111**	954	**2161**	961	**2211**	968

2012	940	**2062**	947	**2112**	954	**2162**	962	**2212**	968
2013	940	**2063**	947	**2113**	955	**2163**	962	**2213**	969
2014	940	**2064**	948	**2114**	955	**2164**	962	**2214**	969
2015	941	**2065**	948	**2115**	955	**2165**	962	**2215**	969
2016	941	**2066**	948	**2116**	955	**2166**	962	**2216**	969
2017	941	**2067**	948	**2117**	955	**2167**	962	**2217**	969
2018	941	**2068**	948	**2118**	955	**2168**	962	**2218**	969
2019	941	**2069**	948	**2119**	955	**2169**	962	**2219**	969
2020	941	**2070**	948	**2120**	956	**2170**	963	**2220**	970
2021	941	**2071**	949	**2121**	956	**2171**	963	**2221**	970
2022	942	**2072**	949	**2122**	956	**2172**	963	**2222**	970
2023	942	**2073**	949	**2123**	956	**2173**	963	**2223**	970
2024	942	**2074**	949	**2124**	956	**2174**	963	**2224**	970
2025	942	**2075**	949	**2125**	956	**2175**	963	**2225**	970
2026	942	**2076**	949	**2126**	956	**2176**	963	**2226**	970
2027	942	**2077**	949	**2127**	957	**2177**	964	**2227**	971
2028	942	**2078**	950	**2128**	957	**2178**	964	**2228**	971
2029	943	**2079**	950	**2129**	957	**2179**	964	**2229**	971
2030	943	**2080**	950	**2130**	957	**2180**	964	**2230**	971
2031	943	**2081**	950	**2131**	957	**2181**	964	**2231**	971
2032	943	**2082**	950	**2132**	957	**2182**	964	**2232**	971
2033	943	**2083**	950	**2133**	957	**2183**	964	**2233**	971
2034	943	**2084**	951	**2134**	958	**2184**	965	**2234**	971
2035	943	**2085**	951	**2135**	958	**2185**	965	**2235**	972
2036	944	**2086**	951	**2136**	958	**2186**	965	**2236**	972
2037	944	**2087**	951	**2137**	958	**2187**	965	**2237**	972
2038	944	**2088**	951	**2138**	958	**2188**	965	**2238**	972
2039	944	**2089**	951	**2139**	958	**2189**	965	**2239**	972
2040	944	**2090**	951	**2140**	958	**2190**	965	**2240**	972
2041	944	**2091**	952	**2141**	959	**2191**	966	**2241**	972
2042	944	**2092**	952	**2142**	959	**2192**	966	**2242**	973
2043	945	**2093**	952	**2143**	959	**2193**	966	**2243**	973

2044	945	**2094**	952	**2144**	959	**2194**	966	**2244**	973
2045	945	**2095**	952	**2145**	959	**2195**	966	**2245**	973
2046	945	**2096**	952	**2146**	959	**2196**	966	**2246**	973
2047	945	**2097**	952	**2147**	959	**2197**	966	**2247**	973
2048	945	**2098**	952	**2148**	960	**2198**	967	**2248**	973
2049	945	**2099**	953	**2149**	960	**2199**	967	**2249**	973
2050	946	**2100**	953	**2150**	960	**2200**	967	**2250**	974
2251	974	**2301**	981	**2351**	987	**2401**	994	**2451**	1000
2252	974	**2302**	981	**2352**	987	**2402**	994	**2452**	1000
2253	974	**2303**	981	**2353**	987	**2403**	994	**2453**	1000
2254	974	**2304**	981	**2354**	988	**2404**	994	**2454**	1001
2255	974	**2305**	981	**2355**	988	**2405**	994	**2455**	1001
2256	974	**2306**	981	**2356**	988	**2406**	994	**2456**	1001
2257	975	**2307**	981	**2357**	988	**2407**	994	**2457**	1001
2258	975	**2308**	981	**2358**	988	**2408**	995	**2458**	1001
2259	975	**2309**	982	**2359**	988	**2409**	995	**2459**	1001
2260	975	**2310**	982	**2360**	988	**2410**	995	**2460**	1001
2261	975	**2311**	982	**2361**	988	**2411**	995	**2461**	1001
2262	975	**2312**	982	**2362**	989	**2412**	995	**2462**	1002
2263	975	**2313**	982	**2363**	989	**2413**	995	**2463**	1002
2264	976	**2314**	982	**2364**	989	**2414**	995	**2464**	1002
2265	976	**2315**	982	**2365**	989	**2415**	995	**2465**	1002
2266	976	**2316**	983	**2366**	989	**2416**	996	**2466**	1002
2267	976	**2317**	983	**2367**	989	**2417**	996	**2467**	1002
2268	976	**2318**	983	**2368**	989	**2418**	996	**2468**	1002
2269	976	**2319**	983	**2369**	990	**2419**	996	**2469**	1002
2270	976	**2320**	983	**2370**	990	**2420**	996	**2470**	1003
2271	976	**2321**	983	**2371**	990	**2421**	996	**2471**	1003
2272	977	**2322**	983	**2372**	990	**2422**	996	**2472**	1003
2273	977	**2323**	983	**2373**	990	**2423**	997	**2473**	1003
2274	977	**2324**	984	**2374**	990	**2424**	997	**2474**	1003
2275	977	**2325**	984	**2375**	990	**2425**	997	**2475**	1003

2276	977	**2326**	984	**2376**	990	**2426**	997	**2476**	1003
2277	977	**2327**	984	**2377**	991	**2427**	997	**2477**	1003
2278	977	**2328**	984	**2378**	991	**2428**	997	**2478**	1004
2279	978	**2329**	984	**2379**	991	**2429**	997	**2479**	1004
2280	978	**2330**	984	**2380**	991	**2430**	997	**2480**	1004
2281	978	**2331**	985	**2381**	991	**2431**	998	**2481**	1004
2282	978	**2332**	985	**2382**	991	**2432**	998	**2482**	1004
2283	978	**2333**	985	**2383**	991	**2433**	998	**2483**	1004
2284	978	**2334**	985	**2384**	991	**2434**	998	**2484**	1004
2285	978	**2335**	985	**2385**	992	**2435**	998	**2485**	1004
2286	978	**2336**	985	**2386**	992	**2436**	998	**2486**	1005
2287	979	**2337**	985	**2387**	992	**2437**	998	**2487**	1005
2288	979	**2338**	985	**2388**	992	**2438**	998	**2488**	1005
2289	979	**2339**	986	**2389**	992	**2439**	999	**2489**	1005
2290	979	**2340**	986	**2390**	992	**2440**	999	**2490**	1005
2291	979	**2341**	986	**2391**	992	**2441**	999	**2491**	1005
2292	979	**2342**	986	**2392**	993	**2442**	999	**2492**	1005
2293	979	**2343**	986	**2393**	993	**2443**	999	**2493**	1005
2294	980	**2344**	986	**2394**	993	**2444**	999	**2494**	1006
2295	980	**2345**	986	**2395**	993	**2445**	999	**2495**	1006
2296	980	**2346**	986	**2396**	993	**2446**	999	**2496**	1006
2297	980	**2347**	987	**2397**	993	**2447**	1000	**2497**	1006
2298	980	**2348**	987	**2398**	993	**2448**	1000	**2498**	1006
2299	980	**2349**	987	**2399**	993	**2449**	1000	**2499**	1006
2300	980	**2350**	987	**2400**	994	**2450**	1000	**2500**	1006

*source: adapté de l'Association des ingénieurs allemands VDI 3471

c) Coefficient d'odeur par groupe ou catégorie d'animaux (paramètre C)[1]

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovins de boucherie - dans un bâtiment fermé - sur une aire d'alimentation extérieure	 0.7 0.8
Bovins laitiers	0.7
Canards	0.7
Chevaux	0.7
Chèvres	0.7
Dindons - dans un bâtiment fermé - sur une aire d'alimentation extérieure	 0.7 0.8
Lapins	0.8
Moutons	0.7
Porcs	1.0
Poules - poules pondeuses en cage - poules pour la reproduction - poules à griller/gros poulets - poulettes	 0.8 0.8 0.7 0.7
Renards	1.1
Veaux lourds - veaux de lait - veaux de grains	 1.0 0.8
Visons	1.1

1. Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0.8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

d) Type de fumier (paramètre D)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre D
Gestion solide	
- Bovins laitiers et de boucherie, chevaux, moutons et chèvres	0.6
- Autres groupes ou catégories d'animaux	0.8
Gestion liquide	
- Bovins laitiers et de boucherie	0.8
- Autres groupes ou catégories d'animaux	1.0

e) Type de projet (paramètre E)[2]

[nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales]

Augmentation jusqu'à … (u.a)	Paramètre E	Augmentation jusqu'à … (u.a)	Paramètre E
10 ou moins	0.50	141-145	0.68
11-20	0.51	146-150	0.69
21-30	0.52	151-155	0.70
31-40	0.53	156-160	0.71
41-50	0.54	161-165	0.72
51-60	0.55	166-170	0.73
61-70	0.56	171-175	0.74
71-80	0.57	176-180	0.75
81-90	0.58	181-185	0.76
91-100	0.59	186-190	0.77
101-105	0.60	191-195	0.78
106-110	0.61	196-200	0.79
111-115	0.62	201-205	0.80
116-120	0.63	206-210	0.81
121-125	0.64	211-215	0.82
126-130	0.65	216-220	0.83
131-135	0.66	221-225	0.84
136-140	0.67	226 et plus ou nouveau projet	1.00

2. À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E=1,00

f) Facteur d'atténuation (paramètre F)

$F = F_1 \times F_2 \times F_3$

Technologie	Paramètre F
Toiture sur lieu d'entreposage	**F_1**
- absente	1.0
- rigide permanente	0.7
- temporaire (couche de tourbe, couche de plastique	0.9
Ventilation	**F_2**
- naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	1.0
- forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	0.9
- forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	0.8
Autres technologies	**F_3**
- les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	facteur à déterminer lors de l'accréditation

g) Facteur d'usage (paramètre G)

Usage considéré	Facteur
Immeuble protégé	1.0
Maison d'habitation	0.5
Périmètre d'urbanisation	1.5

h) Normes de localisation pour une installation d'élevage ou un ensemble d'installations d'élevage au regard d'une maison d'habitation, d'un immeuble protégé ou d'un périmètre d'urbanisation exposés aux vents dominants d'été

	Élevage de suidés (engraissement)				**Élevage de suidés (maternité)**				**Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment**			
Nature du projet	**Limite maximale d'unités animales permises[3]**	**Nombre total d'unités animales[4]**	**Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[5] (m)**	**Distance de toute maison d'habitation exposée (m)**	**Limite maximale d'unités animales permises[3]**	**Nombre total d'unités animales[4]**	**Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[5] (m)**	**Distance de toute maison d'habitation exposée (m)**	**Limite maximale d'unités animales permises[3]**	**Nombre total d'unités animales[4]**	**Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés[5] (m)**	**Distance de toute maison d'habitation exposée (m)**
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installation d'élevage		1 à 200	900	600		0,25 à 50	450	300		0,1 à 80	450	300
		201-400	1125	750		51-75	675	450		81-160	675	450
		401-600	1350	900		76-125	900	600		161-320	900	600
		≥ 601	2,25/u.a.	1,5/u.a.		126-250	1125	750		321-480	1125	750
						251-375	1350	900		> 480	3/u.a.	2/u.a.
						≥ 376	3,6/u.a.	2,4/u.a.				
Remplacement du type d'élevage	200	1 à 50	450	300	200	0,25 à 30	300	200	480	0,1 à 80	450	300
		51-100	675	450		31-60	450	300		81-160	675	450
		101-200	900	600		61-125	900	600		161-320	900	600
						126-200	1125	750		321-480	1125	750
Accroissement	200	1 à 40	225	150	200	0,25 à 30	300	200	480	0,1 à 40	300	200
		41-100	450	300		31-60	450	300		41-80	450	300
		101-200	675	450		61-125	900	600		81-160	675	450
						126-200	1125	750		161-320	900	600
										321-480	1125	750

[3] Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considérée comme un nouvel établissement de production animale.

4 Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.

[5] Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été, soit un vent soufflant plus de 25 % du temps dans une direction durant les mois de juin, juillet et août réunis, tel qu'évalué à la station météorologique la plus représentative de l'emplacement d'un établissement d'une unité d'élevage

DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE *5.2*

Lorsque des engrais de ferme sont entreposés à plus de 150 mètres d'une l'installation d'élevage, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 mètres cubes. Par exemple, la valeur du paramètre A dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1000 m^3 correspond à 50 unités animales. Une fois établie cette équivalence, la distance de base correspondante est déterminée à l'aide du tableau de l'article 5.1 sur les distances de base (paramètre B). La formule multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G est alors appliquée. Le tableau suivant illustre des cas où C, D et E valent 1, le paramètre G variant selon l'unité de voisinage considérée.

Capacité[2] d'entreposage (m^3)	**Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des lisiers[1] situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage**		
	Maison d'habitation	Immeuble protégé	Périmètre d'urbanisation ou zone de villégiature en zone non agricole
1 000	148	295	443
2 000	184	367	550
3 000	208	416	624
4 000	228	456	684
5 000	245	489	734
6 000	259	517	776
7 000	272	543	815
8 000	283	566	849
9 000	294	588	882
10 000	304	607	911

1 Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0,8.

2 Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données de paramètre A.

DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME *5.3*

Les distances séparatrices minimales à respecter pour l'épandage des engrais de ferme sont indiquées au tableau suivant.

Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme[1]			Distance requise de toute maison d'habitation, d'un périmètre d'urbanisation, ou d'un immeuble protégé (m)	
Type	Mode d'épandage		15 juin au 15 août	Autres temps
Lisier	aéroaspersion	citerne lisier laissée en surface plus de 24 h	75	25
		citerne lisier incorporé en moins de 24 h	25	X[1]
	aspersion	par rampe	25	X[1]
		par pendillard	X[1]	X[1]
	incorporation simultanée		X[1]	X[1]
Fumier	frais. laissé en surface plus de 24 h		75	X[1]
	frais. Incorporé en moins de 24 h		X[1]	X[1]
	compost désodorisé		X[1]	X[1]

[1] X = Épandage permis jusqu'aux limites du champ
Le tableau ci-dessus ne s'applique pas dans le cas de périmètres d'urbanisation non habités. Dans ce cas, l'épandage est permis jusqu'aux limites du champ.

SECTION 2
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉPANDAGE ET À L'ENTREPOSAGE DE MATIÈRES RÉSIDUELLES FERTILISANTES

règlement 2011-331

ÉPANDAGE ET STOCKAGE TEMPORAIRE À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE ***5.4***

L'épandage et le stockage temporaire de matières résiduelles fertilisantes (M.R.F.) sont permis à l'intérieur de la zone agricole protégée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., chapitre P-41.1).

ÉPANDAGE ET STOCKAGE TEMPORAIRE À L'EXTÉRIEUR DE LA ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE ***5.5***

L'épandage et le stockage temporaire de M.R.F. peuvent être permis à l'extérieur de la zone agricole protégée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (L.R.Q., chapitre P-41.1) pourvu que les distances séparatrices suivantes soient respectées :

	M.R.F. Catégorie O2	M.R.F. Catégorie O3
Périmètre d'urbanisation immeuble protégé	100 m	500 m
Habitation	75 m	500 m
Route et piste cyclable	25 m	50 m

Note : En ce qui concerne l'épandage, lorsque les M.R.F. sont incorporées au sol à l'intérieur d'un délai de 5 minutes avec un outil aratoire adéquat, les distances sont diminuées de moitié.

NORMES SUR LE STOCKAGE TEMPORAIRE DES M.R.F AU SOL 5.6

Tout stockage temporaire de M.R.F. au sol doit être à plus de 150 mètres des cours d'eau. Les amas ne peuvent pas se situer plus de 2 ans subséquents au même endroit.

DISTANCE SÉPARATRICE D'ÉPANDAGE 5.7

L'épandage des M.R.F. doit respecter les distances minimales d'éloignement suivantes, selon le produit épandu :

	Cours d'eau (1)
M.R.F. catégorie P1	3m
M.R.F. catégorie P2	15m

(1): S'il y a un talus, cette largeur doit inclure au moins 1 mètre au haut du talus.

SECTION 3
ZONES DE PROTECTION POUR LES INSTALLATIONS À FORTE CHARGE D'ODEUR AUTOUR DES PÉRIMÈTRES D'URBANISATION

règlement 2011-331

GÉNÉRALITÉS 5.8

La présente section vise à assurer une cohabitation plus harmonieuse entre les usages agricoles à forte charge d'odeur et non agricoles sur le territoire de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.

ZONE DE PROTECTION EN FONCTION DES VENTS DOMINANTS 5.9

Une zone de protection est établie autour des périmètres d'urbanisation en fonction des vents dominants. La rose des vents de Bonsecours (*source : ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Service de l'information sur le milieu atmosphérique*) détermine pour les installations à forte charge d'odeur, ces zones de protection pour l'ensemble du territoire.

INSTALLATIONS PROHIBÉES - PÉRIMÈTRE D'URBANISATION 5.10

Sont prohibées les installations d'élevage à forte charge d'odeur dans la zone de protection définie pour les périmètres d'urbanisation de la manière suivante:

- une bande d'environ 2 kilomètres de protection à l'ouest, sud-ouest d'un périmètre d'urbanisation exposé aux vents dominants;

- une bande d'environ 1 kilomètre de protection à l'est d'un périmètre d'urbanisation non exposé aux vents dominants.

Les zones où les installations à forte charge d'odeur sont identifiées au plan SAR-Z-02 faisant partie intégrante du présent règlement.

Pour l'application de l'article, une installation à forte charge d'odeur comprend les nouvelles installations d'élevage, le changement de type de production existant pour une production à forte charge d'odeur, de même que l'ajout d'un type de production animale à forte charge d'odeur à une installation d'élevage existante.

AGRANDISSEMENT ET AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES 5.12

Dans le cas de l'agrandissement d'un élevage existant et l'augmentation du nombre d'unités animales à forte charge d'odeur d'un élevage déjà existant, l'article 5.1 s'applique.

PROHIBITION DES NOUVELLES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE À FORTE CHARGE D'ODEUR ***5.13***

L'implantation de nouvelles installations d'élevage à forte charge d'odeur est prohibée à l'extérieur de la zone agricole permanente établie au sens de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

CHAPITRE 6
CLASSIFICATION DES USAGES

SECTION 1
USAGES PRINCIPAUX

GÉNÉRALITÉS *6.1*

Pour les fins du présent règlement, une classification des usages par groupes, sous-groupes, classes d'usage et usages spécifiques a été déterminée. Cette énumération est basée sur la compatibilité entre divers usages quant à leurs caractéristiques physiques, leur degré d'interdépendance et selon la gravité des dangers ou inconvénients normaux ou accidentels qu'ils représentent, soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique.

La classification des usages n'est pas limitative aux usages identifiés dans un groupe d'usage, un sous-groupe d'usage ou une classe d'usage. Tout usage similaire à un usage spécifique identifié peut y être associé.

GROUPE RÉSIDENTIEL *6.2*

Pour les fins du présent règlement, les différents types d'habitations susceptibles d'être autorisés dans une ou plusieurs zones données sont classés comme suit:

A) Résidentiel de faible densité

1. Habitation unifamiliale isolée.

B) Résidentiel de moyenne densité

1. Habitation unifamiliale jumelée;
2. Habitation bifamiliale isolée.

C) Résidentiel de haute densité

1. Habitation unifamiliale en rangée;
2. Habitation bifamiliale jumelée;
3. Habitation bifamiliale en rangée;
4. Habitation trifamiliale isolée;
5. Habitation trifamiliale jumelée;
6. Habitation trifamiliale en rangée;
7. Habitation multifamiliale.

D) Chalet ou maison de villégiature

E) Maison mobile

GROUPE COMMERCIAL ***6.3***

Pour les fins du présent règlement, les différents usages commerciaux susceptibles d'être autorisés dans une ou plusieurs zones données sont classés comme suit:

A) Commerce de détail

1. Commerce de vente de produits de l'alimentation tel :
   - boucherie;
   - boulangerie;
   - commerce de vente de boissons alcoolisées;
   - dépanneur;
   - fruiterie;
   - pâtisserie;
   - marché d'alimentation;
   - marché de fruits et légumes intérieur;
   - marché de produits laitiers.

2. Commerce de vente de produits de consommation tel :
   - animalerie;
   - bijouterie;
   - boutique d'art et d'artisanat;
   - boutique de chaussures;
   - boutique de décoration;
   - boutique d'équipement et d'accessoires de sport;
   - boutique d'équipement et d'accessoires extérieurs;
   - boutique de vêtement;
   - centre de jardinage;
   - fleuriste;
   - librairie;
   - magasin à rayons;
   - magasin d'antiquité;
   - magasin de meubles et d'appareils ménagers;
   - matériel et accessoires électriques et/ou électroniques;
   - papeterie;
   - pharmacie;
   - quincaillerie;
   - tabagie.

B) Commerce de gros

1. Entrepôts intérieurs.

C) Commerce contraignant

1. Commerce de vente ou de location lié aux véhicules motorisés (automobiles, motocyclettes, motoneiges, bateaux, véhicules récréatifs et véhicules de ferme) tel :
   - établissement de vente ou de location de véhicules neufs;
   - établissement de vente ou de location de véhicules usagés;
   - établissement de vente de pièces et accessoires pour véhicules.

2. Commerce lié aux véhicules automobiles tel :
   - lave-auto, manuel ou automatique;
   - poste d'essence;
   - station-service;

- garage de réparation et carrossier.

3. Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois;

4. Cour de ferraille;

5. Piste de course de véhicules motorisés;

6. Réservoir de combustible;

7. Commerce lié au transport de marchandises.

D) Établissement de services

1. Établissement de services personnels tel :
   - buanderie et nettoyage à sec;
   - centre de taïchi ou autres centres de santé;
   - garderie en milieu familial;
   - cordonnerie;
   - salon de coiffure;
   - salon de beauté;
   - salon d'esthétisme;
   - studio de photographie.

2. Établissement de services professionnels tel :
   - agence de voyages;
   - bureau de professionnel (architecte, arpenteur-géomètre, avocat, comptable, dentiste, évaluateur, ingénieur, notaire, urbaniste, agent immobilier);
   - clinique de massothérapie;
   - clinique médicale avec ou sans pharmacie;
   - clinique psychiatrique;
   - clinique vétérinaire pour animaux domestiques;
   - entrepreneur;
   - promoteur.

3. Établissement de services d'affaires tel :
   - activité bancaire;
   - activité de courtage;
   - assurances;
   - service de crédit.

4. Établissement de services artisanaux tel :
   - décoration intérieure;
   - peintre;
   - sculpteur.

5. Établissement de services funéraires;

6. Autres services tels :
   - location d'appareils audiovisuels;
   - location d'équipements de bureau;
   - location de vidéo

E) Établissement de récréation

1. Activité de récréation extensive telle :

- base de plein air sans aménagements permanents;
- pourvoirie;
- plage publique;
- terrain de camping non aménagé;
- sentiers de randonnées pédestre, équestre, cycliste, de ski de fond et de véhicule motorisé;
- centre d'équitation, écurie privée et pension pour chevaux;
- centre et sentier d'interprétation de la nature.

2. Activité de récréation intensive telle :
   - activité sportive intérieure;
   - base de plein air avec aménagements permanents;
   - centre récréatif et sportif;
   - cinéma;
   - marina;
   - terrain de camping aménagé;
   - terrain de golf;
   - théâtre.

F) Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées

1. Établissement de restauration tel:
   - brasserie;
   - restaurant;
   - salle à dîner;
   - salle de réception;
   - café-terrasse

2. Établissement de restauration rapide tel:
   - cantine;
   - casse-croûte;
   - comptoir laitier;
   - service de commandes pour emporter;

3. Établissement de divertissement avec permis d'alcool tel :
   - Bar;
   - bar-spectacle;
   - boîte à chanson;
   - discothèque;
   - resto-bar;
   - salle de billard;
   - taverne.

4. Établissement de restauration champêtre tel :
   - cabane à sucre commerciale (complémentaire et intégrée à une exploitation acéricole);
   - table champêtre.

5. Établissement à caractère érotique.

G) Établissement hôtelier

1. Établissement hôtelier limitatif tel :
   - auberge (offrant un maximum de huit (8) chambres pour l'hébergement et des services de restauration);
   - gîte touristique;

- hébergement lié à la ferme.

2. Établissement hôtelier non limitatif tel :
   - auberge;
   - hôtel;
   - motel;

GROUPE COMMUNAUTAIRE ***6.4***

Pour les fins du présent règlement, les différents usages communautaires susceptibles d'être autorisés dans une ou plusieurs zones données sont classés comme suit:

A) Institutionnel

1. Établissement d'enseignement tel :
   - collège public;
   - école primaire publique;
   - école secondaire publique.

2. Établissement lié à la santé et aux services sociaux tel :
   - centre d'accueil;
   - centre de soins de longue durée (CHSLD);
   - centre local de services communautaires (CLSC);
   - hôpital;
   - immeuble d'habitation à loyer modique;
   - résidence de personnes âgées;
   - résidence pour personnes autonomes.

3. Établissement lié à la sécurité publique tel :
   - caserne de pompier;
   - poste de police.

4. Établissement lié à l'administration publique tel :
   - hôtel de ville;
   - bureau administratif;
   - garage municipal;
   - bureau de poste.

5. Parc, espace vert et terrain de jeux.

B) Activité éducative ou culturelle

1. Établissement lié à l'éducation tel :
   - bibliothèque;
   - école ou collège privé;
   - garderie publique (CPE).

2. Établissement lié aux activités culturelles tel :
   - centre d'interprétation;
   - galerie d'art;
   - musée;
   - salle d'exposition;
   - salle de spectacle;
   - théâtre.

C) Activité religieuse ou communautaire telle :

- Centre communautaire;
- Cimetière;
- Église;
- Lieu de culte;
- Presbytère;
- Résidence à vocation religieuse.

D) Équipement ou infrastructure d'utilité publique tel :

- Réseaux de transports;
- Réseaux de télécommunication;
- Réseaux d'électricité;
- Réseaux de câblodistribution;
- Réseaux d'aqueduc;
- Réseaux d'égout;
- Gazoduc;
- Usine de traitement des eaux usées et bassin d'épuration;
- Usine de filtration et bassin de rétention et de sédimentation;

GROUPE INDUSTRIEL

règlement 2023-463 ***6.5***

Pour les fins du présent règlement, les différents usages industriels susceptibles d'être autorisés dans une ou plusieurs zones données sont classés comme suit:

A) Industriel I

Établissement industriel léger dont l'activité première est la transformation, la production, la fabrication ou la préparation de marchandise et qui satisfait aux exigences suivantes :

- ne cause ni bruit, fumée, poussière, odeur, vapeur, gaz, éclat de lumière, chaleur ou vibration pouvant représenter quelque inconvénient que ce soit pour le voisinage;

- ne présente aucun danger d'explosion ou d'incendie;

- ne requiert aucun entreposage extérieur;

- toutes les opérations sont faites à l'intérieur de l'édifice qui doit être complètement fermé.

B) Industriel II

Établissement industriel léger dont l'activité première est la transformation, la production, la fabrication ou la préparation de marchandise et qui satisfait aux exigences suivantes :

- ne cause ni bruit, fumée, poussière, odeur, vapeur, gaz, éclat de lumière, chaleur ou vibration pouvant représenter quelque inconvénient que ce soit pour le voisinage;

- ne présente aucun danger d'explosion ou d'incendie;
- l'entreposage extérieur d'équipement, de machinerie et de produits fini ou semi-finis est permis;
- l'entreposage en vrac de ferraille ou de rebuts de métal est permis si entouré d'une clôture tel que prescrit à la section sur les clôtures;
- l'entreposage en vrac de copeaux de bois, de charbon, de sel, de produits chimiques solides, est prohibé.

C) Industriel III

Établissement industriel lourd dont l'activité première est la transformation, la production, la fabrication ou la préparation de marchandise.

- l'entreposage extérieur de toute sorte est permis.

D) Centre de recherche ou laboratoire

E) Abattoir

F) Industrie de première transformation agro-alimentaire

Production de produits semi-finis ou finis à partir de produits bruts provenant en partie de l'exploitation agricole à la condition qu'elle soit complémentaire et intégrée à une exploitation agricole.

G) Industrie de première transformation de produits forestiers

Production de produits semi-finis ou finis à partir de produits bruts provenant en partie de l'exploitation forestière tel que le sciage et le rabotage en atelier ou en usine, que cette activité soit reliée ou non à une exploitation agricole ou forestière.

H) Extraction *(Cette disposition normative a pour effet de régir uniquement les substances minérales de surface en terres privées et appartenant aux propriétaires du sol en vertu de la Loi sur les mines)* **tel :**

- Gravière;
- Sablière;
- Carrière;
- Activité de première et deuxième transformation des matières premières extraites sur place.

I) Atelier de fabrication et de réparation tel :

- Réparation d'appareils électriques;
- Ébénisterie;
- Ferblanterie;
- Menuiserie;
- Atelier de soudure;
- Atelier d'électricien;
- Atelier de plomberie.

Pour les fins du présent règlement, les différents usages agricoles et forestiers susceptibles d'être autorisés dans une ou plusieurs zones données sont classés comme suit:

A) Exploitation agricole

1. Agriculture de type I tel :
   - culture céréalière;
   - horticulture;
   - pépinière;
   - serre.

2. Agriculture de type II tel :
   - élevage de bovin;
   - ferme laitière;
   - élevage de chevaux;
   - apiculture;
   - pisciculture;
   - autre type d'élevage non visé par l'agriculture de type III

3. Agriculture de type III tel :
   - élevage porcin;
   - poulailler;
   - élevage d'animaux à fourrure.

4. Chenils.

B) Exploitation forestière

1. Érablière;
2. Sylviculture.

C) Matières résiduelles

1. Lieu d'enfouissement sanitaire;
2. Dépôt de matériaux secs;
3. Site de compostage;
4. Entreposage et traitement de boues stabilisées;
5. Centre de recyclage.

SECTION 2
USAGES SECONDAIRES

GÉNÉRALITÉS ***6.7***

Lorsque permis à la grille des usages et constructions autorisés par zone comme usage secondaire, les classes d'usages ou les usages spécifiques sont soumis aux exigences prévues selon les articles suivants.

ÉTABLISSEMENT DE SERVICES PERSONNELS (6.3 D.1) ***6.8***

Les établissements de services personnels (6.3 D.1) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1. il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2. l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3. il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;
4. ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;
5. aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis.

ÉTABLISSEMENT DE SERVICES PROFESSIONNELS (6.3 D.2) ***6.9***

Les établissements de services professionnels (6.3 D.2) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1. il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2. l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3. il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;
4. ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;
5. aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis.

ÉTABLISSEMENT DE SERVICES D'AFFAIRES (6.3 D.3) ***6.10***

Les établissements de services d'affaires (6.3 D.3) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1. il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2. l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3. il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;
4. ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;

5. aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis.

ÉTABLISSEMENT DE SERVICES ARTISANAUX (6.3 D.4) ***6.11***

Les établissements de services artisanaux (6.3 D.4) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1. il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2. l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3. il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;
4. ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;
5. aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis.

ATELIER DE FABRICATION ET DE RÉPARATION (6.5 I) ***6.12***

règlement 2008-305

Les ateliers de fabrication et de réparation (6.5 I) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1. il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2. l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3. il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;
4. ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;
5. aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis;
6. l'usage peut être effectué dans un bâtiment accessoire existant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement et complémentaire à la résidence.
7. L'entreposage extérieur est permis sans toutefois excéder 50% de la superficie du bâtiment accessoire où est exercé l'usage et seulement en cour arrière.
8. L'entreposage extérieur doit respecter un souci de propreté et être rangé et classé convenablement.

COMMERCE DANS UNE PARTIE DU LOGEMENT (6.3 A.1) ***6.13***

Les commerces de vente de produits de l'alimentation (6.3 A.1) permis comme usage secondaire doivent satisfaire les exigences suivantes :

1- il doit y avoir une habitation unifamiliale isolée comme usage principal;
2- l'usage ne doit pas occuper plus de 33% de la superficie du bâtiment principal;
3- il ne doit pas y avoir plus de trois (3) employés qui ne sont pas résidents du logement;

4- ne doit pas être de façon continue ou intermittente la source de bruit, poussière, odeur, gaz, chaleur, éclat de lumière ou tout autre inconvénient que ce soit pour le voisinage immédiat;
5- aucun entreposage de matière dangereuse ou explosive n'est permis.

CHAPITRE 7

DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES PERMIS ET AUX NORMES D'IMPLANTATION PAR ZONE

SECTION 1
USAGES PERMIS

GÉNÉRALITÉS ***7.1***

Dans toutes les zones, un terrain ne peut être occupé que par un seul bâtiment principal sauf pour les zones agricoles, industrielles et publiques comme indiqué au présent règlement.

L'autorisation d'un usage principal implique l'autorisation d'un usage accessoire. En aucun cas, il ne peut y avoir usage accessoire sans qu'il y ait usage principal.

USAGES SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS SUR TOUT LE TERRITOIRE ***7.2***

Les usages suivants sont interdits dans toutes les zones de la municipalité :

- les lieux d'enfouissement sanitaires;

- les dépôts de matériaux secs;

- les sites de compostage;

- les sites d'entreposage et de traitement des boues stabilisées;

- les centres de recyclage;

- l'usage industriel III.

RÈGLES D'INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DES USAGES ET DES CONSTRUCTIONS AUTORISÉS PAR ZONE ***7.3***

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent pour l'interprétation de la grille des usages et des constructions autorisés par zone faisant partie de l'article 7.4 :

a) Lecture de la grille

La grille est divisée en groupe, sous-groupe et classe d'usage qui fait référence au chapitre 6 du présent règlement concernant la classification des usages.

b) Usages permis

Les sous-groupes ou classes d'usages autorisés dans une zone sont identifiés par un « X » dans la colonne correspondante à la zone et vis-à-vis le sous-groupe ou la classe d'usage de la grille des usages et des constructions autorisés par zone.

c) Usages et constructions spécifiquement autorisés

Lorsqu'un « X » est placé vis-à-vis un usage spécifiquement autorisé pour une zone quelconque, seul cet usage spécifique est autorisé dans cette zone et non les autres usages spécifiques du sous-groupe ou de la classe d'usage duquel il fait partie.

d) Usages et constructions spécifiquement prohibés

Lorsqu'un « X » est placé vis-à-vis un usage spécifiquement prohibé pour une zone quelconque, seul cet usage spécifique est prohibé dans cette zone et non les autres usages spécifiques du sous-groupe ou de la classe d'usage duquel il fait partie.

e) Renvois

Un numéro inscrit en exposant dans la grille des usages et des constructions autorisés par zone renvoi au numéro inscrit au bas de la grille des usages et des constructions autorisés par zones.

f) Usages conditionnels

Un «*» inscrit en exposant dans la grille des usages et des constructions autorisés par zone renvoi au règlement sur les usages conditionnels.

GRILLE DES USAGES ET DES CONSTRUCTIONS AUTORISÉS PAR ZONE *7.4*

Les usages et constructions autorisés et interdits par zone sont indiqués aux grilles des usages et constructions autorisés par zone faisant partie intégrante du présent règlement.

règlement 2008-305
règlement 2011-329
règlement 2011-331
règlement 2014-410
règlement 2021-441

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AG-1	AG-2	AG-3	AG-4						
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL 6,2	A	**Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]						
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
		B.2	Habitation bifamiliale isolée										
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
		C.4	Habitation trifamiliale isolée										
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
		C.7	Habitation multifamiliale										
		D	**Chalet ou maison de villégiature**										
		E	**Maison mobile**	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]						
	COMMERCIAL 6,3	A	**Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation										
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises										
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels										
		D.2	Établissement de services professionnels										
		D.3	Établissement de services d'affaires										
		D.4	Établissement de services artisanaux										
		D.5	Établissement de services funéraires										
		D.6	Autres services										
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive										
		E.2	Activité de récréation intensive										
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration										
		F.2	Établissement de restauration rapide										
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X	X						
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif										
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

GROUPE D'USAGES		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AG-1	AG-2	AG-3	AG-4						
COMMUNAUTAIRE	6,4	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X						
INDUSTRIEL	6,5	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**	X	X	X	X						
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
AGRICOLE ET FORESTIER	6,6	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I	X	X	X	X						
		A.2	Agriculture de type II	X	X	X	X						
		A.3	Agriculture de type III	X	X	X	X						
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière	X	X	X	X						
		B.2	Sylviculture	X	X	X	X						
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
USAGES SECONDAIRES													
Établissement de services personnnels (art. 6.8)				X	X	X	X						
Établissement de services professionnels (art. 6.9)				X	X	X	X						
Établissement de services d'affaires (art. 6.10)													
Établissement de services artisanaux (art. 6.11)				X	X	X	X						
Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)													
Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)													
USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS													
Gîte touristique				X	X	X	X						
Hébergement lié à la ferme				X	X	X	X						
Kiosque				X	X	X	X						
Abri forestier				X	X	X	X						
Système extérieur de chauffage à combustion				X	X	X	X						
Éolienne domestique				X	X	X	X						
USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS													
Cabane à sucre commerciale				X	X	X	X						

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AF-1	AF-2	AF-3	AF-4[2]	AF-5	AF-6	AF-7	AF-8	AF-9	AF-10
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL 6,2	A	**Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
		B.2	Habitation bifamiliale isolée										
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
		C.4	Habitation trifamiliale isolée										
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
		C.7	Habitation multifamiliale										
		D	**Chalet ou maison de villégiature**	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]
		E	**Maison mobile**	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]
	COMMERCIAL 6,3	A	**Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										X[9]
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation										X[9]
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										X[9]
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										X[9]
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										X[9]
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										X[9]
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises										X[9]
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels										X[9]
		D.2	Établissement de services professionnels										X[9]
		D.3	Établissement de services d'affaires										X[9]
		D.4	Établissement de services artisanaux										X[9]
		D.5	Établissement de services funéraires										X[9]
		D.6	Autres services										X[9]
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive	X*	X*	X*	X*	X*	X*	X*	X*	X*	X*
		E.2	Activité de récréation intensive										
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration										
		F.2	Établissement de restauration rapide										
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AF-1	AF-2	AF-3	AF-4[2]	AF-5	AF-6	AF-7	AF-8	AF-9	AF-10
GROUPE D'USAGES	COMMUNAUTAIRE 6,4	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	INDUSTRIEL 6,5	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										X[9]
	AGRICOLE ET FORESTIER 6,6	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		A.2	Agriculture de type II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		A.3	Agriculture de type III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		B.2	Sylviculture	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Kiosque			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Abri forestier			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Système extérieur de chauffage à combustion			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Éolienne domestique			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES									
				AF-11	**AF-12**	**AF-13**							
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL	**6,2**	A	**Résidentiel de faible densité**									
			A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]						
			B	**Résidentiel de moyenne densité**									
			B.1	Habitation unifamiliale jumelée									
			B.2	Habitation bifamiliale isolée									
			C	**Résidentiel de haute densité**									
			C.1	Habitation unifamiliale en rangée									
			C.2	Habitation bifamiliale jumelée									
			C.3	Habitation bifamiliale en rangée									
			C.4	Habitation trifamiliale isolée									
			C.5	Habitation trifamiliale jumelée									
			C.6	Habitation trifamiliale en rangée									
			C.7	Habitation multifamiliale									
			D	**Chalet ou maison de villégiature**	X[1,6]	X[1,6]	X[1,6]						
			E	**Maison mobile**	X[1]	X[1]	X[1]						
	COMMERCIAL	**6,3**	A	**Commerce de détail**									
			A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation									
			A.2	Commerce de vente de produits de consommation									
			B	**Commerce de gros**									
			B.1	Entrepôts									
			C	**Commerce contraignant**									
			C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés									
			C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles									
			C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois									
			C.4	Cour de feraille									
			C.5	Piste de course de véhicules motorisés									
			C.6	Réservoir de combustible									
			C.7	Dépôts extérieurs									
			C.8	Commerce lié au transport de marchandises									
			D	**Établissement de services**									
			D.1	Établissement de services personnnels									
			D.2	Établissement de services professionnels									
			D.3	Établissement de services d'affaires									
			D.4	Établissement de services artisanaux									
			D.5	Établissement de services funéraires									
			D.6	Autres services									
			E	**Établissement de récréation**									
			E.1	Activité de récréation extensive	X*	X*	X*						
			E.2	Activité de récréation intensive									
			F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**									
			F.1	Établissement de restauration									
			F.2	Établissement de restauration rapide									
			F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool									
			F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X						
			F.5	Établissement à caractère érotique									
			G	**Établissement hôtelier**									
			G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X						
			G.2	Établissement hôtelier non limitatif									

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AF-11	AF-12	AF-13							
GROUPE D'USAGES	6,4 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X							
	6,5 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**	X	X	X							
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**	X	X	X							
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
	6,6 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I	X	X	X							
		A.2	Agriculture de type II	X	X	X							
		A.3	Agriculture de type III	X	X	X							
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière	X	X	X							
		B.2	Sylviculture	X	X	X							
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X							
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X							
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X							
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)			X	X	X							
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Kiosque			X	X	X							
	Abri forestier			X	X	X							
	Système extérieur de chauffage à combustion			X	X	X							
	Éolienne domestique			X	X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AFD-1	AFD-2	AFD-3	AFD-4	AFD-5	AFD-6	AFD-7	AFD-8	AFD-9	AFD-10
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL 6,2	A	**Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
		B.2	Habitation bifamiliale isolée										
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
		C.4	Habitation trifamiliale isolée										
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
		C.7	Habitation multifamiliale										
		D	**Chalet ou maison de villégiature**										
		E	**Maison mobile**	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]	X[1]
	COMMERCIAL 6,3	A	**Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation										
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises										
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels										
		D.2	Établissement de services professionnels										
		D.3	Établissement de services d'affaires										
		D.4	Établissement de services artisanaux										
		D.5	Établissement de services funéraires										
		D.6	Autres services										
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive	X*	X*	X*	X*	X*	X*		X*	X*	X*
		E.2	Activité de récréation intensive										
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration										
		F.2	Établissement de restauration rapide										
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Sous-groupe	ZONES									
	Réf.	classe d'usages	AFD-1	AFD-2	AFD-3	AFD-4	AFD-5	AFD-6	AFD-7	AFD-8	AFD-9	AFD-10
COMMUNAUTAIRE 6,4	A	**Institutionnel**										
	A.1	Établissement d'enseignement										
	A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
	A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
	A.4	Établissement lié à l'administration publique										
	A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
	B	**Activité éducative ou culturelle**										
	B.1	Établissement lié à l'éducation										
	B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
	C	**Activité religieuse ou communautaire**										
	D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
INDUSTRIEL 6,5	A	**Industriel I**										
	B	**Industriel II**										
	C	**Industriel III**										
	D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
	E	**Abattoir**										
	F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	H	**Extraction**			X							
	I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
GROUPE D'USAGES — AGRICOLE ET FORESTIER 6,6	A	**Exploitation agricole**										
	A.1	Agriculture de type I	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	A.2	Agriculture de type II	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	A.3	Agriculture de type III	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	A.4	Chenils										
	B	**Exploitation forestière**										
	B.1	Érablière	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	B.2	Sylviculture	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	C	**Matières résiduelles**										
	C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
	C.2	Dépôt de matériaux secs										
	C.3	Site de compostage										
	C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
	C.5	Centre de recyclage										
USAGES SECONDAIRES												
Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
Kiosque			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Abri forestier			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Système extérieur de chauffage à combustion			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Éolienne domestique			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES AFD-11	AFD-12							
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL	6,2	A	**Résidentiel de faible densité**								
			A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[1]	X[1]						
			B	**Résidentiel de moyenne densité**								
			B.1	Habitation unifamiliale jumelée								
			B.2	Habitation bifamiliale isolée								
			C	**Résidentiel de haute densité**								
			C.1	Habitation unifamiliale en rangée								
			C.2	Habitation bifamiliale jumelée								
			C.3	Habitation bifamiliale en rangée								
			C.4	Habitation trifamiliale isolée								
			C.5	Habitation trifamiliale jumelée								
			C.6	Habitation trifamiliale en rangée								
			C.7	Habitation multifamiliale								
			D	**Chalet ou maison de villégiature**								
			E	**Maison mobile**	X[1]	X[1]						
	COMMERCIAL	6,3	A	**Commerce de détail**								
			A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation								
			A.2	Commerce de vente de produits de consommation								
			B	**Commerce de gros**								
			B.1	Entrepôts								
			C	**Commerce contraignant**								
			C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés								
			C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles								
			C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois								
			C.4	Cour de feraille								
			C.5	Piste de course de véhicules motorisés								
			C.6	Réservoir de combustible								
			C.7	Dépôts extérieurs								
			C.8	Commerce lié au transport de marchandises								
			D	**Établissement de services**								
			D.1	Établissement de services personnnels								
			D.2	Établissement de services professionnels								
			D.3	Établissement de services d'affaires								
			D.4	Établissement de services artisanaux								
			D.5	Établissement de services funéraires								
			D.6	Autres services								
			E	**Établissement de récréation**								
			E.1	Activité de récréation extensive	X*	X*						
			E.2	Activité de récréation intensive								
			F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**								
			F.1	Établissement de restauration								
			F.2	Établissement de restauration rapide								
			F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool								
			F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X						
			F.5	Établissement à caractère érotique								
			G	**Établissement hôtelier**								
			G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X						
			G.2	Établissement hôtelier non limitatif								

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES								
				AFD-11	AFD-12							
GROUPE D'USAGES	6,4 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**									
		A.1	Établissement d'enseignement									
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux									
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique									
		A.4	Établissement lié à l'administration publique									
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux									
		B	**Activité éducative ou culturelle**									
		B.1	Établissement lié à l'éducation									
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles									
		C	**Activité religieuse ou communautaire**									
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X							
	6,5 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**									
		B	**Industriel II**									
		C	**Industriel III**									
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**									
		E	**Abattoir**									
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**	X	X							
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**	X	X							
		H	**Extraction**									
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**									
	6,6 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**									
		A.1	Agriculture de type I	X	X							
		A.2	Agriculture de type II	X	X							
		A.3	Agriculture de type III	X	X							
		A.4	Chenils									
		B	**Exploitation forestière**									
		B.1	Érablière	X	X							
		B.2	Sylviculture	X	X							
		C	**Matières résiduelles**									
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire									
		C.2	Dépôt de matériaux secs									
		C.3	Site de compostage									
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées									
		C.5	Centre de recyclage									
	USAGES SECONDAIRES											
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X							
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X							
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)											
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X							
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)			X	X							
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS											
	Kiosque			X	X							
	Abri forestier			X	X							
	Système extérieur de chauffage à combustion			X	X							
	Éolienne domestique			X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS											

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES ID-01	ID-02	ID-04	ID-05	ID-06	ID-07	ID-08	ID-09		
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL	6	A	**Résidentiel de faible densité**									
			A.1	Habitation unifamiliale isolée	X[4]	X[4,5]	X[4]	X[4]	X[5]	X[4]	X[4]	X[4]		
			B	**Résidentiel de moyenne densité**									
			B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
			B.2	Habitation bifamiliale isolée		X[7]	X[4]	X[4]		X[4]	X[4]	X[4]		
			C	**Résidentiel de haute densité**									
			C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
			C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
			C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
			C.4	Habitation trifamiliale isolée										
			C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
			C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
			C.7	Habitation multifamiliale										
			D	**Chalet ou maison de villégiature**		X[4,5]	X[4]	X[4]	X[5]	X[4]	X[4]	X[4]		
			E	**Maison mobile**										
	COMMERCIAL	6	A	**Commerce de détail**									
			A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										
			A.2	Commerce de vente de produits de consommation										
			B	**Commerce de gros**									
			B.1	Entrepôts										
			C	**Commerce contraignant**									
			C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										
			C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										
			C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										
			C.4	Cour de feraille										
			C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
			C.6	Réservoir de combustible										
			C.7	Dépôts extérieurs										
			C.8	Commerce lié au transport de marchandises										
			D	**Établissement de services**									
			D.1	Établissement de services personnnels										
			D.2	Établissement de services professionnels										
			D.3	Établissement de services d'affaires										
			D.4	Établissement de services artisanaux										
			D.5	Établissement de services funéraires										
			D.6	Autres services										
			E	**Établissement de récréation**									
			E.1	Activité de récréation extensive		X*	X*		X*	X*	X*	X*		
			E.2	Activité de récréation intensive										
			F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
			F.1	Établissement de restauration										
			F.2	Établissement de restauration rapide										
			F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
			F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X	X	X	X	X	X		
			F.5	Établissement à caractère érotique										
			G	**Établissement hôtelier**									
			G.1	Établissement hôtelier limitatif		X	X		X	X	X	X		
			G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES ID-01	ID-02	ID-04	ID-05	ID-06	ID-07	ID-08	ID-09		
GROUPE D'USAGES	6 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X	X	X	X	X		
	7 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**										
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
	7 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I	X	X	X	X	X	X	X	X		
		A.2	Agriculture de type II	X	X	X	X	X	X	X	X		
		A.3	Agriculture de type III	X	X	X	X	X	X	X	X		
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière	X	X	X	X	X	X	X	X		
		B.2	Sylviculture	X	X	X	X	X	X	X	X		
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)				X	X	X	X	X	X	X		
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)				X	X	X	X	X	X	X		
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Kiosque			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Abri forestier			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Système extérieur de chauffage à combustion			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Éolienne domestique			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Gîte touristique			X			X						
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES RU-1	RU-2	RU-3	RU-4	RU-5					
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL	6,2	A **Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X	X	X	X	X					
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
		B.2	Habitation bifamiliale isolée	X	X	X	X	X					
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
		C.4	Habitation trifamiliale isolée										
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
		C.7	Habitation multifamiliale										
		D	**Chalet ou maison de villégiature**		X	X		X					
		E	**Maison mobile**										
	COMMERCIAL	6,3	A **Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation										
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises										
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels										
		D.2	Établissement de services professionnels										
		D.3	Établissement de services d'affaires										
		D.4	Établissement de services artisanaux										
		D.5	Établissement de services funéraires										
		D.6	Autres services										
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive										
		E.2	Activité de récréation intensive										
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration										
		F.2	Établissement de restauration rapide										
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X	X	X					
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X	X	X					
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES RU-1	RU-2	RU-3	RU-4	RU-5					
GROUPE D'USAGES	COMMUNAUTAIRE 6,4	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux	X			X						
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X	X					
	INDUSTRIEL 6,5	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**										
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
	AGRICOLE ET FORESTIER 6,6	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I										
		A.2	Agriculture de type II										
		A.3	Agriculture de type III										
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière		X	X		X					
		B.2	Sylviculture		X	X		X					
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X	X	X					
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X	X	X					
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X	X	X					
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)			X	X	X	X	X					
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X	X	X					
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Terrain de camping non aménagé				X								
	Ébénisterie (usage secondaire du groupe Atelier de fabrication et réparation)												
	Menuiserie (usage secondaire du groupe Atelier de fabrication et réparation)												
	Habitation intergénérationnelle et pavillon secondaire			X	X	X	X	X					
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												
	Tour de télécommunication			X	X	X	X	X					

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES									
				P-1	**P-2**	**P-3**			**CI-1**	**CC-1**			
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL	**6,2**	A	**Résidentiel de faible densité**									
			A.1	Habitation unifamiliale isolée						X[1]			
			B	**Résidentiel de moyenne densité**									
			B.1	Habitation unifamiliale jumelée									
			B.2	Habitation bifamiliale isolée									
			C	**Résidentiel de haute densité**									
			C.1	Habitation unifamiliale en rangée									
			C.2	Habitation bifamiliale jumelée									
			C.3	Habitation bifamiliale en rangée									
			C.4	Habitation trifamiliale isolée									
			C.5	Habitation trifamiliale jumelée									
			C.6	Habitation trifamiliale en rangée									
			C.7	Habitation multifamiliale									
			D	**Chalet ou maison de villégiature**									
			E	**Maison mobile**									
	COMMERCIAL	**6,3**	A	**Commerce de détail**									
			A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation									
			A.2	Commerce de vente de produits de consommation									
			B	**Commerce de gros**									
			B.1	Entrepôts					X				
			C	**Commerce contraignant**									
			C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés									
			C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles									
			C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois									
			C.4	Cour de feraille						X			
			C.5	Piste de course de véhicules motorisés						X			
			C.6	Réservoir de combustible						X			
			C.7	Dépôts extérieurs					X				
			C.8	Commerce lié au transport de marchandises									
			D	**Établissement de services**									
			D.1	Établissement de services personnnels									
			D.2	Établissement de services professionnels									
			D.3	Établissement de services d'affaires									
			D.4	Établissement de services artisanaux									
			D.5	Établissement de services funéraires									
			D.6	Autres services									
			E	**Établissement de récréation**									
			E.1	Activité de récréation extensive			X						
			E.2	Activité de récréation intensive			X						
			F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**									
			F.1	Établissement de restauration									
			F.2	Établissement de restauration rapide									
			F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool					X				
			F.4	Établissement de restauration champêtre									
			F.5	Établissement à caractère érotique					X				
			G	**Établissement hôtelier**									
			G.1	Établissement hôtelier limitatif									
			G.2	Établissement hôtelier non limitatif									

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES P-1	P-2	P-3			CI-1	CC-1			
GROUPE D'USAGES	6,4 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux			X							
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X			X	X			
	6,5 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**						X				
		B	**Industriel II**						X				
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**						X				
		E	**Abattoir**						X				
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**										
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
	6,6 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I							X			
		A.2	Agriculture de type II							X			
		A.3	Agriculture de type III							X			
		A.4	Chenils							X			
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière							X			
		B.2	Sylviculture							X			
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)												
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)												
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)												
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)												
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)												
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)												
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												
	Tour de télécommunication				X								

X: Usages permis
* Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES R-1	R-2	R-3	R-4	R-5	R-6	R-7[3]	R-8		
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL 6,2	A	**Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X	X	X	X	X	X		X		
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée		X		X						
		B.2	Habitation bifamiliale isolée		X		X	X	X[8]				
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée		X								
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée		X								
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée		X								
		C.4	Habitation trifamiliale isolée		X			X					
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée		X								
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée		X								
		C.7	Habitation multifamiliale		X								
		D	**Chalet ou maison de villégiature**										
		E	**Maison mobile**							X			
	COMMERCIAL 6,3	A	**Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation										
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation										
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés										
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles										
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois										
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises										
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels										
		D.2	Établissement de services professionnels										
		D.3	Établissement de services d'affaires										
		D.4	Établissement de services artisanaux										
		D.5	Établissement de services funéraires										
		D.6	Autres services										
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive										
		E.2	Activité de récréation intensive										
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration										
		F.2	Établissement de restauration rapide										
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre										
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X	X	X	X		X		
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif										

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES R-1	R-2	R-3	R-4	R-5	R-6	R-7[3]	R-8		
GROUPE D'USAGES	6,4 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement										
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux										
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique										
		A.4	Établissement lié à l'administration publique										
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation										
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles										
		C	**Activité religieuse ou communautaire**										
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X	X	X	X	X	X		
	6,5 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**										
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**										
	6,6 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I										
		A.2	Agriculture de type II										
		A.3	Agriculture de type III										
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière										
		B.2	Sylviculture										
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)												
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X	X	X	X	X	X		
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Ébénisterie								X				
	Habitation intergénérationnelle et pavillon secondaire			X	X	X	X	X	X	X	X		
	Kiosque			X					X				
	Maison d'accueil						X						
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												
	Tour de télécommunication			X	X	X	X	X	X	X	X		

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES MIX-1	MIX-2	MIX-3				PAT-1	PAT-2		
GROUPE D'USAGES	RÉSIDENTIEL 6,2	A	**Résidentiel de faible densité**										
		A.1	Habitation unifamiliale isolée	X	X	X				X			
		B	**Résidentiel de moyenne densité**										
		B.1	Habitation unifamiliale jumelée										
		B.2	Habitation bifamiliale isolée	X						X			
		C	**Résidentiel de haute densité**										
		C.1	Habitation unifamiliale en rangée										
		C.2	Habitation bifamiliale jumelée										
		C.3	Habitation bifamiliale en rangée										
		C.4	Habitation trifamiliale isolée		X								
		C.5	Habitation trifamiliale jumelée										
		C.6	Habitation trifamiliale en rangée										
		C.7	Habitation multifamiliale		X								
		D	**Chalet ou maison de villégiature**										
		E	**Maison mobile**										
	COMMERCIAL 6,3	A	**Commerce de détail**										
		A.1	Commerce de vente de produits de l'alimentation	X	X	X							
		A.2	Commerce de vente de produits de consommation	X	X	X							
		B	**Commerce de gros**										
		B.1	Entrepôts										
		C	**Commerce contraignant**										
		C.1	Commerce de vente lié aux véhicules motorisés			X							
		C.2	Commerce lié aux véhicules automobiles	X	X	X							
		C.3	Cour de matériaux de construction, d'outillage ou de bois			X							
		C.4	Cour de feraille										
		C.5	Piste de course de véhicules motorisés										
		C.6	Réservoir de combustible										
		C.7	Dépôts extérieurs										
		C.8	Commerce lié au transport de marchandises			X							
		D	**Établissement de services**										
		D.1	Établissement de services personnnels	X	X	X							
		D.2	Établissement de services professionnels	X	X	X							
		D.3	Établissement de services d'affaires	X	X	X							
		D.4	Établissement de services artisanaux	X	X	X							
		D.5	Établissement de services funéraires	X	X	X							
		D.6	Autres services	X	X	X							
		E	**Établissement de récréation**										
		E.1	Activité de récréation extensive										
		E.2	Activité de récréation intensive			X							
		F	**Établissement lié à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées**										
		F.1	Établissement de restauration	X	X	X							
		F.2	Établissement de restauration rapide	X	X	X							
		F.3	Établissement de divertissement avec permis d'alcool										
		F.4	Établissement de restauration champêtre	X	X	X							
		F.5	Établissement à caractère érotique										
		G	**Établissement hôtelier**										
		G.1	Établissement hôtelier limitatif	X	X	X							
		G.2	Établissement hôtelier non limitatif	X	X	X							

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

Grille des usages et des constructions autorisés par zones

		Réf.	Sous-groupe classe d'usages	ZONES MIX-1	MIX-2	MIX-3				PAT-1	PAT-2		
GROUPE D'USAGES	6,4 COMMUNAUTAIRE	A	**Institutionnel**										
		A.1	Établissement d'enseignement							X			
		A.2	Établissement lié à la santé et aux services sociaux	X						X			
		A.3	Établissement lié à la sécurité publique	X									
		A.4	Établissement lié à l'administration publique	X						X			
		A.5	Parc, espace vert et terrain de jeux										
		B	**Activité éducative ou culturelle**										
		B.1	Établissement lié à l'éducation							X			
		B.2	Établissement lié aux activités culturelles							X			
		C	**Activité religieuse ou communautaire**							X			
		D	**Équipement ou infrastructure d'utilité publique**	X	X	X				X	X		
	6,5 INDUSTRIEL	A	**Industriel I**										
		B	**Industriel II**										
		C	**Industriel III**										
		D	**Centre de recherche ou laboratoire**										
		E	**Abattoir**										
		F	**Industrie de première transformation agro-alimentaire**										
		G	**Industrie de première transformation de produits forestiers**										
		H	**Extraction**										
		I	**Atelier de fabrication et de réparation**			X							
	6,6 AGRICOLE ET FORESTIER	A	**Exploitation agricole**										
		A.1	Agriculture de type I										
		A.2	Agriculture de type II										
		A.3	Agriculture de type III										
		A.4	Chenils										
		B	**Exploitation forestière**										
		B.1	Érablière										
		B.2	Sylviculture										
		C	**Matières résiduelles**										
		C.1	Ancien lieu d'enfouissement sanitaire										
		C.2	Dépôt de matériaux secs										
		C.3	Site de compostage										
		C.4	Entreposage et traitement de boues stabilisées										
		C.5	Centre de recyclage										
	USAGES SECONDAIRES												
	Établissement de services personnnels (art. 6.8)			X	X	X							
	Établissement de services professionnels (art. 6.9)			X	X	X							
	Établissement de services d'affaires (art. 6.10)			X	X	X							
	Établissement de services artisanaux (art. 6.11)			X	X	X							
	Atelier de fabrication et de réparation (art. 6.12)												
	Commerce de produit d'alimentation (art.6.13)			X	X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS												
	Sanctuaire religieux										X		
	Habitation intergénérationnelle et pavillon secondaire			X	X	X							
	USAGES ET CONSTRUCTIONS SPÉCIFIQUEMENT PROHIBÉS												
	Tour de télécommunication				X	X				X	X		

X: Usages permis
*: Usages conditionnels

NOTE DE RENVOIS

Règlement 2011-331
Règlement 2014-410
Règlement 2021-441

1. En zone agricole, la construction d'une résidence est permise:
    - pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole du Québec permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA;
    - pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la Commission de protection du territoire agricole du Québec permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA ainsi que la reconstruction d'une résidence bénéficiant de la prescription de conformité de l'article 100.1 de la LPTAA et reconnue par la Commission;
    - pour donner suite à une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ou du Tribunal administratif du Québec à la suite d'une demande produite avant le 2 décembre 2009 soit la date de décision rendue relative à la demande à portée collective de la MRC;
    - pour donner suite aux demandes d'autorisation toujours recevables à la CPTAQ pour des fins résidentielles, à savoir :
        i. pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la Commission ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit de l'article 31 de la LPTAA, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;
        ii. pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis commerciaux, institutionnels et industriels en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA. »
2. L'article 4.100 concernant l'ancien lieu d'enfouissement sanitaire s'applique
3. La section concernant l'aménagement des parcs de maison mobile s'applique
4. La construction d'une résidence est permise dans un îlot déstructuré de type 1 telle que spécifiée aux articles 4.150 et 4.151 du présent règlement.
5. La construction d'une résidence est permise dans un îlot déstructuré de type 3 telle que spécifiée aux articles 4.150 et 4.152 du présent règlement.
6. En zone agricole, la construction d'une résidence est permise sur une unité foncière de 10 hectares et plus, vacante, située dans l'affectation agro-forestière telle que spécifiée aux articles 4.153, 4.154 et 4.155 du présent règlement.
7. Uniquement permis dans la section de l'îlot déstructuré de type 1.
8. Dans cette catégorie d'usages, seules les constructions bifamiliales isolées sur le même plancher d'habitation sont permises.
9. Permis uniquement sur le lot 2 238 599 sur une construction existante à l'entrée en vigueur du présent règlement. La superficie rattachée à cet usage ne peut excéder 1,56 hectare tel que reconnu par le dossier 422070 de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

SECTION 2
NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION DES BÂTIMENTS PAR ZONE

GÉNÉRALITÉS ***7.5***

Tout projet de construction, d'agrandissement, de modification ou d'addition de bâtiments doit respecter les normes d'implantation prescrites pour la zone, le tout tel qu'identifié à la grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zone.

RÈGLE D'INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DES NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION DES BÂTIMENTS PAR ZONE ***7.6***

Les notes en exposant dans la grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zone réfèrent à la section *Notes* au bas de la grille.

DÉROGATION À LA MARGE DE RECUL AVANT MINIMALE ***7.7***

Sous réserve de l'article 4.96, sur un terrain situé entre deux terrains occupés par des bâtiments, lorsque ces bâtiments sont situés à une distance moindre que la marge de recul avant minimale prescrite pour la zone, la marge de recul avant minimale du bâtiment principal sur le terrain à construire est le point milieu du terrain passant par la ligne qui unit les coins avant des bâtiments principaux existants sur les lots adjacents.

DÉROGATION À LA MARGE LATÉRALE ***7.8***

Pour un bâtiment jumelé ou en rangée, la marge de recul latérale applicable correspondant au mur mitoyen est de 0 m.

GRILLE DES NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION DES BÂTIMENTS PAR ZONES ***7.9***

Les normes d'implantation sont indiquées aux grilles des normes d'implantation des bâtiments par zone faisant partie intégrante du présent règlement. règlement 2011-331

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES									
	AG-1	**AG-2**	**AG-3**	**AG-4**						
Marge de recul avant minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6[1]	6[1]	6[1]						
bâtiments accessoires	6	6[1]	6[1]	6[1]						
Marge de recul arrière minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6	6	6						
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]						
Marge de recul latérale minimale (mètres):										
bâtiment principal	3	3	3	3						
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]						
Somme minimale des marges de recul latérales										
bâtiment principal	6	6	6	6						
Hauteur du bâtiment principal:										
Nombre d'étages du bâtiment principal:										
- minimum	1	1	1	1						
- maximum	2	2	2	2						
hauteur en mètres (m):										
- minimum	-	-	-	-						
- maximum	-	-	-	-						
Pourcentage maximal d'occupation du sol:										
bâtiment principal	33	33	33	33						
bâtiments accessoires	-	-	-	-						

Normes d'implantation et dimensions	ZONES									
	AF-1	**AF-2**	**AF-3**	**AF-4**	**AF-5**	**AF-6**	**AF-7**	**AF-8**	**AF-9**	**AF-10**
Marge de recul avant minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6	6	6[1]	6[1]	6[1]	6	6[1]	6	6[1]
bâtiments accessoires	6	6	6	6[1]	6[1]	6[1]	6	6[1]	6	6[1]
Marge de recul arrière minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]
Marge de recul latérale minimale (mètres):										
bâtiment principal	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]
Somme minimale des marges de recul latérales										
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Hauteur du bâtiment principal:										
Nombre d'étages du bâtiment principal:										
- minimum	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
- maximum	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
hauteur en mètres (m):										
- minimum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pourcentage maximal d'occupation du sol:										
bâtiment principal	33	33	33	33	33	33	33	33	33	33
bâtiments accessoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9 m**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	AF-11	**AF-12**	**AF-13**						
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6[1]	6						
bâtiments accessoires	6	6[1]	6						
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6						
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]						
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3						
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]						
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	6	6	6						
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1						
- maximum	2	2	2						
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-						
- maximum	-	-	-						
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	33	33	33						
bâtiments accessoires	-	-	-						

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	AFD-1	**AFD-2**	**AFD-3**	**AFD-4**	**AFD-5**	**AFD-6**	**AFD-7**	**AFD-8**	
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6[1]	6[1]	6	6[1]	6[1]	6	
bâtiments accessoires	6	6	6[1]	6[1]	6	6[1]	6[1]	6	
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3	3	3	3	3	3	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1	1	1	1	1	1	
- maximum	2	2	2	2	2	2	2	2	
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-	-	-	-	-	-	
- maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	33	33	33	33	33	33	33	33	
bâtiments accessoires	-	-	-	-	-	-	-	-	

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9 m**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	AFD-9	AFD-10	AFD-11	AFD-12					
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6[1]	6	6					
bâtiments accessoires	6	6[1]	6	6					
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6	6					
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]					
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3	3					
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]					
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	6	6	6	6					
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1	1					
- maximum	2	2	2	2					
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-	-					
- maximum	-	-	-	-					
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	33	33	33	33					
bâtiments accessoires	-	-	-	-					

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	ID-01	ID-02	ID-04	ID-05	ID-06	ID-07	ID-08	ID-09	
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6[1]	6	6	6	6	6[1]	6	
bâtiments accessoires	6	6[1]	6	6	6	6	6[1]	6	
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3	3	3	3	3	3	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6	
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1	1	1	1	1	1	
- maximum	2	2	2	2	2	2	2	2	
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-	-	-	-	-	-	
- maximum	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	33	33	33	33	33	33	33	33	
bâtiments accessoires	-	-	-	-	-	-	-	-	

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9 m**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal									
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum									
- maximum									
hauteur en mètres (m):									
- minimum									
- maximum									
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	RU-1	**RU-2**	**RU-3**	**RU-4**	**RU-5**				
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	12[1]	6[1]	6[1]	6[1]	6				
bâtiments accessoires	12[1]	6[1]	6[1]	6[1]	6				
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6	6	6				
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]				
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3	3	3				
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]				
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	5	5	5	5	5				
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1	1	1				
- maximum	2	2	2	2	2				
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-	-	-				
- maximum	-	-	-	-	-				
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	33	33	33	33	33				
bâtiments accessoires	-	-	-	-	-				

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9 m**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES									
	P-1	**P-2**	**P-3**			**CI-1[3]**	**CC-1[4]**			
Marge de recul avant minimale (mètres):										
bâtiment principal	12	12	3			12[1]	12			
bâtiments accessoires	12	12	3			12[1]	12			
Marge de recul arrière minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6	6			6	6			
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]			1[2]	1[2]			
Marge de recul latérale minimale (mètres):										
bâtiment principal	3	3	3			6	6			
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]			1[2]	1[2]			
Somme minimale des marges de recul latérales										
bâtiment principal	6	6	6			12	12			
Hauteur du bâtiment principal:										
Nombre d'étages du bâtiment principal:										
- minimum	1	1	1			1	1			
- maximum	2	2	2			2	2			
hauteur en mètres (m):										
- minimum	-	-	-			-	-			
- maximum	-	-	-			-	-			
Pourcentage maximal d'occupation du sol:										
bâtiment principal	33	33	33			40	40			
bâtiments accessoires	-	-	-							

Normes d'implantation et dimensions	ZONES									
	R-1	**R-2**	**R-3**	**R-4**	**R-5**	**R-6**	**R-7**	**R-8**		
Marge de recul avant minimale (mètres):										
bâtiment principal	6[1]	6	6	2	2	6[1]	6	6		
bâtiments accessoires	6[1]	6	6	2	2	6[1]	6	6		
Marge de recul arrière minimale (mètres):										
bâtiment principal	6	6	6	6	6	6	6	6		
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]		
Marge de recul latérale minimale (mètres):										
bâtiment principal	2	2	2	2	2	2	2	2		
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]	1[2]		
Somme minimale des marges de recul latérales										
bâtiment principal	5	5	5	5	5	5	5	5		
Hauteur du bâtiment principal:										
Nombre d'étages du bâtiment principal:										
- minimum	1	1	1	1	1	1	1	1		
- maximum	2	2	2	2	2	2	2	2		
hauteur en mètres (m):										
- minimum	-	-	-	-	-	-	-	-		
- maximum	-	-	-	-	-	-	-	-		
Pourcentage maximal d'occupation du sol:										
bâtiment principal	33	33	33	33	33	33	33	33		
bâtiments accessoires	-	-	-	-	-	-	-	-		

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

[3]: Les projets industriels implantés devront suivre les normes prescrites à l'article 4.99 du présent règlement

[4] Les normes prescrites aux articles 4.97 et 4.98 s'appliquent

Grille des normes relatives à l'implantation des bâtiments par zones

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
	MIX-1	**MIX-2**	**MIX-3**				**PAT-1**	**PAT-2**	
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal	2[1]	2[1]	6[1]				6	6	
bâtiments accessoires	2[1]	2[1]	6[1]				6	6	
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal	6	6	6				6	6	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]				1[2]	1[2]	
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal	3	3	3				2	3	
bâtiments accessoires	1[2]	1[2]	1[2]				1[2]	1[2]	
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal	6	6	6				6	6	
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum	1	1	1				1½	1	
- maximum	2	2	2				2	2	
hauteur en mètres (m):									
- minimum	-	-	-				-	-	
- maximum	-	-	-				-	-	
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal	40	40	40				40	40	
bâtiments accessoires	-	-	-				-	-	

Normes d'implantation et dimensions	ZONES								
Marge de recul avant minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Marge de recul arrière minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Marge de recul latérale minimale (mètres):									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									
Somme minimale des marges de recul latérales									
bâtiment principal									
Hauteur du bâtiment principal:									
Nombre d'étages du bâtiment principal:									
- minimum									
- maximum									
hauteur en mètres (m):									
- minimum									
- maximum									
Pourcentage maximal d'occupation du sol:									
bâtiment principal									
bâtiments accessoires									

Notes:

[1]: Pour les terrains adjacents aux routes 243 ou 220 à l'extérieur du périmètre urbain, la marge de recul avant minimale est de **22,9 m**

[2]: Les murs dont la façade est située à moins de 1,5 mètres de la ligne de lot ne peuvent être pourvus d'**aucune ouverture**.

ANNEXE 1

LISTE DES BÂTIMENTS D'INTÉRÊT COMPRIS DANS LES ZONES PATRIMONIALES

ÉGLISE SAINTE-ANNE-DE-LA ROCHELLE
PRESBYTÈRE
CIMETIÈRE
SANCTUAIRE
CHEMIN DE CROIX
GROTTE

Bâtiments identifiés au plan d'urbanisme, carte SA-PAT, oct. 2005